

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT



AUSTRALIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1975

STATISTIQUES DE BASE DE L'AUSTRALIE

LE PAYS

Superficie totale (en milliers de km ²)	7 686.8	Population urbaine, en 1971, % du total (villes de plus de 100 000 hab.)	64
Superficie agricole, en 1973, % du total	65.0	Population des villes principales, au 30-6-1972 (1 000) :	
Superficie cultivée, y compris les herbages temporaires, en 1973, % du total	5.6	Sydney	2 851
		Melbourne	2 544
		Brisbane	888
		Adelaide	855
		Perth	725

LA POPULATION

Population, au 30-6-1974 (1 000)	13 339	Population active civile occupée, en 1973 (1 000)	5 640
Densité au km ²	1.7	dont: Agriculture	407
Taux d'accroissement naturel, par 1 000 habitants, en 1973	10.4	Industrie	2 004
Taux du solde net des migrations, par 1 000 habitants, en 1973	3.0	Autres	3 229

LE PARLEMENT

Composition de l'actuel parlement :

Partis	Sénat	Chambre des représentants
Parti agraire australien	5	20
Parti libéral australien	21	38
Parti travailliste australien	26	66
Parti travailliste démocrate australien	5	—
Autres	3	1
Total	60	125

Actuel gouvernement : Parti travailliste australien

Prochaines élections générales pour la Chambre des représentants : au plus tard en mai 1977

LA PRODUCTION¹

Produit intérieur brut, en 1974 (millions de dollars aust.)	50 433	Formation brute de capital fixe, en 1974 :	
PIB par habitant (dollars des États-Unis)	5 590	en pourcentage du PIB par habitant (dollars des États-Unis)	23.6 1 318

SECTEUR PUBLIC, en % du PIB, en 1974¹

Dépenses en biens et services ²	25.7	Recettes courantes	28.9
Transferts courants	9.9	dont: Impôts directs	14.9

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations ¹		Importations ¹	
Principales exportations en 1974, % du total :		Principales importations en 1974, % du total :	
Produits alimentaires et animaux vivants	31.6	Machines et matériel de transport	34.4
Matières premières autres que les combustibles minéraux	32.2	Articles manufacturés classés par matières	23.1
Articles manufacturés classés par matières	12.4	Articles manufacturés divers	11.9
Machines et matériel de transport	6.5	Produits chimiques	9.5

LA MONNAIE

Unité monétaire : le dollar australien

Unité monétaire par dollar
des États-Unis, en mai 1975
(moyenne journalière) : 0.7404

1 Année fiscale se terminant le 30 juin.

2 Consommation et investissements. Y compris les entreprises publiques.

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOCUMENT PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 610

AUSTRALIE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant:

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

Les Membres de l'OCDE sont: la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

* * *

L'examen annuel de la situation de l'Australie par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE a eu lieu le 13 juin 1975.

La présente étude a été mise à jour par la suite.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1975.
Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution récente	5
Affaiblissement de la demande intérieure	6
L'offre	10
Le marché du travail	13
Prix et revenus	16
Balance des paiements	21
II La politique économique	25
Contraction de la liquidité	26
Réaction des autorités	29
III Perspectives à court terme et conclusions	34
Demande	35
Production et emploi	37
Salaires et prix	38
Balance extérieure	39
Conclusions	39
<i>Annexe</i> Chronologie des principaux événements économiques	43

TABLEAUX

TEXTE :

1	Produit national et dépense de la Nation	7
2	Variations trimestrielles du PIB	11
3	Chômage et offres d'emploi	15
4	Indices de prix implicites des agrégats de la comptabilité nationale	18
5	Variations trimestrielles des prix et des salaires	18
6	Balance des paiements	22
7	Principaux facteurs de l'évolution des liquidités primaires du secteur privé	27
8	Opérations budgétaires	30
9	Prévisions d'évolution à court terme de la demande et de la production	35

ANNEXE STATISTIQUE :

A	Produit intérieur brut, aux prix courants	56
B	Produit intérieur brut, aux prix moyens de 1966-1967	57
C	Revenu et dépense des particuliers	58
D	Marché de l'emploi	59
E	Prix et salaires	60
F	Formation de liquidités	61
G	Recettes et dépenses des administrations publiques	62
H	Balance des paiements	63
I	Commerce extérieur. Ventilation par produits et par régions	64

GRAPHIQUES

1	Principales composantes de la dépense	8
2	Variations de la production et du chômage	14
3	Prix à la consommation et taux de salaires	20
4	Balance des paiements 1962-1974	21
5	Indicateurs monétaires	28
6	Évolution de certains taux d'intérêt	33

INTRODUCTION

Comme dans la plupart des pays Membres, la demande et l'activité ont nettement fléchi en 1974 et pendant les premiers mois de 1975, et le chômage est monté à des niveaux sans précédent depuis la fin de la guerre. Mais, bien que le renchérissement mondial du pétrole n'ait eu directement que des répercussions mineures sur l'économie australienne, l'inflation, alimentée par la hausse rapide des coûts salariaux, a marqué une accélération et atteint le rythme le plus rapide que l'on ait enregistré depuis la phase d'essor accentué liée au conflit coréen. La balance des paiements a accusé en 1974 une forte dégradation, imputable surtout aux pressions de la demande intérieure, mais aussi aux mesures prises auparavant pour libérer les échanges et réévaluer le dollar australien afin d'atténuer les pressions inflationnistes et d'améliorer à long terme la répartition des ressources. Plus récemment, la position de la balance des paiements s'est notablement redressée.

La politique monétaire, restrictive jusque vers les derniers mois de 1974, est ensuite devenue nettement expansionniste. La politique budgétaire n'a cessé de l'être. Le budget de septembre 1974 a notablement augmenté les dépenses publiques et allégé la fiscalité directe. Dans les mois suivants, de nouvelles et importantes mesures budgétaires de stimulation ont été mises en œuvre — réductions de taux d'impôts directs et indirects, notamment, et nombreuses augmentations de dépenses, y compris au titre d'activités génératrices d'emplois — et la politique monétaire a été considérablement assouplie. En outre, le dollar australien a été dévalué et des restrictions à l'importation ont été appliquées à certains produits. Les perspectives pour 1975 laissent entrevoir une certaine reprise de la demande et de la production réelles dans le courant de l'année, ainsi qu'un nouveau renforcement de la position extérieure. Mais le niveau du chômage restera sans doute élevé cette année et pendant la première partie de 1976, et le rythme de progression des prix et des salaires, très rapide ces derniers temps, risque, semble-t-il, de s'accélérer encore.

La première partie de la présente étude examine l'évolution récente de la demande et de la production, du marché du travail, des prix et des revenus et de la balance extérieure. La deuxième partie est consacrée à une analyse de la politique économique. Les perspectives d'évolution à court terme de l'économie sont étudiées dans la troisième partie, qui se termine, en guise de conclusion, par un examen des problèmes actuels de politique économique.

I ÉVOLUTION RÉCENTE

Comme on l'a indiqué dans l'étude de l'an dernier, la croissance de la production non agricole s'est sensiblement ralentie au cours du second semestre de 1973, du fait, essentiellement, de pénuries de ressources, plutôt que d'une insuffisance de la demande. Si l'on s'attendait à voir ce ralentissement induit par les approvisionnements se poursuivre, on précisait aussi que les enquêtes de conjoncture dénotaient à l'époque une accentuation prononcée du pessimisme avec lequel les entreprises envisageaient les perspectives d'évolution à court terme de l'économie. De fait, l'ex-

pansion de la demande qui s'était amorcée vers le milieu de 1972 (c'est-à-dire avec un retard de six mois environ sur la phase correspondante du cycle conjoncturel global de la zone de l'OCDE¹) a atteint son maximum au début de 1974; cette phase d'expansion a donc été l'une des plus brèves que l'économie ait connue depuis la guerre² et il semble que cela ait été le cas aussi dans bon nombre d'autres pays Membres. De même que la rapidité du redressement qui l'avait précédé, la gravité du retournement de la conjoncture a été particulièrement prononcée.

Ce retournement assez rapide vers un ralentissement induit de la demande semble avoir eu une incidence assez exceptionnelle sur la production intérieure; ceci a été dû en partie à la persistance du rythme élevé des importations, que les autorités australiennes avaient encouragé auparavant afin d'atténuer l'insuffisance des approvisionnements. L'effet de cette évolution sur le marché du travail semble aussi s'être matérialisé plus rapidement que l'expérience du passé aurait pu le faire croire. Si la balance des paiements de l'Australie est redevenue plus équilibrée en 1973, après les excédents considérables qui s'étaient accumulés les deux années précédentes, l'importance des importations a néanmoins conduit les pouvoirs publics à majorer certains droits de douane et à prendre des mesures temporaires pour freiner les achats à l'étranger de certains produits qui avaient très rapidement augmenté. Sur le plan intérieur, la politique budgétaire a été expansionniste et la politique monétaire, jusque-là très rigoureuse, a été assouplie au second semestre de 1974. L'Australie connaît actuellement, sous l'effet d'une poussée considérable des coûts, l'un des taux d'inflation les plus élevés de la zone de l'OCDE, les hausses de prix atteignant des niveaux qui rappellent ceux enregistrés lors de la guerre de Corée.

Affaiblissement de la demande intérieure

La consommation privée, alimentée par une forte augmentation du revenu disponible des ménages, est demeurée vigoureuse jusqu'au milieu de 1974³. En fait, le principal facteur de limitation de la dépense a été l'insuffisance de l'offre, due aux fortes pressions qui s'exerçaient à l'époque sur les ressources, tant intérieures qu'étrangères. La relative aisance du crédit jusqu'à ces derniers temps a probablement aussi joué un rôle dans le dynamisme des dépenses de consommation. Bien que l'alimentation représente généralement un poste relativement stable des budgets familiaux, la hausse très rapide des prix des produits alimentaires a fait que cette catégorie de dépenses n'a que très légèrement augmenté, en valeur réelle, en 1973. Le ralentissement de la hausse des prix de ces produits observé en 1974 s'est accompagné d'un redressement du volume des achats. Dans l'ensemble, les achats de biens de consommation durables ont, comme c'est généralement le cas, suivi une évolution à la fois relativement irrégulière et « procyclique ». N'eussent été les limites imposées par l'offre, le volume de ces dépenses se serait très probablement accru, sauf dans le cas des automobiles, à un taux encore plus élevé que celui de 14 % qui a été enregistré en 1973. Au cours du quatrième trimestre de l'an dernier, le volume de la consumma-

1 Ce cycle est mesuré par les écarts par rapport au taux de croissance tendanciel de l'indice pondéré de la demande intérieure finale dans les sept principaux pays de l'OCDE (cf. Perspectives économiques, n° 16, page 14). Dans cet indice, le poids des États-Unis est évidemment considérable.

2 Cette expansion, qui a duré environ huit trimestres, a été à peine plus longue que la plus courte qui ait été observée depuis 1950 (voir l'Étude économique de décembre 1972, page 16).

3 L'an dernier, le revenu disponible des ménages a augmenté d'environ 21 % en valeur nominale, soit de 5½ % en pouvoir d'achat si on lui applique l'indice des prix à la consommation. Selon la définition de la comptabilité nationale, le secteur des ménages comprend les entreprises non constituées en sociétés, dont les exploitations agricoles qui sont, dans les comptes de revenu, une catégorie importante et particulièrement sujette à variation. Après correction approximative destinée à éliminer cet élément, le revenu disponible des ménages non agricoles s'est accru à un taux supérieur d'un point environ au chiffre indiqué ci-dessus.

tion privée, corrigé des variations saisonnières, a diminué en chiffres absolus. Les ventes de biens d'équipement ménager, en particulier, ont marqué un fléchissement sensible, certainement dû en partie à la baisse de l'activité de construction résidentielle. Le nombre des premières immatriculations de véhicules à moteur, qui avait beaucoup augmenté durant la majeure partie de l'an dernier, a fortement diminué au dernier trimestre⁴. Au premier trimestre de 1975, la consommation privée a toutefois marqué une reprise sensible, généralisée mais particulièrement vive dans le cas des ventes d'automobiles.

Tableau 1 **Produit national et dépense de la Nation**

	1974 Millions de dollars	Pourcentages de variation en volume			1974 ¹
		1972	1973	1974	
Consommation :	39 785	3.7	6.1	3.6	2.6
Secteur privé	31 945	5.0	5.0	3.6	2.1
Secteur public	7 840	2.0	10.3	3.6	0.4
Formation brute de capital fixe	13 031	- 3.5	3.4	2.2	0.5
Secteur privé*	8 512	- 5.4	7.2	- 0.3	- 0.1
Secteur public	4 519	0.4	- 3.8	7.7	0.6
Demande intérieure finale	52 816	2.4	6.1	3.3	3.1
Formation de stocks ¹	2 730	(- 2.0)	(2.0)	(4.6)	(4.6)
Écart statistique ¹	- 53	- 0.5	(1.5)	(- 1.7)	(- 1.7)
Demande intérieure totale	55 491	0.9	10.2	6.1	6.0
Exportations de biens et services	8 750	5.8	- 0.3	- 1.9	- 0.3
Importations de biens et services	9 622	- 6.4	22.4	23.9	- 4.2
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	54 620	3.0	6.3	1.5	1.4
SECTEUR NON AGRICOLE	50 357	3.5	7.6	1.0	0.9
SECTEUR AGRICOLE	4 263	- 1.5	- 7.1	7.5	0.6
* <i>dont</i> : Construction résidentielle	2 687	9.0	10.9	- 10.3	- 0.5
Construction non-résidentielle	1 743	- 15.1	- 3.3	- 1.7	- 0.1
Machines et équipements	4 082	- 8.4	9.4	6.7	0.5

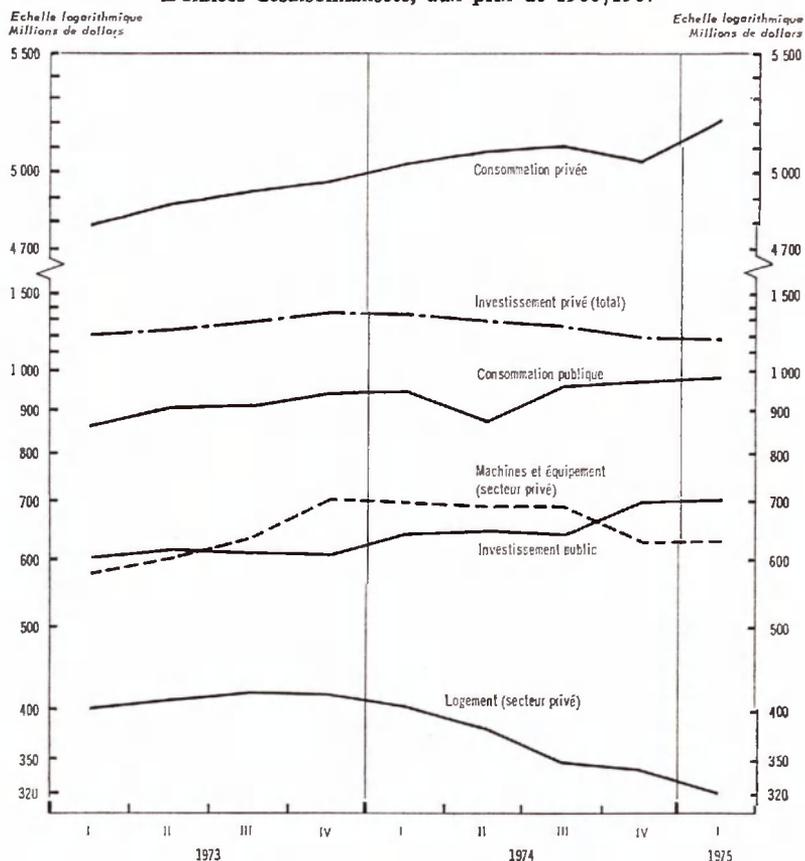
1 Contribution en pourcentage au taux de croissance du PIB.

Source: Australian Bureau of Statistics, *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure*.

Le volume de la formation de capital fixe du secteur privé, dont l'expansion s'était notablement accélérée en 1973, est, en moyenne, resté inchangé l'an dernier. Le volume de la construction privée de logements, qui avait atteint son maximum conjoncturel au troisième trimestre de 1973, a diminué pendant toute l'année 1974 et le premier trimestre 1975. L'activité de la branche avait initialement été passablement gênée par l'étranglement de l'offre de main-d'œuvre et de matériaux, mais, devant l'importante hausse des coûts et le durcissement des conditions monétaires, la flambée de spéculation qui s'était développée dans ce secteur s'est rapidement éteinte. Après avoir atteint des niveaux records au milieu de 1973, le nombre des permis de construire et celui des ouvertures de chantiers ont diminué rapidement jusqu'à une époque tardive de l'an dernier, cependant qu'un volume relativement important de travaux

4 En Australie, les ventes de véhicules à moteur ne semblent pas avoir été influencées par la « crise pétrolière », car le prix local de l'essence n'a été majoré qu'en fonction de la hausse du prix du pétrole importé, lequel représente une part relativement faible du pétrole utilisé pour la production d'essence, et des autres augmentations de coûts.

Graphique 1 Principales composantes de la dépense
Données désaisonnalisées, aux prix de 1966/1967



Source: ABS, *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure*.

restait en chantier⁵. Le nombre des permis de construire, corrigé des variations saisonnières, a recommencé d'augmenter au dernier trimestre de 1974.

Au premier trimestre de 1974, le volume de la construction non résidentielle, corrigé des variations saisonnières, est demeuré stationnaire à un niveau inférieur de quelque 17 % au maximum qu'il avait atteint en 1971⁶; il s'est contracté, depuis, de façon tout à fait prononcée. Aux pénuries de matériaux et de main-d'œuvre est venu s'ajouter un malaise social généralisé dans l'industrie de la construction, qui a accentué la dégradation de la situation dans ce secteur (voir plus loin, page 10). Abstraction faite de ces facteurs de freinage par l'offre, il y a toutefois eu aussi, dans cette baisse d'activité, une part d'ajustement à la vague d'investissement massif dans la construction d'immeubles à usage de bureaux qui avait caractérisé la période précédente, en particulier dans les deux métropoles, Sydney et Melbourne, et qui s'était soldée par un excédent de l'offre de bureaux.

⁵ Cette évolution procyclique contraste avec ce qui avait été observé au cours du cycle précédent, durant lequel la construction de logements avait joué un rôle relativement régularisateur (en particulier pendant la phase de fléchissement).

⁶ Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que l'activité de cette branche avait été considérablement influencée, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, par une importante expansion des industries extractives et liées aux industries extractives.

Avec le décalage habituel par rapport au cycle général de la conjoncture intérieure, les investissements sous forme de machines et autres matériels ont vigoureusement repris en 1973, après avoir diminué pendant près de deux ans. Cette reprise a toutefois été de courte durée et, au premier trimestre de 1975, le volume des dépenses consacrées à ces investissements était inférieur d'environ 10 % à son niveau de la fin de l'année 1973. Le profil temporel de cette catégorie d'investissements, dans laquelle les achats à l'étranger entrent pour une part importante, a été influencé par les délais de livraison du matériel importé.

Les dépenses courantes du secteur public se sont accrues l'an dernier de quelque 3½ %, en volume⁷. Parmi les catégories qui ont augmenté le plus rapidement se trouvent les dépenses d'enseignement, de santé et de sécurité sociale, qui sont effectuées, pour une part considérable, par l'intermédiaire des États fédérés et des collectivités locales. La ligne de conduite adoptée dans ce domaine par l'administration centrale impliquait une expansion notable de la formation de capital fixe du secteur public. En dépit de la rareté des ressources disponibles pendant les premiers mois de 1974, de par la préparation relativement longue que nécessitent des projets de grande envergure et aussi des retards dus aux formalités administratives⁸, le volume moyen des dépenses de 1974 a été supérieur de plus de 7 % à son niveau de 1973⁹.

Le volume des exportations de marchandises, qui était resté stationnaire en 1973, a diminué, après correction des variations saisonnières, au premier semestre de l'an dernier, mais a marqué une reprise au cours des deux trimestres suivants. La réduction considérable des expéditions de blé (diminution de moitié, environ, due surtout à l'incidence de la sécheresse sur la récolte) et la baisse des ventes de laine ont été les principales causes des résultats décevants enregistrés en 1973. Si le marché de la laine est resté déprimé jusque pendant les premiers mois de 1974, les exportations de blé se sont vigoureusement redressées, la récolte ayant été plus abondante (voir plus loin, page 12). En revanche, la forte contraction des débouchés extérieurs de la viande australienne, qui s'est traduite dans certains cas par un renforcement du contingentement des importations mais a équivalu, parfois, à une interdiction quasi-totale de celles-ci, a fait baisser en 1974 le volume des exportations de viande de moitié environ, par rapport à 1973. Le volume des exportations de produits laitiers a marqué une légère baisse, imputable aux conditions météorologiques défavorables. Ces dernières ont aussi affecté la récolte de sucre de la campagne 1973. Par suite, et du fait que les ventes du second semestre 1974 ont été anormalement faibles, le volume des exportations de sucre a été nettement inférieur en 1974 à son niveau de 1973. Les expéditions de minerais métalliques, sur lesquelles les contrats à long terme conclus avec les acheteurs japonais exercent une influence importante, avaient été en 1973, par leur relatif dynamisme, le principal facteur de soutien du volume des exportations, encore qu'une tendance à l'affaiblissement fût devenue perceptible en cours d'année, l'activité industrielle ayant marqué le pas à la fin de 1973, avant de baisser considérablement en 1974. Les expéditions à l'étranger ont augmenté de 11 % l'an dernier, contre 30 % en 1973. Le volume des exportations d'articles manufacturés en métal, de machines et de matériels de transport a baissé de 16 % en 1974, alors

7 Le profil temporel des dépenses de l'année a été fort irrégulier, une diminution considérable ayant été enregistrée au deuxième trimestre et une augmentation encore plus forte au troisième. En dehors du fait qu'une campagne électorale a pu avoir un certain effet sur l'exécution des dépenses au deuxième trimestre, il est probable que la « rupture » se trouve exagérée, dans cette série, pour des raisons d'ordre statistique.

8 En particulier, l'élaboration et l'exécution des nouveaux programmes de dépenses ont entraîné des décalages considérables par rapport aux décisions budgétaires. On peut également noter que les États et les administrations locales sont responsables des trois-quarts environ des investissements des administrations publiques, bien que les fonds proviennent en grande partie du budget de l'administration centrale.

9 Abstraction faite des achats d'aéronefs civils étrangers, les investissements publics se sont accrues l'an dernier d'environ 5 % en volume.

qu'il s'était accru de 4 % l'année précédente. On pense que les principaux facteurs qui ont contribué à ce recul sont le ralentissement de la croissance économique dans les pays qui constituent les principaux débouchés extérieurs de l'Australie et la valorisation du dollar australien.

C'est l'utilisation des stocks qui a permis de faire face à la demande lorsque celle-ci a amorcé un redressement au milieu de 1972; en fait, le redressement a été si vigoureux qu'au troisième trimestre de 1973, le niveau du rapport des stocks aux ventes (dans le secteur non agricole) était devenu très bas. Par la suite, toutefois lorsque l'afflux des commandes s'est ralenti, ce rapport s'est stabilisé, puis inversé. Après correction des variations saisonnières normales, les stocks se sont accrus à un rythme rapide pendant chaque trimestre de l'an dernier. Dans les industries manufacturières, qui forment un secteur important, cet accroissement paraît avoir intéressé toutes les branches principales et avoir été plus sensible dans le cas des matières premières et des produits finis qu'au stade des articles en cours de fabrication¹⁰. L'accumulation de stocks de produits finis semble s'être principalement produite au second semestre de l'an dernier et a certainement été déterminée dans une large mesure par l'afflux des importations, qui est demeuré considérable bien au-delà du moment où, la demande intérieure ayant commencé à fléchir, les délais de livraison exceptionnellement longs qui s'étaient accumulés pendant la phase d'expansion se sont résorbés¹¹. Les variations des stocks agricoles dépendent surtout des réserves de blé et de laine. Alors que la demande de blé a été vigoureuse et que le niveau des stocks de ce produit demeure peu élevé, l'Office australien de la laine, qui applique un système de prix-planchers, a été obligé d'acheter l'an dernier 27 % de la laine mise en vente aux enchères. A la fin de 1974, il détenait environ un million de balles, soit à peu près l'équivalent de 20 % de la tonte de la campagne 1974/1975. En dépit de la forte reprise perceptible sur le marché de la laine depuis avril dernier, on estime que l'Office détient actuellement quelque 1.6 million de balles.

L'offre

Après avoir atteint un maximum au premier trimestre de 1974, la production non agricole a fortement diminué. Au deuxième semestre, son volume a baissé de 3.8 % par rapport au premier semestre¹². L'an dernier a été marqué par une nette reprise de l'agitation sociale; le nombre des conflits a augmenté d'environ 11 %, mais celui des journées de travail perdues a été deux fois et demie plus élevé qu'en 1973 (année à peu près représentative de la situation moyenne des dernières années)¹³. Bien que toute une série de branches d'activité ait été gagnée par cette vague de grèves, l'industrie mécanique, la construction et les transports sont au nombre de celles qui ont été les plus sérieusement touchées¹⁴.

10 La définition des variations de stocks utilisée dans *The Australian Statistician* a été élargie récemment. On ne connaît toutefois pas encore les ajustements de valeur correspondant au changement de définition, ni les indices de prix implicites des composantes des stocks maintenant couverts par les données.

11 Les importations ont été influencées, non seulement par la pression de la demande intérieure, mais aussi par les variations du coût relatif des importations dues à la réévaluation du dollar australien et aux réductions de droits de douane.

12 Les variations trimestrielles ne doivent pas être considérées isolément sans les comparer aux variations en plus longue période. Lorsqu'elles portent sur des durées inférieures à une année, les estimations sont particulièrement délicates et risquent d'être entachées d'erreurs dues à des décalages dans l'enregistrement statistique des revenus, des dépenses, des stocks, des exportations et des importations.

13 Pendant le seul premier trimestre 1974, il y a eu presque autant de journées perdues que pendant toute l'année 1973.

14 Il convient d'être prudent lorsque l'on tente d'estimer l'incidence de grèves sur la production (voir la note 1, page 9, de l'Étude de l'an dernier), en particulier pour une période supérieure à la durée des grèves, car celles-ci sont probablement suivies d'un certain « rattrapage ». Par contre, les effets indirects produits par le biais de la désorganisation des relations commerciales

Tableau 2 Variations trimestrielles du PIB¹
 Pourcentage de variation en volume

	Demande					Production		
	Secteur privé		Secteur public		Demande inté- rieure finale	Agricole	Non agricole	PIB total
	Consom- mation	Investis- sement fixe	Consom- mation	Investis- sement fixe				
1971: I	0.4	5.2	-1.0	-0.5	1.0	2.1	2.4	2.4
II	0.5	-1.5	-0.6	-3.1	-0.3	2.7	0.6	-0.3
III	2.8	2.3	1.2	12.2	3.3	2.8	2.6	2.6
IV	0.1	-2.5	0.2	-1.5	-0.5	-0.1	0.3	0.2
1972: I	0.8	-5.6	3.0	-3.0	-0.4	1.3	-0.9	-0.7
II	1.7	4.1	-2.6	-2.8	1.2	2.5	1.5	1.6
III	1.4	-3.1	0.4	6.4	0.9	-15.0	2.1	0.5
IV	2.1	-0.7	1.2	-5.7	0.8	-2.5	3.0	2.5
1973: I	1.6	1.8	4.3	-2.9	1.6	8.7	1.7	2.3
II	1.9	4.0	5.2	1.8	2.6	-4.6	1.6	1.1
III	0.8	3.1	0.8	-0.8	1.1	12.6	1.7	2.5
IV	1.0	5.8	2.7	-0.7	1.9	-0.3	0.2	0.2
1974: I	1.5	-1.2	1.2	6.2	1.3	-7.9	2.3	1.4
II	0.9	-3.4	-7.6	0	-0.9	-1.0	-1.4	-1.4
III	0.4	-2.6	9.2	-0.9	0.7	-1.3	-4.2	-3.9
IV	-1.1	-5.7	1.6	9.2	-0.7	11.6	2.3	3.0
1975:	3.0	-1.8	1.0	0	1.7	1.9	-1.1	-0.8

I Pourcentage désaisonnalisé de variation par rapport au trimestre précédent.

Source: ABS, *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure*.

Bien que l'on ne dispose d'estimations complètes relatives au volume de la production par secteur, il semblerait que ce soit dans la construction et les industries manufacturières que le ralentissement a été le plus sensible. Après un an et demi environ de croissance relativement rapide, la production industrielle a diminué au quatrième trimestre de 1973, mais s'est redressée ensuite et a atteint un maximum au deuxième trimestre de 1974. La production a ensuite commencé à diminuer fortement, au troisième trimestre de l'an dernier. Le retournement à été particulièrement prononcé dans le cas de la production de biens de consommation durables, dont le maximum s'est probablement situé au début de 1974. La situation dans les différentes branches de l'industrie a tendu à refléter la structure de l'évolution de la demande intérieure qui a été décrite plus haut¹⁵. Si l'activité de la métallurgie de base et de la construction mécanique lourde (abstraction faite de la construction de matériel de transport) paraît s'être relativement bien maintenue, les industries tributaires du secteur de la construction (c'est-à-dire productrices de matériaux de construction

Fin de la note 14.

habituelles sont assurément importants aussi à plus long terme. Les 6.3 millions de journées de travail perdues enregistrées l'an dernier ont représenté environ $\frac{1}{2}$ % de la prestation totale de travail. Ce chiffre est toutefois une sous-estimation, car :

- seuls sont comptabilisés les arrêts de travail ayant entraîné une perte d'au moins 10 hommes-jours
- les personnes mises à pied à l'occasion d'une grève, mais appartenant à l'époque à un autre établissement, ne figurent pas non plus dans les statistiques de l'établissement déclarant.

15 Dans certaines branches, l'importance de l'agitation sociale a également joué un rôle.

et de biens d'équipement ménager) ont été sérieusement atteintes. Bien que, dans son ensemble, la production de biens de consommation non durables ait assez bien résisté, les industries textile et chimique, ainsi que les branches qui en dépendent, ont enregistré une très forte baisse de leur niveau d'activité.

La production rurale a été notablement influencée, non seulement par la réaction des producteurs à l'état du marché (intervenant avec le décalage habituel, variable selon le secteur), mais aussi par les conditions météorologiques. La production totale, qui avait diminué de $7\frac{1}{2}$ % en 1973, a présenté en 1974 une augmentation moyenne de quelque $6\frac{1}{2}$ %, principalement due cependant à des accroissements imputables au second semestre de 1973, les chiffres désaisonnalisés faisant apparaître une baisse continue de la production jusqu'au quatrième trimestre. On ne dispose de données détaillées, indiquant la structure de cette évolution par produit, que sur la base de l'exercice budgétaire (lequel va du 1^{er} juillet au 30 juin). L'augmentation de 3 % présentée au cours de l'exercice 1973/1974 par l'ensemble de la production rurale a principalement tenu au très fort accroissement (près de 90 %) de la production de blé, succédant à la diminution considérable due à la sécheresse qui avait été enregistrée au cours de l'exercice précédent. La production de sucre a baissé d'environ 11 % et la production des activités d'élevage a aussi marqué un recul (qui a varié de $4\frac{1}{2}$ % dans le cas de la laine à près de 50 % dans celui de la viande de mouton). La réduction des taux d'abattage s'est traduite par une baisse de la production de viande, les marchés mondiaux s'étant affaiblis de façon spectaculaire, et par une augmentation du cheptel. Pour la campagne en cours (1974/1975), on prévoit que l'accroissement de la production rurale totale sera un peu supérieur à celui de la campagne précédente, mais que sa structure sera très différente. La production de laine et de viande paraît devoir augmenter, tandis que celle de blé diminuera probablement de quelque 4 %.

Si les pressions exercées par la demande ont commencé à s'atténuer vers le milieu de 1974, les importations ont continué d'augmenter fortement jusqu'à la fin du troisième trimestre, à cause du retard avec lequel les importateurs ont réagi à l'évolution de la demande et sous l'influence des mesures spécifiques destinées à encourager l'accroissement des approvisionnements extérieurs¹⁶. Pendant les neuf premiers mois de 1974, le volume des importations qui avait beaucoup augmenté (de 22 %) en 1973, s'est accru de 29 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente¹⁷. Les seules catégories de marchandises qui ont marqué un ralentissement évident sont les combustibles et les produits de base, pour lesquels les délais de livraison étaient probablement plus courts et dont la demande suit de plus près l'évolution de l'activité intérieure¹⁸. Les importations de machines et de matériel de transport, en particulier, ont augmenté de près de moitié, en volume, mais celles d'articles textiles et de produits alimentaires se sont aussi très rapidement accrues.

16 Sans parler de la réévaluation de fait du dollar australien, tous les droits de douane ont été réduits de 25 % en juillet 1973; cette réduction générale a été suivie en novembre d'un nouvel abaissement dans le cas d'une série de biens de consommation appartenant à la catégorie des articles et moteurs électriques. En janvier 1974, des réductions de droits de douane ont également été appliquées à une large gamme d'appareils ménagers. Dans les derniers mois de 1974, toutefois, un certain nombre de mesures temporaires ont été prises pour freiner les importations de divers produits et, en septembre, le dollar australien a été dévalué de 12 %.

17 Le volume des importations a atteint son maximum au troisième trimestre, c'est-à-dire bien après la demande intérieure. Il se peut que l'estimation de sa variation à prix constants portée dans le tableau 1, établi d'après des données publiées par l'Australian Bureau of Statistics, doive être considérablement révisée.

18 Dans le cas des combustibles (catégorie comprenant presque uniquement le pétrole), les prix intérieurs ont, contrairement à ce qui s'est passé pour les autres catégories d'importations, augmenté plus lentement que les prix extérieurs.

Le marché du travail

Stimulée par une reprise de l'immigration nette, la population d'âge actif a augmenté de 2½ % au cours de la période de douze mois qui a pris fin en novembre 1974, contre 1.8 % seulement pendant les douze mois précédents. Le taux général d'activité s'étant en outre accru, la progression de la population active s'est accélérée ces deux dernières années (2.1 % en 1973 et 2.6 % en 1974); néanmoins, l'accélération enregistrée l'an dernier a été marginale, la situation du marché du travail s'étant détendue de façon très sensible en cours d'année¹⁹. Cette détente ressort plus nettement des chiffres relatifs à l'emploi; alors que l'effectif total de la population active salariée s'était accru de 2.7 % en 1973, il n'a augmenté que de 1 % l'an dernier²⁰. Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin en mars 1975, toutefois, l'emploi féminin a diminué de 3.2 % et l'emploi masculin de 1.7 %.

Bien que, durant la phase de haute conjoncture, la pression de la demande de main-d'œuvre soit demeurée forte — comme le montre, par exemple, le rapport entre le nombre des chômeurs et celui des offres d'emploi non satisfaites — et que la prestation moyenne d'heures supplémentaires ait atteint un niveau record en novembre 1973²¹, le taux de chômage recensé (corrigé des variations saisonnières) n'est pas tombé au-dessous de 1.3 %, ce qui représente un niveau relativement élevé par rapport à ceux qui avaient été enregistrés précédemment en Australie, en période de forte activité²². Le chômage est resté relativement élevé dans les zones rurales (malgré la progression notable des revenus ruraux enregistrée pendant l'exercice 1973/1974 en dépit du fait que le volume de la production rurale s'est accru de 3 % seulement) et chez les femmes les plus jeunes²³. Les pressions exercées sur le marché du travail par la demande de main-d'œuvre, mesurées par le rapport global (désaisonnalisé) des offres d'emploi enregistrées aux demandes d'emploi non satisfaites, paraissent avoir atteint un maximum vers mars/avril de l'an dernier, époque à laquelle il y avait environ 1.1 offre d'emploi pour un chômeur²⁴. La situation toutefois variait très nettement selon la branche d'activité et la catégorie professionnelle. Il y avait, par exemple, à la fin de mars, 3.9 offres d'emploi pour un chômeur dans le cas des ouvriers qualifiés des branches des métaux et de l'industrie électrique, mais 0.5 seulement pour les travailleurs ruraux et 0.6 pour les travailleurs non qualifiés en général.

La situation de l'emploi a commencé à se détériorer brusquement après le milieu de l'année, c'est-à-dire immédiatement après le retournement, exceptionnellement prononcé en comparaison du passé, présenté par l'évolution de la production non

19 On peut noter que, selon des estimations se rapportant au mois d'août 1974, le taux d'activité de la population née hors d'Australie s'est établi en moyenne à 67.3 % et celui de la population née dans ce pays à 59.6 %.

20 L'accroissement moyen au cours des dix dernières années a été d'environ 2.3 %. Comme à l'accoutumée, les variations de l'emploi ont été fort irrégulières pour le groupe des femmes mariées; l'an dernier, par exemple, l'effectif des femmes mariées dans la population active a augmenté de non moins de 6.7 %, mais leur emploi s'est accru de 5.2 % seulement. Toutefois, pour les douze mois se terminant avec le premier trimestre 1975, les chiffres correspondants sont respectivement 2.9 % et 0.3 %.

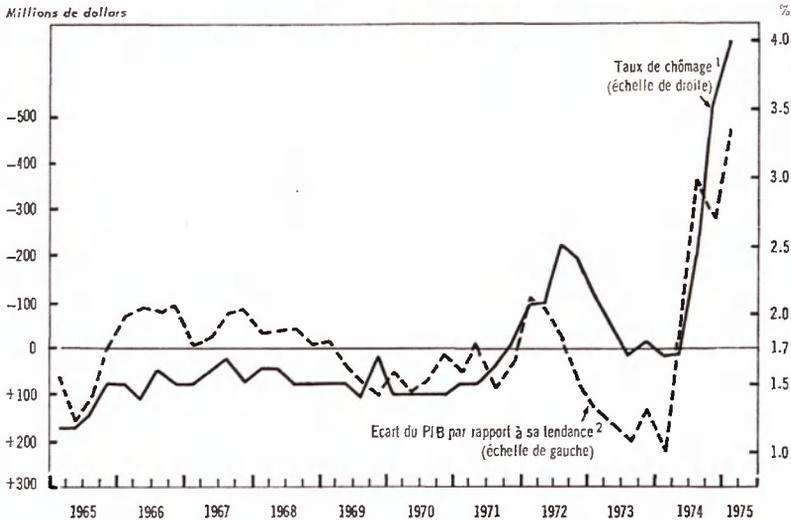
21 D'après une enquête menée auprès des grandes entreprises de production du secteur privé, la prestation moyenne d'heures supplémentaires par salarié s'est établie à 4.0 heures par semaine (après correction des variations saisonnières).

22 Par exemple, durant les autres périodes caractérisées par une intense demande de main-d'œuvre, le taux de chômage se trouvait régulièrement ramené à moins de 1 %.

23 D'après l'enquête de mai 1974 sur la population active, le taux de chômage s'est établi ce mois-là à 2.2 % en dehors des capitales d'État et à 5.5 % pour les femmes de 15 à 19 ans, contre 1.6 % pour l'ensemble de la population active. Une enquête sur l'emploi multiple, effectuée en août 1973 par l'Australian Bureau of Statistics, a montré que c'est parmi les travailleurs agricoles que l'on trouve la plus forte proportion de détenteurs d'un second emploi.

24 Ce rapport est supérieur au maximum conjoncturel précédent, observé en 1970, mais quelque peu inférieur à celui qui avait été enregistré en 1965. Ces chiffres doivent toutefois être utilisés avec une prudence considérable et n'être interprétés que dans le cadre de comparaisons très générales des variations.

Graphique 2 Variations de la production et du chômage



1 D'après les enquêtes sur la population active (Labour Force Survey). Entre le premier trimestre de 1965 et le dernier trimestre de 1974, le taux de chômage moyen a été de 1,7 %.

2 Écarts du PIB non agricole, désaisonnalisé (aux prix constants de 1966/1967), par rapport à une tendance quadratique.

Sources : ABS, *The Labour Force* et *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure* ; estimations du Secrétariat.

agricole. La détérioration de la situation du marché du travail a été exceptionnellement rapide et grave. En octobre, le taux de chômage désaisonnalisé (3,1 %) avait déjà dépassé le niveau sans précédent depuis la guerre qui avait été enregistré au milieu de 1961, et il s'établissait à 4,7 % en avril 1975²⁵. De surcroît, 0,7 % de la population active (soit quelque 40 000 personnes) bénéficiait de programmes de recyclage ou de soutien de l'emploi. Le nombre des offres d'emploi inscrites, qui avait atteint un maximum de 87 200 en avril 1974, a fortement diminué durant cette période : en mai 1975, il n'était plus que de 31 600, ce qui représentait moins d'une offre d'emploi pour 9 chômeurs. Le résultat des enquêtes mensuelles menées auprès des grandes entreprises de production du secteur privé par le Ministère du travail et de l'immigration montre que la prestation moyenne d'heures supplémentaires est tombée à 2,2 heures (après correction des variations saisonnières) en avril²⁶.

L'ampleur de la détérioration qui ressort des statistiques du Service fédéral de l'emploi (Commonwealth Employment Service, CES) doit toutefois être interprétée avec la prudence qui convient²⁷. Selon les données recueillies par l'Australian Bureau

25 En mai, le taux désaisonnalisé était redescendu à 4,5 %.

26 Ces données ne portent que sur le personnel dont l'emploi est en rapport direct avec la fabrication. Si la proportion de salariés effectuant des heures supplémentaires s'est trouvée ramenée de 42 % en mai 1974 à 26 % en avril 1975 dans les usines de l'échantillon, le nombre moyen d'heures supplémentaires réellement effectuées par ces salariés n'est tombé que de 9,0 à 7,7 pendant cette période.

27 Dans son rapport sur une étude de ces statistiques, qui sont établies à partir des inscriptions auprès du Service fédéral de l'emploi, une Commission consultative officielle de création récente a conclu que ces chiffres ne devaient pas être considérés comme constituant un indicateur exact de la capacité de travail inutilisée. De surcroît, s'ils constituent un assez bon indicateur des variations du niveau moyen du chômage (encore que cela soit moins vrai pour les femmes que pour les hommes), ils tendent à exagérer l'amplitude des mouvements conjoncturels. Après avoir comparé,

Tableau 3 Chômage et offres d'emploi¹
Chiffres désaisonnalisés

		Chômage	Offres d'emploi	Rapport offres d'emploi/ chômage
		Milliers de personnes		
1971:	I	63.9	46.3	0.72
	II	69.1	39.8	0.58
	III	75.6	38.4	0.51
	IV	84.7	38.2	0.45
1972:	I	96.3	31.6	0.33
	II	104.5	29.8	0.29
	III	113.9	31.8	0.28
	IV	104.1	35.8	0.34
1973:	I	90.1	47.7	0.53
	II	90.4	58.9	0.65
	III ²	81.6	76.3	0.94
	IV	79.5	75.1	0.96
1974:	I	83.2	81.1	0.97
	II	83.4	80.7	0.96
	III	125.5	50.5	0.40
	IV	209.2	37.1	0.18
1975:	I	251.9	34.3	0.14

1 Moyenne des chiffres mensuels.

2 Séries révisées en fonction du changement de définition des jeunes terminant leurs études. Calculés selon les anciennes définitions, le chômage est égal à 85 100, les offres d'emploi ne changent pas et le rapport est égal à 0,89 pour le 3^e trimestre de 1973.

Source: Ministère du travail et de l'immigration, *Monthly Review of the Employment Situation*.

of Statistics (ABS) dans le cadre d'enquêtes trimestrielles par sondage sur la population active (voir la note 27), le taux de chômage désaisonnalisé est passé d'environ 1.6 % en mai 1974 à 3.9 % en février 1975 — alors que, selon les données du CES, il serait passé de 1.4 à 4.5 %²⁸. D'autres estimations de l'ABS font apparaître une réduction de 2.2 % (après correction des variations saisonnières) de la population active civile salariée entre juin 1974 et mars 1975 et indiquent que l'emploi dans l'industrie manufacturière est descendu à son niveau le plus bas depuis six ans²⁹.

Fin de la note 27.

d'une part, les chiffres tirés des inscriptions auprès du CES et, d'autre part, des données recueillies par sondage par l'Australian Bureau of Statistics avec les informations fournies par le recensement de la population, la Commission a conclu que les résultats des enquêtes par sondage donnaient une mesure plus sûre du chômage. Mais, comme ces dernières données ne sont établies que sur une base trimestrielle et paraissent avec un retard d'environ un mois, les chiffres du CES sont, et de loin, ceux auxquels on porte le plus d'attention et qui sont le plus largement diffusés en Australie.

28 Les taux désaisonnalisés obtenus sur la base des enquêtes ont été de 1.7 et 4.0 %, respectivement, pour mai 1974 et février 1975, mais ils englobent les personnes en quête d'emploi à temps partiel (lesquelles sont exclues des statistiques de chômage du CES, mais incluses dans ses données sur les offres d'emplois). Les taux cités dans le texte sont les estimations que l'on a obtenues après application de la correction appropriée.

29 On ne dispose pas d'estimations désaisonnalisées de l'emploi par branche d'activité. En chiffres bruts, l'emploi civil global a baissé de 1.9 % pendant les neuf mois se terminant fin mars 1975, le nombre des salariés du secteur privé diminuant de 4.3 % mais celui des employés des administrations publiques marquant une progression atteignant 5.4 %. Pendant cette période, l'emploi dans l'industrie manufacturière a baissé de 8.6 %, les reculs sectoriels les plus marqués étant enregistrés dans les branches de la filature et du tissage (25.1 %), des articles d'habillement tissés et tricotés (19.0 %), de la construction navale et de la fabrication de véhicules (10.7 %) et des produits métalliques (9.6 %).

L'emploi a augmenté de 4.9 % dans le secteur public, mais a diminué de 4.6 % dans le secteur privé.

Par conséquent, même si les données tirées des inscriptions au CES, auxquelles on se réfère beaucoup, exagèrent l'amplitude du retournement observé depuis le milieu de l'an dernier, il est certain que l'évolution récente représente la contraction la plus spectaculaire qui se soit produite depuis la guerre sur le marché du travail. Les facteurs suivants ont probablement joué un rôle :

- (a) L'aptitude des entreprises à garder des réserves de main-d'œuvre a été défavorablement influencée par la persistance de la forte augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre (voir ci-dessous, la page 17), ainsi que par l'alourdissement de la charge représentée par le financement des stocks, avec le resserrement du marché du crédit vers le milieu de l'an dernier³⁰;
- (b) les exportations ont continué à progresser après que la demande a commencé à fléchir³¹. Bien que leur influence soit difficile à chiffrer, les modifications relativement fréquentes apportées aux instruments de la politique économique à court terme semblent avoir contribué à créer dans les milieux d'affaires un climat général d'incertitude, qui continue à produire un effet négatif sur les investissements et, par conséquent, sur la demande de main-d'œuvre.

Prix et revenus

Comme on l'a déjà indiqué, la comparaison entre le comportement des prix en Australie et dans l'ensemble de la zone OCDE est, pour l'an dernier, de nouveau défavorable à ce pays, où le taux d'augmentation des salaires a en outre été l'un des plus élevés de la zone. Pendant l'année 1974, l'indice des taux de salaires hebdomadaires minimaux prévus par les sentences pour les hommes adultes a augmenté de 33.5 %, contre 14.7 % l'année précédente³². L'autre mesure la plus couramment

30 Du fait de l'égalisation progressive des rémunérations et de l'application graduelle du salaire minimum aux femmes, les taux de salaires féminins fixés par les sentences ont augmenté particulièrement vite. Le recul de l'emploi a, en fait, été relativement plus important chez les femmes que chez les hommes, encore que cette différence n'ait peut-être pas été plus marquée que dans les précédentes périodes de montée du chômage. Dans les branches du textile, de l'habillement et de la chaussure, l'emploi des femmes (qui, dans ces industries, représentent en moyenne les deux-tiers de la main-d'œuvre) a diminué de 18½ % au cours du second semestre de l'an dernier, tandis que l'emploi masculin s'est contracté de 15 %. La baisse du rapport offres d'emploi/chômage a été plus rapide pour les femmes que pour les hommes appartenant aux catégories de travailleurs manuels non qualifiés ou semi-qualifiés (catégories statistiques particulièrement sensibles aux variations indiquées ci-dessus des rémunérations féminines). Fin avril 1975, le rapport offres d'emploi/chômage pour les travailleurs de ces catégories était légèrement plus faible pour les femmes (0.07) que pour les hommes (0.10).

31 On pourrait voir en partie dans ce phénomène une adaptation « structurelle » intervenue à la suite des réductions de droits de douane et de la réévaluation du dollar australien. Toutefois, la remarque faite ci-dessus se rapporte davantage à la soudaineté de l'essor des importations, qui ont également été induites par la pression de la demande intérieure. En ce qui concerne l'adaptation structurelle, on peut mentionner que, selon les employeurs, quelque 8.6 milliers de personnes (soit 3.3 % du nombre total des chômeurs) avaient, à la fin de février de cette année, perdu leur emploi à cause du changement structurel provoqué par la réduction générale de 25 % des droits de douane et par certaines autres réductions particulières (ce même mois, toutefois, 22.5 milliers de chômeurs inscrits au CES ont imputé la perte de leur emploi à cette cause).

32 Des taux d'augmentation supérieurs à la moyenne ont été enregistrés dans les industries extractives (45.5 %) et dans les chemins de fer (41.6 %). L'évolution des taux de rémunération horaire a suivi de près celle des taux hebdomadaires. La décision portant règlement national des salaires qui a été rendue l'an dernier a relevé les « salaires totaux » de 2.0 %, et les a de plus augmenté de 2.50 dollars, avec effet à la fin de mai. Dans sa sentence sur les salaires de l'industrie métallurgique (qui, après la décision portant règlement national des salaires, est la plus importante du point de vue du nombre de salariés qu'elle touche, directement ou indirectement), la Commis-

citée de l'évolution des salaires et des traitements, l'indice trimestriel des gains hebdomadaires moyens, avait fait apparaître pour l'année 1973 une augmentation plus rapide (14.9 %) que celle des taux fixés par les sentences. Ce rapport s'est inversé l'an dernier, où les gains hebdomadaires moyens se sont accrus de 27.9 %. L'écart entre les chiffres de ces deux séries s'explique en grande partie par l'importance des sentences d'enregistrement, la diminution du nombre d'heures supplémentaires et les pertes de salaires dues aux arrêts de travail³³. L'évolution des gains hebdomadaires moyens sous-estime toutefois, depuis quelque temps, la hausse effective des coûts salariaux, car les taux de salaires féminins prévus par les sentences ont augmenté plus vite du fait de l'égalisation progressive des rémunérations et de l'extension graduelle du salaire minimal aux femmes³⁴. Dans le secteur non rural, les coûts unitaires de main-d'œuvre³⁵, qui ont également été influencés par l'allongement des congés annuels et la majoration des primes de vacances, ont, selon les estimations, augmenté de plus de 27 % l'an dernier, contre quelque 9 % en 1973. Ils se sont en particulier accrus de non moins de 14 % (taux trimestriel désaisonnalisé) au cours du troisième trimestre, sous l'effet combiné d'une forte augmentation de la masse des salaires et des traitements et d'une diminution effective de la production.

Les indicateurs de l'évolution des prix intérieurs ont fait apparaître, l'an dernier, une nette accentuation des pressions inflationnistes; de fait, le taux d'augmentation présenté par les indices de prix implicites des principales composantes de la demande intérieure a au moins doublé. Si le taux d'accroissement de l'indice des prix dérivé du PIB combiné de l'ensemble de la zone OCDE est passé de 8 % en 1973 à 14½ % l'an dernier, les chiffres correspondants ont été, pour l'Australie, de 11½ et de 16½ %, respectivement³⁶. Comme on l'a mentionné dans l'étude de l'an dernier, l'instabilité des prix du commerce extérieur, dans le cas d'un pays comme l'Australie, qui n'exerce guère d'influence sur eux, réduit l'intérêt présenté par cet indice pour la mesure de l'inflation d'origine intérieure. A mesure que le temps passe et que ces influences extérieures pénètrent dans l'économie intérieure, il devient de plus en plus illusoire d'essayer de distinguer les « causes » internes des « causes » externes.

Mesuré par la variation enregistrée par rapport au trimestre précédent, le taux d'accroissement de l'indice des prix à la consommation a atteint un maximum de 5.1 % au troisième trimestre de l'an dernier, puis est redescendu à 3.8 % au trimestre suivant et à 3.6 % au premier trimestre de 1975, où l'indice lui-même s'est situé à un niveau supérieur de 17.6 % par rapport à un an auparavant³⁷. En moyenne, l'indice des prix à la consommation a augmenté l'an dernier de 15 % (chiffre le plus

Fin de la note 32.

sion d'arbitrage a accordé une augmentation de 15 dollars par semaine à partir d'avril 1974 et une autre augmentation de 9 dollars par semaine à compter de septembre. Dans le règlement national de cette année, la Commission a rétabli une forme d'indexation des salaires.

33 Une fraction exceptionnellement importante (plus de 90 %) des journées de travail perdues l'an dernier est imputable à des conflits portant sur les rémunérations (au cours de la période 1970-1973, la proportion a varié de 64 à 71 %). Ces conflits durent généralement plus longtemps que les autres. Pour ce qui est des sentences d'enregistrement, voir l'étude de 1972 sur l'Australie, page 92; l'un des effets de leur plus grande fréquence a été de réduire l'importance, par rapport aux années précédentes, des salaires supérieurs à ceux fixés par les sentences.

34 Cela tient au fait que l'indice est calculé sur la base des gains d'un travailleur de sexe masculin dans l'emploi considéré ou dans un emploi équivalent. Les taux de salaires féminins stipulés par les sentences, qui s'étaient accrus de 25 % en 1973 (de décembre à décembre), ont encore augmenté de 40 % l'an dernier. Dans sa décision de 1974 portant règlement national des salaires, la Commission d'arbitrage a prévu l'extension aux femmes, en trois étapes (dont la dernière était fixée au mois de juin de cette année), du salaire minimal en vigueur pour les travailleurs masculins.

35 Calculés d'après la variation des salaires, traitements et suppléments de rémunération, d'une part, et, d'autre part, du volume du PIB non agricole.

36 Le fait que la hausse de l'indice dérivé du PIB s'est accélérée relativement moins que celle des indices implicites de la demande intérieure en Australie reflète la très rapide augmentation des prix à l'importation en monnaie locale.

37 L'indice des prix à la consommation est publié sous forme non désaisonnalisée seulement; il ne semble toutefois pas comporter de composante saisonnière importante.

Tableau 4 Indices de prix implicites des agrégats de la comptabilité nationale
Pourcentages de variation

	1972	1973	1974
Consommation du secteur privé	5.5	7.7	15.0
Consommation du secteur public	9.4	9.0	26.1
Formation brute de capital fixe	6.2	8.4	18.4
Secteur privé*	6.0	7.8	18.2
Secteur public	6.6	9.8	18.5
Dépense nationale brute	6.7	8.1	16.7
Exportations de biens et services	11.3	19.5	19.5
Importations de biens et services	2.1	-0.3	25.6
PIB	7.7	11.7	16.7
* Construction résidentielle	7.3	13.2	24.9
Autres constructions	6.0	10.3	21.8
Machines et équipements	5.4	3.4	13.5

Source: ABS, *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure*.

élevé qui ait été enregistré depuis les années 1951 et 1952, caractérisées par l'emballage dû à la guerre de Corée), contre 9½ % en 1973, malgré un ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires. Abstraction faite de l'alimentation, le taux d'augmentation des prix des principales catégories de biens de consommation

Tableau 5 Variations trimestrielles des prix et des salaires¹
Pourcentages

	Indice des prix à la consommation	Taux de salaire hebdomadaire ²	Gains hebdomadaires moyens ³
1971: I	4.9	11.3	12.6
II	5.4	11.6	12.4
III	6.7	12.8	11.9
IV	7.2	13.5	11.2
1972: I	7.1	7.1	7.5
II	6.2	9.4	7.6
III	5.7	9.7	8.8
IV	4.5	9.3	8.8
1973: I	5.7	10.7	9.7
II	8.2	13.4	11.5
III	10.6	15.3	13.7
IV	13.2	12.2	15.2
1974: II	13.6	14.9	16.5
II	14.4	25.7	19.2
III	16.0	30.0	25.3
IV	16.3	34.2	27.9
1975: I	17.6	33.9	27.5

1 Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente.

2 Indice des taux minimaux pour les hommes adultes salariés à plein temps.

3 Pour un salarié moyen du sexe masculin.

Source: ABS, *Digest of Current Economic Statistics*.

a approximativement doublé en 1974; en conséquence, alors que les prix des produits alimentaires avaient expliqué la moitié de la hausse totale des prix à la consommation en 1973 (comme dans d'autres pays de l'OCDE), cette « contribution » s'est trouvée ramenée, l'an dernier, à un tiers environ³⁸.

Les indicateurs partiels de l'évolution des prix de gros, qui couvrent les matériaux et autres matières premières utilisées dans le bâtiment et les travaux publics ainsi que dans la transformation des métaux, ont tous fait apparaître, l'an dernier, une augmentation de l'ordre de 20 %. Dans le secteur de la construction, le coût de l'acier et du bois s'est accru à un rythme particulièrement rapide, tandis que le prix de l'aluminium et de certains métaux secondaires utilisés dans la transformation des métaux augmentait notablement. Le coût de ces matières premières est généralement influencé par les variations des prix mondiaux. A l'exclusion de ceux du pétrole, les prix à l'importation ont monté de 19 % l'an dernier, malgré l'effet modérateur de la valorisation moyenne du dollar australien. Abstraction faite du triplement des prix des combustibles, le coût des produits chimiques et des autres matières premières indispensables s'est accru de plus d'un tiers. D'autre part, les prix des produits de l'industrie mécanique — lesquels représentent plus de 40 % de la totalité des importations de marchandises — ont augmenté d'environ 12 % en moyenne pendant l'année. Du côté des exportations, on a pu constater des mouvements très divergents; les prix reçus pour la laine et la viande ont considérablement baissé, ceux du blé ont continué à augmenter et ceux du sucre ont plus que doublé. Les exportateurs de métaux et de charbon ont bénéficié d'une augmentation de prix égale à 50 % en moyenne. En fait, la seule grande catégorie d'exportations dont les prix sont demeurés quasiment stables a été celle des produits laitiers.

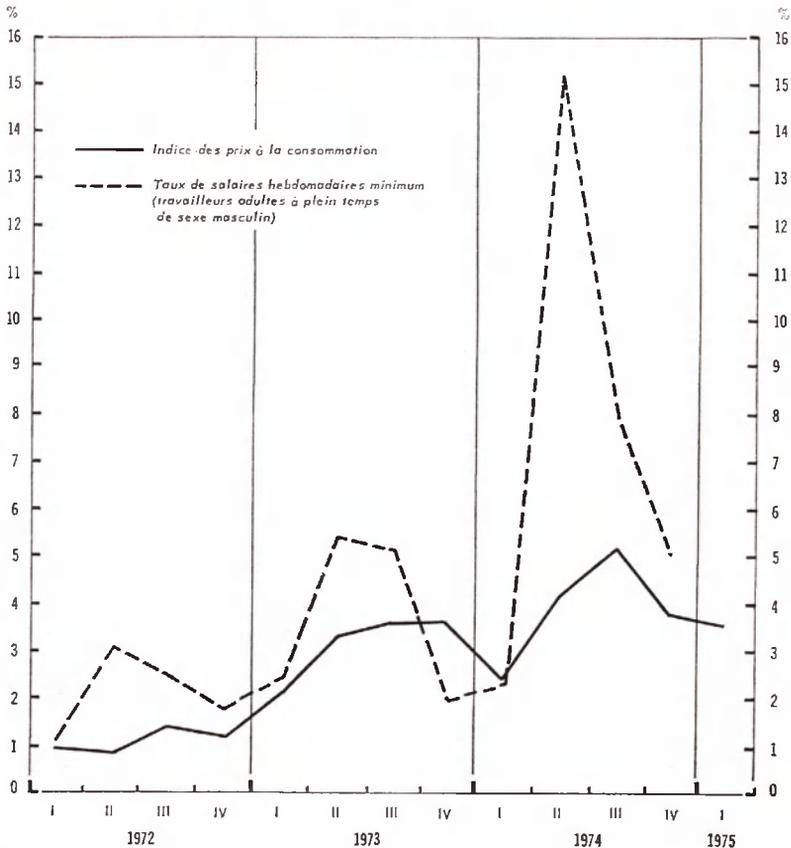
Comme le laissait supposer l'évolution relative des prix et des coûts unitaires de main-d'œuvre qui a été décrite plus haut, la « part » des bénéfices a fortement diminué, au profit des traitements et salaires. Bien que cette évolution soit caractéristique des phases de basse conjoncture, l'érosion des bénéfices constatée l'an dernier paraît avoir été exceptionnellement importante. Exprimés en pourcentage de la somme des salaires et des bénéfices bruts, ceux-ci sont tombés l'an dernier à 16 % seulement, en moyenne, alors qu'ils s'étaient établis à 21 % en moyenne, au cours des dix dernières années et à 20 % en 1971, qui avait été une année de ralentissement conjoncturel³⁹. Au début de 1975, la proportion était tombée à 12 %. Les bénéfices totaux ont diminué de 8 % en 1974, ce qui représente — sur la base de l'indice de prix implicite des investissements privés autres que la construction de logements — une réduction de près d'un cinquième, en volume⁴⁰. Le revenu agricole brut global a diminué de 2 % l'an dernier mais, comme on l'a laissé entendre plus haut dans l'analyse de l'évolution de la production et des prix dans le secteur agricole, la situa-

38 Le taux d'augmentation des prix des produits alimentaires, calculé d'un trimestre à l'autre, a atteint son maximum au deuxième trimestre de 1973, puis a diminué de façon presque ininterrompue jusqu'au premier trimestre de 1975. Toutefois, le taux moyen d'augmentation de l'ensemble de l'année 1974 (légèrement supérieur à 15 %) a été le même que celui de 1973. On peut noter que, si les prix locaux de la viande sont fortement influencés par les prix mondiaux, les mécanismes d'intervention existant dans le cas des produits laitiers, du blé et du sucre, par exemple, protègent efficacement les prix de ces produits des influences extérieures.

39 Les bénéfices mentionnés ici représentent l'excédent brut d'exploitation des sociétés commerciales seulement; autrement dit, ils ne comprennent ni les bénéfices des entreprises non constituées en société et des entreprises publiques, ni le loyer imputé des logements occupés par leur propriétaire.

40 Les chiffres relatifs à l'excédent brut d'exploitation doivent être utilisés avec une certaine prudence, étant donné la manière arbitraire dont les augmentations de la valeur comptable des stocks sont considérées comme des bénéfices. Avec les taux élevés qu'atteint actuellement l'inflation, ce problème a pris une importance particulière. Par exemple, si l'on réintégrait l'ajustement de valeur des stocks non agricoles dans les bénéfices, ceux-ci feraient apparaître une augmentation d'environ 5 % en 1974.

Graphique 3 Prix à la consommation et taux de salaires¹
 Pourcentages de variation par rapport au trimestre précédent



1 Données non désaisonnalisées.

Source: ABS, *Digest of Current Economic Statistics*.

tion a beaucoup varié selon le type d'exploitation⁴¹. Les producteurs de blé et de sucre ont bénéficié d'accroissements très substantiels de leur revenus, tandis que les producteurs de laine et les autres éleveurs ont vu la valeur nominale de leurs recettes brutes diminuer de quelque 30 %. Le total des revenus perçus sous forme de traitements et salaires a augmenté de 28 % l'an dernier et le revenu brut des ménages, qui comprend le revenu des entreprises non constituées en sociétés et les recettes de transfert, de 24 %. Malgré les réductions d'impôts qui avaient été consenties antérieurement, les montants dus au titre de l'impôt sur le revenu ont présenté un accroissement de 40 %, qui a beaucoup contribué à ramener le taux de croissance nominal du revenu disponible des ménages à 21 % en 1974. En valeur nominale, le revenu disponible des ménages autres que les ménages d'agriculteurs a augmenté l'an dernier, selon les estimations, d'environ 23 %, soit, en valeur réelle, de quelque 6 %, taux considérablement supérieur à celui de 1.3 % auquel le PIB non agricole s'est accru

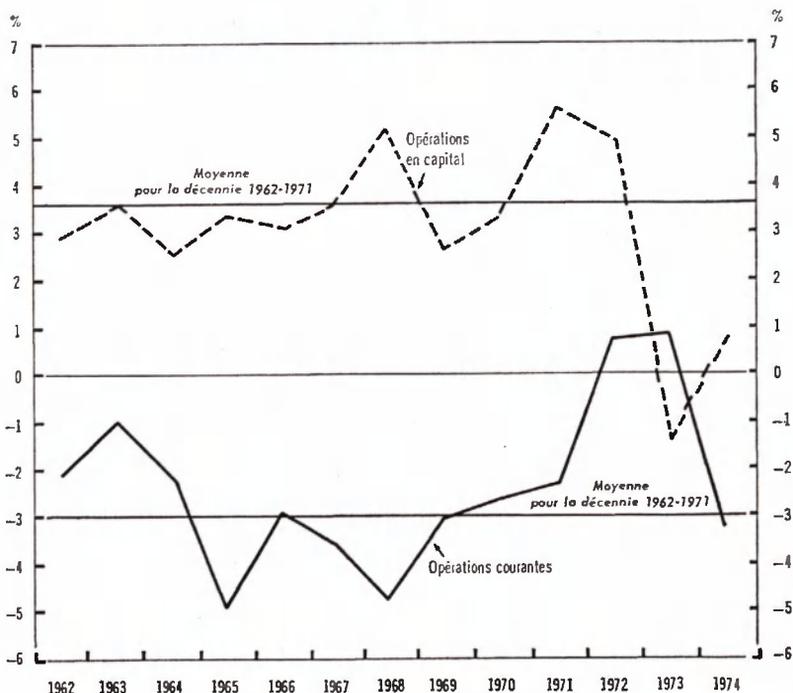
41 Si l'on considère les revenus effectivement encaissés (c'est-à-dire si l'on exclut la valeur des stocks détenus par les organismes publics de commercialisation, dont le plus important est le stock de laine de l'Office australien de la laine), le revenu a diminué de 2 %. Cette correction n'a toutefois pas d'incidence (directe, du moins) sur les revenus des agriculteurs.

en 1974. Pendant le premier semestre de 1975, la progression du revenu disponible des ménages, stimulée par de nouvelles réductions d'impôts sur le revenu, atteint un taux de l'ordre de 14 % (voir la note 57 de la page 31).

Balance des paiements

En 1972 et 1973, la balance des paiements de l'Australie, qui s'était jusque-là caractérisée par un déficit courant appréciable, compensé par un excédent d'ampleur à peu près égale de la balance des opérations en capital, s'est sensiblement écartée de sa configuration traditionnelle⁴². Ces deux années-là, la balance des paiements courants s'est en effet soldée par un excédent se chiffrant en moyenne à 0.8 % du PIB⁴³. Mais, alors qu'en 1972, l'excédent global a été considérablement renforcé par des entrées nettes de capitaux équivalant à près de 5 % du PIB, des sorties nettes de capitaux, d'un montant égal à 1.4 % du PIB, ont été enregistrées en 1973. L'an dernier, on a pu constater un retour à une situation plus normale, la balance des paiements courants ayant fait apparaître un déficit de l'ordre de 3½ % du PIB, tandis qu'un modeste excédent a été enregistré au compte des opérations en capital. Ces soldes recouvrent toutefois quelques fluctuations d'une ampleur exceptionnelle,

Graphique 4 Balance des paiements, 1962-1974
En pourcentage du PIB



Sources : ABS, *Balance of Payments et Quarterly Estimates of National Income and Expenditure*.

42 Durant la décennie 1962/63-1971/72, le déficit courant s'est établi, en moyenne, aux alentours de 3 % du PIB et l'excédent de la balance des opérations en capital à quelque 4 % de cet agrégat.

43 L'excédent extérieur courant a fait son apparition (après correction des variations saisonnières) au deuxième trimestre de 1972 et a persisté jusqu'à la fin de 1973; après quoi, un déficit notable s'est reformé.

Tableau 6 Balance des paiements
Millions de dollars

	1972	1973	1974	1973				1974				1975 I
				I	II	III	IV	I	II	III	IV	
<i>Chiffres désaisonnalisés</i>												
Exportations (fob)	5 225	6 489	7 473	1 632	1 567	1 616	1 674	1 677	1 757	1 958	2 081	2 141
Importations (fob)	3 589	4 502	7 394	987	1 043	1 183	1 289	1 509	1 794	2 014	2 077	1 811
Balance commerciale	1 635	1 987	80	645	524	433	385	168	-36	-56	4	330
Invisibles (net)	-1 363	-1 578	-1 877	-414	-373	-416	-375	-431	-471	-476	-499	-470
BALANCE COURANTE	272	411	-1 797	232	152	17	10	-264	-507	-532	-494	-140
<i>Chiffres non désaisonnalisés</i>												
Mouvements de capitaux												
Opérations de l'État	-27	-53	-124	-58	-63	78	-10	-14	-62	-42	-6	-37
Opérations des offices de commercialisation	-52	73	-234	14	14	27	18	-35	-105	-51	-43	4
Opérations du secteur privé	1 345	-498	665	-338	-40	-91	-29	0	319	155	191	90 ¹
Autres opérations ²	646	-213	153	-156	9	-6	-60	37	14	-78	180	87
APPORT NET APPARENT DE CAPITAUX	1 912	-633	460	-538	-80	8	-23	-12	166	-16	322	144
MOUVEMENTS MONÉTAIRES NETS	2 184	-231	-1 324	-298	72	-3	-2	-248	-316	-620	-144	25

1 Bénéfices non distribués seulement.

2 Les chiffres de cette ligne comprennent : à partir du 3^e trimestre 1973, certaines opérations monétaires du secteur privé; et, en outre, au 1^{er} trimestre de 1975, toutes les opérations en capital du secteur privé, à l'exception des bénéfices non distribués.

Source: ABS, *Balance of Payments*.

qui sont intervenues dans le volume des flux de marchandises, dans les prix du commerce extérieur et dans les mouvements de capitaux, sous l'influence des pressions exercées par les marchés internationaux ainsi que de la politique économique intérieure.

L'excédent courant de 1972 est imputable à une amélioration des termes de l'échange et à un redressement équivalent à $2\frac{1}{2}$ % du PIB, du volume du solde extérieur. Par contre, celui de 1973 a été uniquement dû à l'envolée des prix mondiaux des produits de base, qui a amélioré les termes de l'échange de l'Australie d'environ 20 %⁴⁴. Comme on l'a déjà indiqué dans la présente étude, il s'est produit en 1973 une expansion soudaine des importations, sous l'influence de la reprise de la demande intérieure et de mesures délibérées des pouvoirs publics, mais le volume des exportations, par contre, n'a pas augmenté par rapport à 1972, à cause d'insuffisances d'approvisionnement d'un certain nombre de produits agricoles. En conséquence, le solde extérieur a subi, en volume, une détérioration considérable, équivalant à $3\frac{1}{2}$ % du PIB. Initialement, donc, l'apparition d'un excédent courant a pu jusqu'à un certain point être considérée comme un phénomène « conjoncturel », en ce sens que le cycle économique de l'Australie et celui de ses principaux partenaires commerciaux étaient déphasés. Par la suite, toutefois, lorsque l'expansion de la demande intérieure s'est accélérée, l'effet produit sur la balance des paiements par ce renversement de la composante conjoncturelle s'est trouvé masqué pendant un certain temps par l'amélioration notable des termes de l'échange pour l'Australie⁴⁵. Au début du second semestre de 1973, néanmoins, la balance des paiements courants avait atteint une position de quasi-équilibre, ce qui a mis fin à la période d'excédents.

Sur l'ensemble de l'année 1974, les exportations se sont accrues en valeur à un taux inférieur au quart de celui de l'augmentation des importations. Cet écart qui reflétait une détérioration des termes de l'échange et, fait plus important, une contraction notable du volume du solde extérieur, a eu pour effet de faire passer la balance commerciale (f.o.b.) d'une position fortement excédentaire à un état de quasi-équilibre⁴⁶. Rapporté au PIB, le déficit des opérations invisibles, qui était tombé de 3.9 % en 1970 à 3.4 % en 1973, est demeuré inchangé en 1974, entraînant pour la balance des paiements courants un déficit du même ordre de grandeur, c'est-à-dire légèrement supérieur au déficit moyen de la période de dix ans qui a pris fin en juin 1972. Le volume des exportations australiennes ayant, tandis que les importations fléchissaient, amorcé une reprise au second semestre malgré le ralentissement général des échanges mondiaux, une amélioration de la balance des paiements courants

44 En fait, l'évolution favorable des termes de l'échange ne s'est poursuivie que jusque dans le courant du premier trimestre de 1973. L'amélioration avait toutefois été suffisamment forte au cours de ce trimestre et pendant les précédents pour aboutir au chiffre global indiqué dans le texte.

45 En 1972 et 1973, l'expansion des marchés extérieurs de l'Australie s'est respectivement chiffrée à 9 et 10 %, tandis que la demande intérieure totale de ce pays a augmenté de $1\frac{1}{2}$ et 11 %. Étant donné l'importance de la part des produits agricoles dans les exportations de l'Australie, l'analyse de l'influence des facteurs conjoncturels sur la balance des paiements courants de ce pays doit être conduite avec une certaine prudence. De fait, l'absence de croissance en volume des exportations observée en 1973 est imputable au caractère limité de l'offre, et non à la demande. Toutefois, pour une discussion de l'influence stabilisatrice ou déstabilisatrice exercée sur l'évolution de la situation économique intérieure de l'Australie par le relatif synchronisme des cycles conjoncturels australien et international au temps de l'ancien système de taux de change fixes, on pourra se reporter à « The Australian Business Cycle and International Cyclical Linkages », communication présentée par P.F. Barry et C.W. Guille au quatrième Congrès des économistes qui s'est tenu à Canberra en août 1974.

46 La facture des importations de pétrole s'est élevée l'an dernier à 650 millions de dollars, contre 196 millions en 1973. Au milieu des années soixante, l'Australie était encore presque entièrement tributaire du pétrole importé, dont le coût représentait plus de 8 % de la valeur totale des importations de marchandises. Elle produit maintenant plus des deux-tiers du pétrole qu'elle consomme et ce produit n'est entré en 1973 que pour 4 % environ dans la valeur totale de ses importations. Toutefois, par suite du renchérissement du pétrole, cette proportion est passée l'an dernier à $8\frac{3}{4}$ %.

est devenue perceptible vers la fin de l'an dernier. De ce fait, au premier trimestre de 1975, la balance commerciale (f.o.b.) était redevenue notablement excédentaire et le déficit extérieur courant était tombé au-dessous de 1 % du PIB, après correction des variations saisonnières.

En 1972, comme l'année précédente, les entrées nettes de capitaux se sont continuellement poursuivies à un rythme rapide. La moitié environ du solde des opérations en capital identifiées⁴⁷ a été constituée par des investissements directs nets, y compris des emprunts auprès de sociétés étrangères apparentées, l'autre moitié s'étant répartie entre les investissements de portefeuille et les opérations des emprunteurs institutionnels. Le premier trimestre de 1973 a été marqué par un changement radical de la situation, qui s'est concrétisée par un renversement de 1 milliard de dollars de la balance des opérations en capital, les 450 millions de dollars d'entrées nettes comptabilisées au quatrième trimestre de 1972 ayant fait place à des sorties nettes de 540 millions de dollars. Pendant le reste de l'année 1973, on a enregistré un faible montant (moins de 100 millions de dollars) de sorties nettes de capitaux. Le renversement, qui, sur l'ensemble de l'année, a atteint 2½ milliards de dollars par rapport à 1972, a intéressé presque toutes les catégories d'investissements⁴⁸. S'il a en partie tenu à la mise en veilleuse d'importants projets de développement, il a principalement été induit par les mesures prises par les pouvoirs publics pour agir sur la liquidité intérieure et sur la balance des paiements⁴⁹.

L'an dernier a été marqué par la réapparition d'entrées nettes de capitaux — de dimensions modestes cependant — qui ont représenté l'équivalent de 0.9 % du PIB. Ce renversement s'est produit malgré la poursuite de l'amortissement de la dette extérieure du secteur public et un accroissement considérable des crédits accordés par les offices de commercialisation des produits agricoles, au titre des ventes de blé principalement. Les réinvestissements de bénéfices non distribués sont demeurés relativement importants en 1974 — sous l'influence, probablement, du niveau relatif des taux d'intérêt — tandis que les entrées de capitaux au titre des autres investissements directs ont repris. Par contre, de légères sorties nettes ont été enregistrées au poste des investissements de portefeuille et des emprunts à l'étranger, malgré les mesures prises pour atténuer le resserrement extrême des conditions du marché monétaire intérieur. L'obligation de dépôt variable a été réduite en deux étapes à partir du milieu de l'année et a finalement été suspendue en novembre; quant à l'interdiction d'emprunter à court terme à l'étranger, elle a été modifiée de façon à s'appliquer aux emprunts remboursables en six mois ou moins, et non plus en deux ans ou moins⁵⁰. Le montant des avoirs de réserve de l'Australie a diminué en

47 Plus d'un quart du montant total apparent des entrées nettes de capitaux n'a pas pu être imputé à des opérations identifiées et a par conséquent été inclus dans les « erreurs et omissions ».

48 On a toutefois enregistré des remboursements nets au profit des offices de commercialisation. Le montant des bénéfices non distribués s'est également accru, mais, dans ce dernier cas, il n'y a pas eu entrée effective de capitaux.

49 Les mesures les plus importantes à cet égard ont été la valorisation du dollar australien, l'interdiction d'emprunter à court terme à l'étranger et l'institution d'un système de dépôts obligatoires variables dans le cas des autres emprunts extérieurs. En particulier, la valorisation de la monnaie australienne semble avoir entraîné un volume considérable de remboursements de prêts en cours, tandis que le système de dépôts obligatoires variables a rendu le coût des nouveaux emprunts pratiquement prohibitif. Pour plus de détails sur ce système, voir l'Étude de l'an dernier, page 65. On a néanmoins continué d'enregistrer un certain volume d'emprunts à l'étranger, représentant toutefois en grande partie des tirages effectués en application d'accords de prêts conclus avant l'entrée en vigueur du système (ces tirages n'étant pas soumis à l'obligation de dépôt).

50 Pour plus de détails sur ces mesures, voir en annexe la chronologie des principaux événements économiques. L'interdiction d'emprunter à court terme à l'étranger est toujours en vigueur. Il s'est produit, en octobre 1974, une augmentation prononcée des autorisations délivrées, en application de la réglementation des changes, pour l'entrée en Australie de fonds prêtés par l'étranger, augmentation qui s'explique probablement par une réaction à la dévaluation du mois précédent, ainsi que par les mesures mentionnées ci-dessus.

1974 de 654 millions de dollars australiens pour s'établir à 3 217 millions de dollars australiens, soit l'équivalent d'environ quatre mois d'importations de biens et de services.

II LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'étude de l'année dernière faisait remarquer qu'en 1973, la politique économique avait remporté davantage de succès sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. La réévaluation de décembre 1972 a été la première d'une série de mesures, comportant notamment un allègement uniforme du tarif douanier ainsi que des réductions spécifiques supplémentaires des droits de douane, qui ont permis de diminuer l'excédent extérieur tout en atténuant les difficultés d'approvisionnement à court terme. Ce qui revêt peut-être davantage d'importance à long terme, c'est que ces initiatives donnaient à penser, semble-t-il, que la recherche de méthodes permettant d'améliorer l'affectation des ressources nationales avait été reconnue nécessaire et mise en pratique. Sur le plan intérieur, la vigueur de la reprise qui s'était manifestée à la fin de 1972 semble avoir été sous-estimée au moment de l'élaboration de la politique économique. L'application de cette dernière a été compliquée par un certain nombre de facteurs intérieurs et extérieurs. L'important excédent de la balance extérieure a contribué à augmenter notablement la liquidité intérieure, gonflement dont les effets se sont manifestés jusqu'à un point avancé de l'année 1973. En même temps, la mise en œuvre d'une série de réformes sociales de grande portée par le nouveau gouvernement issu des élections a contribué à accélérer la progression des dépenses publiques. Quand il fut décidé de prendre des mesures restrictives, face à l'accélération du rythme de l'inflation, l'accent a été placé sur la politique monétaire et sur l'incidence de l'accroissement du déficit extérieur sur les liquidités. Malgré tout, il fallut attendre septembre 1973 pour que des mesures importantes soient prises sur le plan monétaire intérieur afin de compléter les différentes dispositions adoptées avec succès sur le plan externe pour freiner le rythme des entrées de capitaux provenant de l'étranger. Il en est résulté, en 1973, un rapide accroissement de la production et une diminution du taux de chômage, mais l'inflation a accusé une accélération sensible malgré les heureux effets qu'ont eus en cette matière les initiatives prises dans le domaine de la politique économique extérieure.

Au début de 1974, les enquêtes conjoncturelles laissaient déjà présager une évolution générale moins dynamique, même si des goulots d'étranglement au niveau de l'offre freinaient encore l'expansion de la production. Le Secrétariat s'est inquiété, à l'occasion de son évaluation des perspectives économiques à court terme, des chances de succès de la lutte menée contre les pressions inflationnistes qui se développaient alors, et qui apparaissaient médiocres, si la politique de régulation de la demande ne retenait pas davantage l'attention. En fait, au cours des premiers mois de l'année, la politique monétaire a pris un tour encore plus restrictif et la hausse des taux d'intérêt s'est poursuivie pour atteindre des niveaux rarement observés dans le passé. La construction privée a été l'élément de la demande le plus touché par cette évolution; le marché du logement, qui avait connu une forte expansion spéculative, a enregistré une forte diminution d'activité à partir du premier trimestre. Toutefois, l'incidence de cette orientation extrêmement restrictive de la politique monétaire a commencé d'être accentuée au trimestre suivant par des effets de contraction, normaux en cette saison.

La brusque accélération du rythme d'inflation au second trimestre de 1974 laissait toutefois présager que le budget de l'exercice 1974/1975, qui devait être présenté en septembre, serait très restrictif. C'est ainsi qu'a été publié, fin juillet, un « mini

budget » prévoyant notamment un relèvement de certains taux de la fiscalité indirecte et un accroissement des tarifs des services publics, ainsi qu'une réduction du programme d'immigration. Mais les responsables de la politique économique se sont trouvés placés devant un grave dilemme lorsque, par la suite, des informations ont fait état d'une baisse préoccupante du niveau de l'activité allant de pair avec un accroissement marqué du chômage, tandis que les pressions inflationnistes n'accusaient aucun fléchissement. En fait, la politique budgétaire est restée expansionniste et la politique monétaire a été notablement assouplie. Face à la poursuite de la dégradation tant de la situation sur le marché du travail que de la conjoncture générale, cette orientation a été encore accentuée et confirmée par toute une série de mesures spécifiques visant à stimuler des secteurs particuliers.

Contraction de la liquidité

On trouvera au tableau 7 ci-dessous une évaluation, pour la période 1972/1974 des incidences directes sur la liquidité primaire du secteur privé, des changements intervenus respectivement dans les comptes extérieurs du secteur privé, dans les opérations budgétaires et dans les interventions de la Banque de réserve⁵¹. Ce qui ressort, dans l'ensemble, c'est que, si l'action budgétaire et les opérations de la Banque centrale ont contribué à freiner la croissance de la liquidité intérieure en 1972, l'incidence sur la liquidité de l'excédent de la balance des paiements (au premier chef, du compte des opérations en capital) a anéanti ces efforts. En conséquence, la liquidité primaire du secteur privé a connu, dans l'année, une vive expansion, supérieure à 2 milliards de dollars. Au cours des deux années qui ont suivi, le rythme de croissance des liquidités s'est ralenti, et les avoirs de réserve du système bancaire ont même accusé, l'an dernier, une baisse effective. En 1973, le taux des réserves obligatoires a été relevé, en plusieurs étapes, de 6.6 à 9 %, tandis que le compte des opérations en capital de la balance des paiements enregistrait un complet renversement et accusait un important déficit, supérieur à l'excédent du compte des opérations courantes. En revanche, le déficit budgétaire intérieur a accru de près d'un demi-milliard de dollars la liquidité primaire du secteur privé. Les fluctuations marquées des facteurs contribuant à l'augmentation des liquidités dans l'économie se sont poursuivies jusqu'en 1974, puisque la balance extérieure courante a enregistré un important déficit, qui a atteint un sommet au troisième trimestre et dont l'incidence n'a été que partiellement compensée par l'orientation de plus en plus expansionniste des politiques monétaire et budgétaire ainsi que par la reprise des entrées de capitaux. Au premier trimestre de 1975, les opérations budgétaires ont très fortement augmenté, contribuant pour près d'un milliard de dollars à la progression de 1.3 milliard des liquidités primaires enregistrée pendant cette période. Au cours des neuf mois se terminant fin mars, celles-ci ont marqué, sous l'effet surtout de l'augmentation rapide du déficit budgétaire intérieur, un gonflement de 2.7 milliards de dollars, supérieur au double de l'accroissement enregistré pendant la période analogue de l'exercice budgétaire précédent, et supérieur de près de 250 millions de dollars à l'augmentation constatée pendant les mois correspondants de l'exercice 1972/1973, époque où les conditions financières étaient très libérales.

Après avoir progressé pour atteindre en moyenne environ 33 % en 1973, le taux de croissance désaisonnalisé de la masse monétaire au sens strict (M1) a fortement diminué à partir du troisième trimestre de 1973 et a été négatif au cours des second et troisième trimestres de l'année dernière, avant d'augmenter à nouveau au dernier trimestre. En moyenne, la masse monétaire ainsi définie a diminué de 5 % en 1974,

51 L'utilisation de ce tableau appelle quelques réserves. Ainsi, les trois catégories d'influences énumérées ne sont pas indépendantes les unes des autres; l'évolution de la balance des paiements, par exemple, est influencée par les mesures monétaires et budgétaires. La politique des taux d'intérêt n'est pas explicitement prise en compte.

Tableau 7 Principaux facteurs de l'évolution des liquidités primaires du secteur privé¹

Millions de dollars

	1972	1973	1974	1973				1974				1975 ^a I
				I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Déficit intérieur du budget	-284	475	93	-60	-1 077	857	755	-417	-1 407	808	1 109	946
Opérations en devises ³	2 858	390	-486	-231	312	141	168	-46	-19	-448	27	204
Opérations de la Banque de réserve*	-310	-259	497	416	-97	-451	-127	397	152	-23	-29	155
LIQUIDITÉS PRIMAIRES DU SECTEUR PRIVÉ	2 264	606	104	125	-862	547	796	-66	-1 274	337	1 107	1 305
Moins Avoirs non bancaires de :	189	287	374	-45	82	87	163	-28	82	117	203	28
Fonds d'État	405	-158	88	-205	-292	169	170	-8	-378	287	187	33
LIQUIDITÉS PRIMAIRES DU SECTEUR BANCAIRE ⁴	1 670	477	-358	375	-652	291	463	-30	-978	-67	717	1 244
Plus Prêts et avances bancaires**	1 310	3 202	2 469	643	1 083	873	603	692	1 033	-105	849	517
Autres avoirs bancaires	190	471	-233	-51	141	285	96	66	-536	-27	264	-13
AVOIRS BANCAIRES (= TOTAL DES DÉPÔTS BANCAIRES)	3 170	4 150	1 879	967	572	1 449	1 162	727	-480	-199	1 831	1 748
Plus Billets et pièces détenus par le public	189	287	371	-45	82	87	163	-29	82	117	201	28
Masse monétaire (M3)	3 359	4 437	2 250	922	654	1 536	1 325	697	-398	-82	2 033	1 776
Masse monétaire (M2)	2 132	2 821	1 318	518	200	889	1 214	550	-539	-199	1 506	1 353
Masse monétaire (M1)	1 149	1 176	-79	140	278	300	458	-153	-456	-158	688	374
* dont: Dépôts de réserve des banques commerciales	19	-449	683	-72	-113	-193	-71	-81	97	493	174	-46
Avances du Crédit agricole	-49	-79	11	121	-108	-68	-24	242	-158	-103	30	181
Divers ⁵	-280	269	-197	367	124	-190	-32	236	213	-413	-233	20
** dont: Banques commerciales	963	2 500	1 696	543	923	645	389	518	812	-255	621	214
Caisses d'épargne	347	702	773	100	160	228	214	174	221	150	228	303

1 Chiffres calculés sur la base des chiffres hebdomadaires moyens, sauf pour le déficit intérieur du budget, les opérations en devises et les fonds d'État détenus par le public (qui sont calculés sur la base des chiffres du dernier jour) et pour les liquidités primaires du secteur privé (qui sont en partie calculées sur la base des chiffres du dernier jour).

2 Chiffres provisoires.

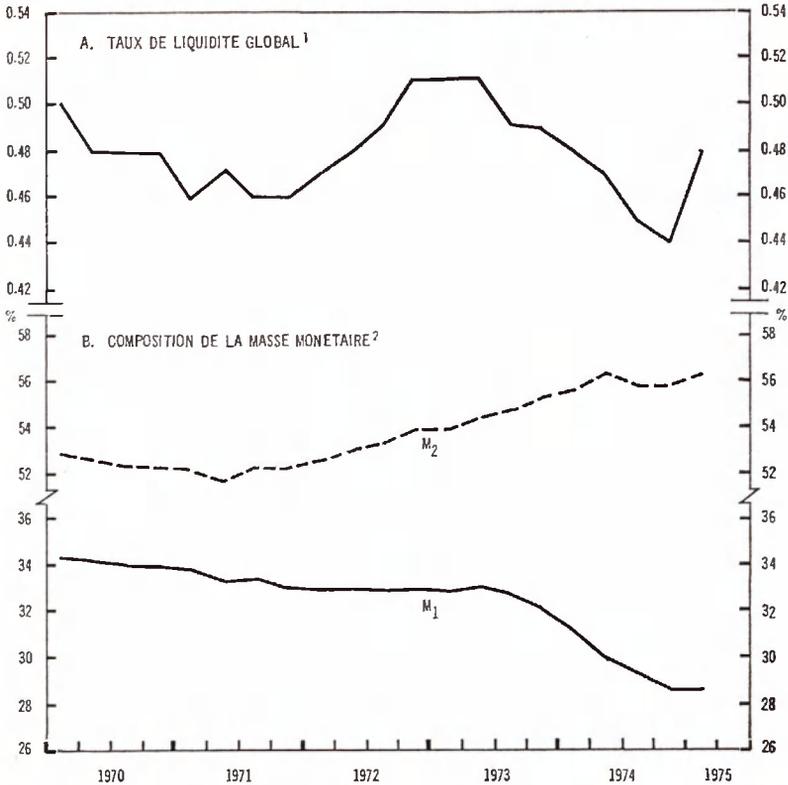
3 Opérations imputables seulement au secteur privé; égale la variation des avoirs en or et en devises de la Banque de réserve, ajustée de façon à exclure les effets des variations du taux de change et les effets des opérations budgétaires et financières extérieures de l'État.

4 Total des avoirs du secteur bancaire sous forme de billets, de pièces, de dépôts liquides auprès de la Banque de réserve, de bons et obligations du Trésor, d'autres fonds d'État australiens.

5 Avances et comptes divers de la Banque de réserve et poste d'ajustement (ce dernier tenant compte surtout des différences dans les dates des chiffres de base).

Source: Treasury Information Bulletin.

Graphique 5 Indicateurs monétaires
Chiffres désaisonnalisés



1 Masse monétaire au sens le plus large (M3), divisée par la DIP aux prix courants (en taux annuel).

2 Parts en pourcentage de M1 et M2 dans la masse monétaire totale, au sens le plus large (M3) :

M1 = Monnaie en circulation dans le public plus comptes courants auprès des banques commerciales.

M2 = M1 plus ensemble des autres comptes auprès des banques commerciales.

M3 = M2 plus ensemble des comptes auprès des caisses d'épargne.

Sources : ABS, *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure* ; Banque de réserve, *Statistical Bulletin*.

mais elle a de nouveau progressé à un taux annuel proche de 20 % dans les premiers mois de l'année en cours. Le comportement de la masse monétaire prise au sens le plus large (M3) a été tout à fait différent puisque celle-ci s'est accrue de 13 % en moyenne pour l'ensemble de l'année 1974. La divergence traduit l'importance des transferts dont ont bénéficié les dépôts rémunérés au détriment des comptes de chèques. Cette évolution a été notablement influencée par la très forte augmentation des certificats de dépôts consécutive à la suppression, en septembre 1973, du plafonnement des taux d'intérêt versés par les banques commerciales sur cette catégorie de titres.

Malgré le rapide accroissement de la masse monétaire au sens large, il ressort de la partie A du graphique 5 que le rapport entre cet agrégat et la DIP aux prix courants (le taux de liquidité globale) n'a pratiquement pas cessé de diminuer depuis le milieu de 1973, sur une base désaisonnalisée allant jusqu'à descendre à un niveau inférieur au creux atteint au cours du cycle précédent (1971). Néanmoins, la situa-

tion monétaire intérieure est restée, de façon générale, relativement détendue jusqu'aux premiers mois de 1974, car la masse des liquidités précédemment accumulées a suffi à retarder les effets de l'orientation plus restrictive de la politique économique au cours de cette période. Par la suite, ces effets ont rapidement pris de l'importance et le nombre des entreprises en difficulté est allé croissant⁵², tandis que les enquêtes de conjoncture faisaient état d'un important accroissement du nombre d'entreprises signalant que leur expansion était bridée par des contraintes financières. Le degré de contraction, pratiquement sans précédent, des marchés financiers a été mis davantage en lumière lorsque le « taux d'utilisation » des avances à découvert des banques commerciales a atteint le niveau record de 73 % alors qu'il s'était régulièrement maintenu entre 65 et 67 % au cours des précédentes périodes de contraction monétaire.

Réaction des autorités

Le budget de l'exercice 1973/1974 prévoyait, dans sa présentation originelle, le même taux de croissance pour les recettes que pour les dépenses intérieures (20.6% pour les recettes et 20 % pour les dépenses, par rapport aux résultats effectifs de l'exercice budgétaire 1972/1973)⁵³, d'où un déficit intérieur de quelque 162 millions de dollars, soit près de 0.4 % du PIB de 1972/1973. Alors que l'on avait pris conscience de la vigueur croissante de la reprise au moment de la présentation du budget, la possibilité de recourir à des mesures restrictives a été limitée par l'engagement pris précédemment de ne pas relever les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques⁵⁴, ainsi que par les promesses électorales qui impliquaient une expansion notable des dépenses publiques. En fait, la politique budgétaire a exercé une incidence plus restrictive que prévu. D'une part, le rythme de croissance des gains moyens a été plus rapide que prévu (16.3 % au lieu de 13 %) et a contribué à une progression effective de 26.1 % de l'ensemble des recettes — plus de 60 % des rentrées supplémentaires provenant de l'accroissement des déductions au titre des impôts prélevés à la source⁵⁵. D'autre part, les dépenses effectives n'ont dépassé les estimations budgétaires que de 1.1 %, malgré un accroissement des coûts dû à l'insuffisance des ressources constatée dans certains secteurs « nouveaux » du fait de goulots d'étranglement au niveau des ressources ou de délais administratifs. Par suite, le budget a enregistré un excédent intérieur modeste, de l'ordre de 0.5 % du PIB de l'exercice budgétaire précédent. Les emprunts nets sur le marché intérieur se sont élevés à 776 millions de dollars, exclusivement sous forme d'émissions à long terme, tandis que l'encours des bons du Trésor diminuait et que 127 millions de dollars étaient collectés notamment par le biais des fonds d'État et des fonds de placement. Les sommes ainsi dégagées ont servi à rembourser environ 130 millions de dollars de dettes extérieures et le solde est venu grossir les disponibilités de trésorerie de l'État. Comme on le verra par la suite, la poursuite de vigoureuses interventions sur l'open market a également contribué à l'accroissement notable des avoirs du secteur privé non bancaire et des titres gouvernementaux au second semestre de 1973. Toutefois, comme l'orientation de la politique économique a été par la suite infléchie

52 Au cours de cette période, plusieurs entreprises ont connu des faillites retentissantes (en particulier dans le secteur de l'immobilier), ce qui a fait planer, semble-t-il, un certain climat d'incertitude sur les marchés financiers. En octobre, les sociétés de prêts à la construction de la plupart des États ont enregistré des sorties nettes de capitaux.

53 L'évolution en pourcentage repose sur les estimations budgétaires corrigées pour pouvoir comparer ces données d'une année à l'autre.

54 Toutefois, un certain nombre de changements ont été apportés notamment aux mesures d'allègement fiscal, ainsi qu'à l'imposition des sociétés; leur effet global a été, selon les estimations, de relever de 3 % les recettes fiscales.

55 La plus forte progression des gains a évidemment entraîné aussi un accroissement des dépenses budgétaires, au titre surtout des traitements et salaires versés par le gouvernement australien, mais aussi au titre des transferts accordés aux États fédérés, etc.

Tableau 8 Opérations budgétaires¹

	1972-73	1973-74			1974-75		
		Résultats Millions de dollars	Pré- visions	Résultats	Varia- tion ² %	Pré- vision Millions de dollars	Varia- tion ³ %
			Millions de dollars				
Recettes							
Impôts sur le revenu							
— personnes physiques	4 090	5 179	5 490	34.2	7 966	45.1	
— sociétés	1 634	1 943	2 034	24.5	2 566	26.2	
Taxes sur les ventes	765	889	969	26.7	1 105	14.0	
Autres impôts	1 999	2 389	2 446	22.4	2 881	17.8	
Intérêts, loyers et dividendes	951	1 007	1 031	8.4	1 145	11.1	
Divers	80	72	33	-57.5	41	21.4	
Total	9 518	11 478	12 002	26.1	15 704	30.8	
Dépenses							
Achats de biens et services							
— dépenses courantes	2 377	2 635	2 767	16.4	3 480	25.8	
— dépenses en capital ⁴	230	311	283	23.0	412	45.6	
Transferts aux ménages	2 530	3 041	3 075	21.5	4 119	34.0	
Subventions aux États fédérés ⁵	2 782	3 337	3 430	23.3	4 755	38.6	
Paiements d'intérêts	674	704	712	5.6	795	11.7	
Autres transferts	648	769	745	15.0	875	17.6	
Avances nettes aux États fédérés	668	847	749	12.1	1 073	43.3	
Autres avances nettes	321	522	536	67.0	765	42.7	
Total	10 227	12 165	12 295	20.2	16 274	32.4	
EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-)							
— total	-709	-687	-293		-570		
— intérieur	215	-162	+211		+23		

1 Opérations budgétaires de l'État fédéral au titre des exercices indiqués (juillet-juin).

2 Résultats 1973-74 par rapport aux résultats 1972-73.

3 Prévisions 1974-75 par rapport aux résultats 1973-74.

4 Dépenses d'acquisition de biens en capital, plus accroissement des stocks, moins ventes de logements précédemment donnés en location.

5 Y compris celles destinées aux collectivités locales.

Sources: Documents annexés aux exposés de présentation des budgets 1973-74 et 1974-75.

dans un sens plus neutre, cet accroissement a été plus que compensé au cours des deux trimestres suivants.

Devant la dégradation de la situation de l'emploi, la politique budgétaire a pris un tour plus expansionniste au moment de la présentation du budget de 1974/1975, en septembre dernier⁵⁶. Malgré le net accroissement (33 %) des dépenses intérieures inscrites au budget et l'allègement, par la restructuration des taux, de la charge fiscale des particuliers, on estimait que le budget intérieur se solderait encore par un très léger excédent. Depuis lors, l'évolution effective s'est considérablement écartée de ces prévisions. L'expansion rapide des gains moyens a été le principal facteur de

56 Il est indiqué, à l'annexe 2 du discours de présentation du budget, que « le budget a été préparé dans un climat conjoncturel d'une exceptionnelle gravité. La montée du chômage et la hausse des prix se poursuivent, tandis que se dégrade la balance des paiements... ». Plus précisément, on a supposé, en établissant le budget, que le PIB non agricole n'augmenterait que de 2 % et que les gains moyens progresseraient de 22½ %. La restructuration des tranches de l'impôt sur le revenu des personnes physiques visait à favoriser les catégories les plus modestes et, d'après les estimations, son effet global devait être de réduire d'environ 3½ % le produit de cet impôt. Au moment de la conférence du Premier Ministre de juin 1974, c'est l'inflation qui semblait préoccuper le plus les autorités, ce qui laissait présager un budget fortement restrictif en 1974/1975, comportant notamment une réduction tant des dépenses finales que des subventions versées aux États fédérés.

l'accélération du rythme de croissance du produit des impôts retenus à la source qui, en raison de l'alourdissement automatique de la fiscalité, a atteint pas moins de 51 % pendant les dix mois se terminant fin avril 1975, par rapport à la même période de l'exercice 1973/1974, alors que le budget prévoyait un accroissement de 46 %. En revanche, les autorités se sont efforcées, en prenant une série de mesures expansionnistes, de faire face, d'une part, au double problème de la montée du chômage et de la baisse du niveau d'activité et, d'autre part, à la persistance simultanée d'une inflation rapide. Du côté des recettes, les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés ont été réduits, les taux de la taxe sur les ventes d'automobiles ont été temporairement abaissés, tandis qu'étaient accrus, du côté des dépenses, les transferts aux États fédérés en faveur du logement et les dépenses affectées aux programmes d'emploi⁵⁷. Au cours de la période qui va jusqu'à la fin avril 1975 et qui couvre les cinq sixième de l'exercice budgétaire en cours, les recettes globales ont été supérieures de 24.6 % et les dépenses de 44.1 % au niveau atteint au cours de la période correspondante de l'exercice budgétaire précédent, tandis que le déficit intérieur global s'est élevé à environ 3.2 milliards de dollars, au lieu de 1 milliard. Bien que les emprunts totaux sur le marché intérieur, qui se sont montés à 1½ milliard de dollars au cours de cette période, aient été très légèrement supérieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice 1973/1974, ils ont été couverts à plus de 80 % par des acquisitions de bons du trésor à court terme par les banques commerciales. Le reste du déficit budgétaire a été financé en puisant dans les disponibilités de trésorerie, et le rythme de remboursement de la dette extérieure a été réduit.

Au cours des cinq mois se terminant fin février 1974, la Banque de réserve a mené une politique active d'open market visant à éponger les liquidités excédentaires. Les avoirs privés non bancaires en fonds d'État, qui avaient augmenté de 170 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 1973, se sont à nouveau accrus d'un montant égal au cours du dernier trimestre de cette même année. Cependant, en raison du resserrement des conditions monétaires, sous l'effet des influences saisonnières habituelles, dans les premiers mois de l'an dernier⁵⁸, les autorités ont estimé indispensable, par la suite, de prendre des mesures spécialement destinées à soulager la position des banques. Des quantités très importantes de fonds d'État ont été achetées sur l'open market (essentiellement des valeurs à très court terme) et, pour la première fois, la Banque est intervenue dans le compartiment des valeurs non émises par l'État, en achetant aux opérateurs, sur le marché monétaire officiel à court terme, depuis fin mai, une faible quantité (38 millions de dollars) d'effets commerciaux acceptés par les banques. Le montant global des avoirs non bancaires en fonds d'État est

57 On trouvera une liste détaillée de ces mesures dans le calendrier des principaux événements économiques. Le remaniement des barèmes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a été calculé de façon à réduire de 7 % les recettes correspondantes au cours de l'exercice budgétaire 1974/1975. En dehors du fait qu'elle permettait de stimuler la demande, cette mesure visait à modérer les revendications devant être présentées au cours des négociations salariales nationales, puisqu'elle assurait une compensation au niveau du revenu disponible des hausses de prix du dernier trimestre de 1974. Comme les allègements fiscaux ont été concentrés sur le premier semestre de l'année civile 1975, le montant des impôts exigibles des particuliers sera inférieur d'environ 14 % au chiffre qu'il aurait dû atteindre au cours de cette période. Il a été également décidé de ne pas mettre en place l'impôt envisagé sur les plus-values. Parmi les mesures prises, celles qui concernent directement la situation de l'emploi comprennent notamment :

- (i) une aide financière aux familles contraintes de déménager pour trouver un emploi satisfaisant;
- (ii) un accroissement des subventions aux entreprises pour les dépenses visant à améliorer l'emploi;
- (iii) l'extension, à certaines zones métropolitaines gravement touchées par le chômage, du programme de développement de l'emploi régional, précédemment limité aux zones rurales.

58 En fait, ces influences se sont fait sentir plus tôt que par le passé car, pour la première fois, les acomptes fiscaux trimestriels dus par les sociétés ont été versés au mois de janvier, l'an dernier.

retombé au niveau enregistré au milieu de 1973⁵⁹. Bien que les coefficients des dépôts de réserve obligatoire des banques aient déjà commencé d'être ajustés à l'étroitesse de la situation monétaire, c'est seulement après la présentation du budget en septembre 1974 que la politique monétaire a été officiellement orientée dans un sens expansionniste afin de répondre à l'accroissement des besoins généraux de financement de l'économie. Les transactions en devises, qui avaient déjà enregistré un léger déficit au premier semestre, ont ensuite opéré une forte ponction sur la liquidité des banques. Début octobre, le coefficient des dépôts de réserve obligatoire a été ramené à 3 %, le taux le plus bas qui ait jamais été fixé⁶⁰, puis, dans le courant du même mois, des facilités spéciales d'emprunt d'un montant de 113 millions de dollars ont été mises par la Banque de réserve à la disposition des banques commerciales.

Après avoir augmenté pendant les premiers mois de 1974, les taux d'intérêt à court terme ont accusé, vers le milieu de l'année, une forte hausse, imputable au très net resserrement des conditions financières, dû lui-même à l'importance des règlements d'impôts et à l'accroissement du déficit de la balance des paiements courants (voir graphique 6). La nécessité pour les banques commerciales de renouveler les certificats de dépôt arrivant à échéance a provoqué un accroissement de leur rendement qui, d'après certaines indications, atteignait parfois 21 % à la fin du mois de mai⁶¹. Cette forte demande de fonds dans le compartiment à court terme du marché monétaire a contribué à l'apparition d'« un écart de rendement inverse » au cours de la période allant de mai à septembre⁶². Suivant avec quelque retard l'évolution des rendements à court terme, la hausse des taux d'intérêt à long terme s'est accélérée vers le milieu de l'année. En juillet, après avoir consulté la Banque de réserve, les caisses d'épargne ont relevé de deux points les taux offerts sur leurs comptes de placement afin de soutenir la vive concurrence exercée dans la collecte des fonds par les sociétés de prêt à la construction et les sociétés de financement. En l'espace d'environ quatre mois, les rendements des obligations de sociétés ont progressé de quelque 2 points et demi. A partir du mois d'octobre, les rendements des fonds d'État à court terme et à moyen terme ont diminué à plusieurs reprises; vers le mois de janvier 1975, les baisses s'étagaient entre environ 3 points, dans le cas des bons du Trésor à treize semaines, et environ 3/4 de point dans celui des obligations à cinq ans n'ouvrant pas droit à déduction fiscale. En revanche, les rendements des titres à long terme sont restés inchangés. Alors que les rendements des bons du Trésor se sont ensuite stabilisés, ceux des obligations à court et à moyen terme ont marqué une légère tendance au raffermissement. Les taux des obligations des sociétés de financement privées sont restés en général inchangés depuis le milieu de l'an dernier, bien que l'éventail des taux offerts sur les titres à cinq ans se soit resserré. Les taux du marché monétaire à court terme ont évolué de façon assez

59 Les avoirs des opérateurs sur le marché monétaire à court terme ont accusé une baisse importante, mais ceux des autres établissements financiers privés non bancaires sont restés à peu près inchangés.

60 Le nombre des changements récemment apportés aux coefficients de réserve obligatoire donne une idée de la flexibilité qui a caractérisé leur emploi. Alors qu'au cours des années précédentes on ne procédait qu'à un ou deux ajustements par an, en 1973 il y en a eu cinq (le coefficient est passé de 6.6 à 9 %) et, en 1974, pas moins de huit (le coefficient est passé de 9.0 à 3.0 %).

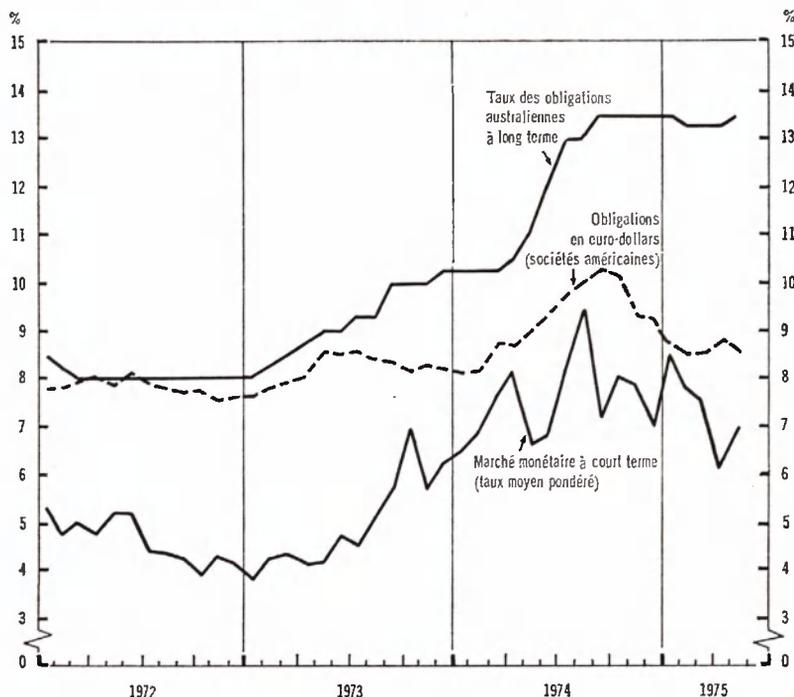
61 Le rendement moyen publié des certificats de dépôt dont l'échéance varie entre 3 et 6 mois a atteint un maximum de 17.2 % en juin (l'échéance de la plupart des certificats de dépôts émis se situait dans cet intervalle). Il semble que le nouveau système de libre détermination des taux offerts pour les dépôts (sur la base des prix) ait posé des difficultés d'adaptation aux banques, mais, en revanche, grâce notamment à lui, l'impact des mesures prises a pu se faire sentir plus rapidement sur les intermédiaires financiers non bancaires.

62 Au cours du troisième trimestre l'écart de rendement entre les taux d'intérêt des fonds d'État dont l'échéance est la plus courte et ceux dont l'échéance est la plus longue atteignait environ 1½ %. Cette structure des taux d'intérêt paraît signifier qu'une baisse des taux d'intérêt à long terme était attendue.

irrégulière, mais ils ont accusé dans l'ensemble une tendance à la baisse depuis le troisième trimestre de l'année dernière.

A la suite de la réduction générale des droits de douane opérée en juillet 1973 et de la valorisation antérieure du dollar australien, les autorités ont pris, au cours du second semestre de 1974, un certain nombre de mesures spécifiques à caractère provisoire, destinées à freiner la progression des importations d'un certain nombre de produits (notamment les textiles, les articles d'habillement et de chaussure et les

Graphique 6 Évolution de certains taux d'intérêt



Sources : Banque de réserve, *Statistical Bulletin* ; Morgan Guarantee Trust, *World Financial Markets*.

véhicules automobiles), qui représentent quelque 6 à 8 % du total des importations de marchandises. En septembre, le dollar australien a été dévalué de 12 % et détaché du dollar des États-Unis. Son taux de change est désormais déterminé par l'évolution de la moyenne, pondérée par les échanges extérieurs, du cours d'un certain nombre de devises étrangères. En outre, les restrictions existantes sur les emprunts à l'étranger ont été progressivement assouplies⁶³.

Certaines autres mesures ont été prises pour venir en aide au secteur des entreprises privées. Le Tribunal de justification des prix, dont les opérations ont contribué sans aucun doute à la baisse des liquidités des entreprises et affecté leurs plans d'investissement, a été officiellement invité à prendre en compte la nécessité où se trouvent les entreprises d'obtenir des rendements raisonnables des capitaux qu'elles

63 Les emprunts à court terme à l'étranger demeurent interdits ; toutefois, le « court terme », ainsi défini, a été abaissé de 2 ans à 6 mois.

investissent⁶⁴. La marge brute d'autofinancement des entreprises sera également accrue par la mise en œuvre d'un système d'amortissement accéléré (à un taux double du taux normal) pendant une période de douze mois, applicable, avec effet rétroactif à compter de juillet 1974, aux achats de certaines installations et autres équipements neufs dans les industries manufacturières et le secteur de la production primaire. La Commission d'aide aux industries a été chargée dans ses conclusions d'adjoindre, aux recommandations sur les niveaux d'aide à long terme pour une branche d'industrie, une recommandation spéciale à court terme pour tenir compte de la situation conjoncturelle. En outre, le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés a été abaissé de 47.5 à 45 %, l'acompte fiscal exigible en février de cette année a été reporté, et des garanties de prêt ont été accordées pour le financement des activités de restructuration des entreprises.

III PERSPECTIVES A COURT TERME ET CONCLUSIONS

L'économie australienne connaît depuis environ un an une baisse du niveau d'activité. Son évolution antérieure ne permet guère de prévoir le moment où la reprise pourrait s'amorcer, car la longueur des périodes de fléchissement a été extrêmement variable dans le passé. L'orientation de la politique économique est très expansionniste depuis plus de six mois mais ses incidences ne sont jusqu'ici pas très sensibles. Le Secrétariat pense néanmoins que, globalement, la demande intérieure finale devrait amorcer une légère reprise au premier semestre de 1975, qui s'accroîtrait progressivement pour atteindre un taux de croissance annuel de 7 % environ au premier semestre de l'an prochain. Il s'attend à ce que la baisse sensible des stocks qui s'est probablement produite pendant les six premiers mois de l'année en cours soit suivie d'une reprise pendant les six mois suivants. Il prévoit que la demande intérieure totale sera donc relativement faible cette année, et qu'un redressement de la balance extérieure, sensible surtout au premier semestre de 1975, imprimera une impulsion à la croissance du PIB. Toutefois, à moins que l'on ne prenne conscience

64 On rappellera que le gouvernement australien n'est pas habilité par la Constitution à exercer un contrôle direct sur les salaires et les prix. L'étude de l'an dernier (page 28) indiquait qu'il restait à voir quelle serait l'efficacité réelle des interventions du Tribunal de justification des prix. Contraint, en vertu de la législation actuelle, de s'en remettre à la « persuasion morale » pour faire accepter ses conclusions. On avait indiqué toutefois que jusqu'alors toutes les recommandations du Tribunal procédant d'enquêtes publiques avaient été acceptées par les entreprises en cause. Cela continue en fait d'être le cas. Il est extrêmement difficile d'apprécier l'influence globale du Tribunal sur le freinage de l'inflation. Cependant, les auteurs d'une étude récente étaient d'avis que ses interventions avaient peut-être contribué à freiner de 1 à 2 % le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation au cours de la période correspondant approximativement à l'exercice budgétaire 1973/1974 (voir « The Nature and Economic Implications of the Prices Justification Tribunal », de N.R. Norman, article publié par l'Australian Industries Development Association, Canberra, en février 1975). L'étude concluait toutefois que le Tribunal avait également contribué, par la compression des bénéfices, à réduire l'investissement au détriment de la croissance de la productivité à moyen terme. La loi ne définit pas les critères selon lesquels doit être apprécié le caractère justifiable d'un relèvement de prix. De son côté, le Tribunal a fondé ses appréciations sur les hausses de coûts « admissibles » plutôt que sur un critère de rentabilité, le qualificatif « admissible » étant pris dans le sens général d'inévitable du point de vue de l'entreprise (c'est le cas, par exemple, lorsqu'une hausse n'est pas imputable à une fausse appréciation de la situation conjoncturelle et qu'une amélioration de l'efficacité ne permet pas de l'absorber). Dans ce contexte, le Tribunal a généralement considéré comme admissibles les relèvements des salaires et traitements, mais, dans un jugement de l'an dernier qui a eu un certain retentissement, il a refusé de confirmer une partie jugée excessive d'une sentence d'enregistrement (« consent award »). On peut noter qu'à la suite de la demande officielle adressée au Tribunal qui est mentionnée dans le corps du texte ci-dessus, la première cause qui soit spécifiquement fondée sur une demande invoquant un critère de rentabilité est actuellement en instance.

de la nécessité d'adapter les politiques budgétaire et monétaire et qu'une modulation significative de la hausse des salaires n'intervienne, la reprise de la production et de l'emploi pourrait ne pas s'avérer durable et le taux d'inflation, actuellement élevé, pourrait encore s'accélérer.

Demande

L'un des principaux impondérables dont dépendra l'évolution de la demande des consommateurs est la progression que connaîtra le revenu disponible réel. La Commission de conciliation et d'arbitrage a défini les normes concernant les salaires nationaux peu de temps avant la rédaction de la présente étude (voir plus loin); cette décision ne prévoit pas d'augmentation générale des taux de salaires mais elle a rétabli, après une interruption de plus de vingt ans, l'indexation discrétionnaire de ceux-ci sur les prix à la consommation et il est difficile d'évaluer les effets que cela pourra avoir sur les revenus. Bien qu'elle soit relativement faible, l'amélioration attendue de la situation de l'emploi devrait quelque peu stimuler les dépenses de consommation. Mais cette réaction pourrait être atténuée par la tendance des ménages, observée depuis quatre ou cinq ans, à augmenter leur taux d'épargne lorsque les prix augmentent rapidement. Une récente enquête d'opinion auprès des consommateurs a montré que ceux-ci ont bien plus confiance qu'auparavant dans les perspectives d'évolution globale de l'économie. Toutefois, environ les trois quarts des personnes interrogées estimaient que l'inflation et le chômage continuaient à poser de sérieux problèmes⁶⁵.

Cet état d'esprit a sans aucun doute contribué à la reprise de la demande des particuliers observée pendant les trois premiers mois de l'année en cours et, par suite, au maintien d'une progression soutenue des ventes au détail. A l'heure actuelle, les facteurs qui stimulent sans doute le plus vigoureusement les dépenses de consommation sont les réductions d'impôt sur le revenu des personnes physiques et les réductions temporaires des taxes sur la vente de véhicules automobiles (qui doivent être

Tableau 9 Prévisions d'évolution à court terme de la demande et de la production

	1974 Millions de dollars	Pourcentages de variation en volume	
		1974	1975 ¹
Dépenses des consommateurs	31 945	3.6	4
Dépenses courantes de l'État	7 840	3.6	8½
Formation brute de capital fixe	13 031	2.3	- 3
Demande intérieure finale	52 816	3.3	3
Formation de stocks ²	2 730	(4.6)	(-4½)
Erreur statistique ²	-53	(-1.7)	(0)
Demande intérieure totale	55 491	6.1	-1½
Exportations de biens et services	8 750	-1.9	5
Importations de biens et services	9 622	23.9	-15
Balance extérieure ²	-872	(-4.6)	(3½)
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	54 620	1.5	2

1 Prévisions du Secrétariat.

2 Contribution à la croissance du PIB.

Sources: ABS, *Quarterly Estimates of National Income and Expenditure*; estimations du Secrétariat.

65 La proportion des personnes que préoccupait la situation de l'emploi a fortement augmenté au deuxième semestre de 1974.

progressivement supprimées d'ici fin septembre). Des allègements de l'impôt sur le revenu ont été décidés lors du budget, en septembre 1974, puis de nouveau en novembre 1974. La réduction de novembre a été particulièrement importante car, bien qu'elle porte sur le revenu de l'ensemble de l'exercice budgétaire 1974/1975, les salariés en ont bénéficié intégralement durant la deuxième moitié de celui-ci. Les immatriculations de voitures ont réagi rapidement à l'allègement de la taxe sur les automobiles, atteignant un niveau record en février et le dépassant en avril; mais l'on peut s'attendre à ce que les ventes fléchissent au second semestre de l'année en cours. En revanche, la reprise de la construction de logements, qui deviendra sans doute évidente vers le milieu de l'année, devrait stimuler la demande de biens durables qui est liée à cette activité. Compte tenu de ces diverses influences ainsi que des répercussions techniques de la contraction observée dans les derniers mois de l'an dernier, il est peu probable que le taux moyen de croissance en volume de la consommation privée dépasse 4 %, cette année, par rapport à 1974.

La seule composante de la formation brute de capital fixe dans le secteur privé dont les perspectives d'évolution se présentent sous un jour vraiment favorable est la construction de logements. Réagissant à l'amélioration générale de la situation des liquidités ainsi qu'aux mesures spécifiques prises pour relancer l'activité dans ce secteur, les permis de construire semblent avoir cessé de diminuer au quatrième trimestre de l'an dernier. Pendant les trois premiers mois de l'année en cours, en effet, le nombre de permis délivrés a augmenté de 9 % par rapport aux trois mois précédents. Les prêts accordés par les caisses d'épargne et les sociétés de prêts à la construction, qui sont les principales sources de financement du logement, progressent en ce moment à un rythme rapide. Une proportion notable des fonds affectés au marché du logement semble avoir été initialement investie dans l'achat d'immeubles anciens, mais la reprise de la demande s'est maintenant propagée jusque sur le marché du logement neuf.

Une enquête effectuée récemment par les services du Ministère de l'industrie et faisant état des opinions exprimées vers la fin du mois d'avril a montré que les entreprises manufacturières s'attendaient à une croissance faible ou nulle du volume de leurs ventes (après correction des variations saisonnières) et au maintien d'un taux d'utilisation des capacités peu élevé au cours de la période se terminant fin septembre. Les dépenses en capital avaient surtout pour but de renouveler des équipements, et les projets nouveaux étaient en général différés. Une enquête privée, menée à la même époque environ, a confirmé que ce secteur est actuellement déprimé et que les chefs d'entreprise pensent encore que leurs programmes de dépenses (en valeur nominale) sous forme de construction, d'installation et d'équipement d'usines diminueront pendant l'année à venir. Les perspectives n'apparaissent pas plus brillantes dans les autres secteurs. Comme on l'a déjà noté, de nombreux locaux à usage de bureaux ne trouvent pas preneur dans les grandes villes et d'importants projets restent en instance dans le secteur minier. Outre l'affaiblissement très net du marché mondial des métaux, les incertitudes qui planent sur les intentions du gouvernement dans ce domaine contribuent au marasme⁶⁶. En fait, les perspectives d'évolution de l'activité dans le secteur de la construction, logement exclu, se présentent actuellement sous un jour exceptionnellement défavorable et, compte tenu des très longs délais qu'implique cette activité dans de nombreux cas, il est peu probable que le volume des dépenses puisse marquer cette année une reprise sensible. Parmi les principaux facteurs qui sont directement à l'origine de cette contraction des investissements figurent la faiblesse des commandes, le niveau des

66 Sauf pour l'extraction du minerai de fer, l'exercice budgétaire 1973/1974 semble avoir été une année très rentable pour l'industrie minière. Toutefois, avec la lourdeur actuelle des marchés mondiaux et le coût élevé du financement des stocks, la tendance à freiner la production paraît plus nette qu'auparavant.

stocks, supérieur à la moyenne, ainsi que les perspectives défavorables d'évolution des ventes. On peut s'attendre à une certaine amélioration de la situation sur ces trois plans, au fil des mois. Mais le fléchissement est aussi imputable dans une large mesure à la persistance d'un rythme d'inflation rapide, qui semble avoir eu des répercussions en général défavorables sur l'activité et la confiance des entreprises, notamment en altérant directement la rentabilité de leurs activités et en créant un climat d'incertitude sur tout ce qui touche aux décisions d'investissement. Bien que le Tribunal des justifications des prix ait été invité à prendre en compte davantage la rentabilité des capitaux investis, le marasme actuel de la demande intérieure pourrait bien entraîner une accentuation de la concurrence et une compression des marges bénéficiaires⁶⁷.

On s'attend à ce que les dépenses du secteur public connaissent cette année une évolution dynamique. Le budget de l'exercice 1974/1975 et les mesures prises ensuite prévoient que les dépenses marqueront une progression substantielle, de façon à mobiliser les ressources inutilisées dégagées par le ralentissement de l'activité dans le secteur privé. Les crédits affectés aux programmes de reconversion professionnelle et aux travaux publics créateurs d'emplois ont été accrus et les retards qui freinaient auparavant l'expansion des dépenses publiques d'équipement semblent avoir été largement comblés. On s'attend donc pour cette année à une vive accélération de la progression en volume des dépenses publiques, tant courantes qu'en capital. On pense que le niveau d'activité restera élevé dans ce domaine en 1976.

Bien que la situation de l'offre soit telle que l'Australie puisse augmenter le volume de ses exportations cette année, celles-ci restent très dépendantes des conditions de la demande pour certains produits. Les exportations de céréales et de sucre devraient être plus importantes que l'année dernière, mais les perspectives demeurent plutôt médiocres pour la viande, car on ne peut guère s'attendre à un redressement des débouchés avant l'an prochain. La demande de laine, comme on l'a déjà noté, a marqué récemment une reprise qui devrait se refléter dans les exportations pendant les derniers mois de l'année en cours. L'activité industrielle étant déprimée sur les principaux marchés, il n'est pas impossible que le volume global des exportations de produits miniers croisse moins rapidement. Les débouchés extérieurs de l'Australie semblant devoir accusé cette année une contraction, les perspectives d'évolution des exportations d'articles manufacturés sont particulièrement peu brillantes. En outre, la rapidité de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre risque fort de compromettre la compétitivité des exportations, en dépit de la dévaluation de l'an dernier. La forte contraction de la demande intérieure au deuxième semestre de l'année dernière et la faiblesse relative de la reprise prévue pour cette année, d'une part, le maintien des restrictions à l'importation appliquées à certains produits et les répercussions de la dévaluation de septembre 1974, d'autre part, auront sans doute provoqué, au premier semestre de 1975, une baisse notable des importations, qui ne sera probablement suivie que d'une faible reprise.

Production et emploi

La production industrielle semble avoir été tout à fait atone pendant les premiers mois de 1975, mais on peut s'attendre à une reprise progressive dans le courant de l'année. Il se pourrait bien toutefois que, en moyenne annuelle, son rythme de croissance ne dépasse pas 1½ % à 2 %. Comme on l'a noté à propos du marasme de la formation brute de capital fixe dans le secteur privé, certains facteurs et notamment le rythme actuellement élevé de l'inflation, ont eu des effets défavo-

⁶⁷ La nouvelle législation sur les pratiques commerciales semble devoir stimuler la concurrence en permettant de contrôler plus strictement les pratiques restrictives.

rables sur la rentabilité des entreprises et sur leurs programmes d'expansion⁶⁸. Les perspectives dans ce domaine sont donc actuellement fort incertaines et la vigueur de la reprise attendue demeure douteuse. Les mesures prises pour limiter la croissance rapide des importations de certains produits industriels (textiles, habillement, chaussure, électro-ménager et automobile) devraient permettre d'enrayer le recul de la part des produits nationaux sur le marché intérieur. En outre, la dévaluation devrait avoir un effet stimulant. Les perspectives, toutefois, se présentent fort différemment selon le marché considéré. Comme on l'a déjà noté, les fabricants d'appareils électro-ménagers devraient bénéficier de la reprise de la construction de logements. Les fabricants d'automobiles sont avantagés par la reprise actuelle des ventes dans ce secteur, mais cette reprise ne durera guère et la demande a probablement été satisfaite en grande partie par des ponctions sur les stocks. La réduction de la taxe sur les ventes a, certes, considérablement amélioré la trésorerie de ces entreprises, mais elle n'aura sans doute en définitive que des incidences assez faibles sur leurs programmes de production.

Les incertitudes qui planent sur l'évolution de la production se répercutent naturellement sur le marché de l'emploi. Même si l'on tient compte des effets du programme de limitation de l'immigration et de l'impulsion exercée par les composants les plus dynamiques de la demande (dépenses de logement et dépenses publiques), il semble bien, en définitive, que la situation de l'emploi n'ait guère de chances de s'améliorer notablement cette année. Le chômage touche surtout les jeunes et les travailleurs non qualifiés, catégories de la population active qui seraient sans doute les plus affectées par la faiblesse éventuelle de la reprise. Certains signes indiquent que, dans l'industrie manufacturière, les ajustements d'effectifs au mouvement de récession ont surtout pris la forme de délestages de main-d'œuvre marginale devenue onéreuse et, dans une moindre mesure, la forme de réductions d'heures supplémentaires.

Salaires et prix

Les perspectives d'évolution des taux de salaires demeurent incertaines. Il semble maintenant que les salaires de base garantis seront indexés sur l'indice trimestriel des prix à la consommation. Pour l'instant, la Commission de conciliation et d'arbitrage appliquera automatiquement cette indexation sauf si elle est persuadée du contraire par ceux qui feraient opposition à cet ajustement⁶⁹. La principale centrale syndicale, l'ACTU, a approuvé dans ses grandes lignes la procédure d'indexation mais on ne sait pas encore dans quelle mesure les différents syndicats adopteront une position analogue. Les résultats de l'affaire des ouvriers de la métallurgie, dans laquelle les syndicats demandaient une augmentation hebdomadaire de 20 dollars, sont encourageants. La Commission a estimé que les syndicats n'avaient pas prouvé le bien-fondé de leur demande de « rattrapage », en se fondant sur les

68 Le fait que l'investissement manufacturier était précédemment faible pourrait en outre, dans certaines branches, limiter les possibilités d'expansion de la production à des niveaux nettement plus bas qu'auparavant.

69 La Commission ajustera, chaque trimestre, les salaires garantis en fonction des mouvements de l'indice des prix à la consommation. La formule d'indexation sera déterminée « eu égard aux circonstances et aux demandes des parties », sous réserve que le mouvement soit au moins de 1 % et que les augmentations inférieures à 2 % s'appliquent entièrement à tous les taux garantis. Au moment où cette décision a été prise, les taux de salaires ont fait l'objet d'un ajustement de 3.6 % qui reflète la hausse enregistrée pendant le premier trimestre.

Chaque année, la Commission examinera les augmentations des salaires globaux compte tenu de l'évolution de la productivité. Les seuls autres motifs énumérés par la Commission qui peuvent être invoqués à l'appui d'une demande d'augmentation de salaires sont les variations de la « valeur du travail » (c'est-à-dire les conditions dans lesquelles le travail est accompli) et les rattrapages des mouvements d'ensemble (c'est-à-dire la prise en compte des relations établies).

principes définis par la décision nationale sur les salaires d'avril 1975, et a décidé que leur appel ferait l'objet d'un nouvel examen, après la discussion de ces principes en juillet. Mais, sur un plan plus général, certains facteurs agissent dans la direction opposée et pourraient, en l'absence d'éléments stabilisateurs, entraîner une accélération de la hausse des prix :

- (a) la politique budgétaire actuellement expansionniste et la situation de liquidité plus aisée de l'économie;
- (b) le fait que le Tribunal de justification des prix a été invité à prendre en compte la nécessité pour les entreprises d'avoir un taux de rentabilité acceptable.

Balance extérieure

La contraction prévisible du volume des importations entraînera probablement, cette année, un renforcement appréciable de la balance extérieure réelle. Les perspectives d'évolution des prix du commerce extérieur de l'Australie sont particulièrement incertaines, notamment en ce qui concerne les exportations. Il semble qu'en moyenne, les prix mondiaux des principaux produits agricoles exportés, à l'exception de la laine, (c'est-à-dire ceux des céréales, du sucre, et en particulier de la viande) resteront en 1975 nettement inférieurs à leur niveau moyen de 1974, encore que les recettes australiennes d'exportation bénéficieront en 1975 des prix élevés pratiqués lorsque les contrats pour la vente de ces produits ont été passés. On peut s'attendre à un certain redressement pour la laine. Les producteurs de charbon et de minerai de fer ont bénéficié, dans les derniers mois de 1974, de relèvements substantiels de prix qui, en dépit d'un fléchissement possible des cours, cette année, devraient entraîner en 1975 une augmentation annuelle appréciable de leurs recettes. On peut aussi s'attendre à une hausse assez vigoureuse des prix des produits manufacturés. De sorte que, globalement, les prix à l'exportation calculés en dollars australiens pourraient s'inscrire en hausse d'environ 10 %. Mais, comme les prix à l'importation augmenteront sans doute encore davantage, on peut s'attendre à une détérioration des termes de l'échange, qui annulerait en partie les effets de l'amélioration de la balance réelle. Compte tenu du solde probable des comptes des revenus de la propriété et des transferts, le déficit de la balance des opérations courantes devrait être réduit de façon importante en 1975.

Conclusions

Les difficultés que l'économie australienne connaît depuis quelques années sont en grande partie imputables à l'instabilité de la situation économique mondiale, mais, plus récemment, les causes d'origine intérieure sont devenues prépondérantes. Les mesures expansionnistes qui ont continué d'être appliquées après l'amorce de la reprise en 1972 ont accentué les pressions inflationnistes et les tensions sur la balance des paiements. Relativement brève, la phase d'essor conjoncturel a atteint son maximum au premier semestre de 1974. Néanmoins, le resserrement de la politique monétaire amorcé en 1973 s'est poursuivi et celle-ci est devenue particulièrement stricte au milieu de 1974. La contraction qui a suivi a été d'une ampleur peu commune, le chômage augmentant rapidement et atteignant l'un de ses niveaux les plus élevés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les très importantes augmentations, en valeur nominale comme en volume, des salaires en 1973 et 1974 ont fortement accentué les pressions sur les coûts, tout en contribuant à aggraver le mouvement de récession et à faire monter le chômage. Plus récemment, la position extérieure s'est notablement améliorée mais les prix et les salaires ont continué d'augmenter à vive allure. Le budget de septembre 1974 a donné une orientation expansionniste à la régulation de la demande. Mais les autorités doivent actuellement faire face à une inflation qui

est l'une des plus rapides parmi les pays Membres; essentiellement alimentée par la poussée des coûts, elle a des répercussions généralisées dans tous les secteurs de l'économie et, la politique économique se heurtant à des impasses, les pouvoirs publics ont été conduits à recourir à une série de mesures spécifiques.

Les indicateurs récents donnent à penser que le mouvement de récession a sans doute pris fin et que l'économie amorce peut-être en ce moment une lente reprise. Mais, bien que l'orientation de la politique budgétaire comme celle de la politique monétaire soient actuellement très expansionnistes, les perspectives laissent entrevoir que la progression de la demande et celle de l'activité seront lentes pendant toute l'année 1975, la situation ne s'améliorant que peu sur le marché de l'emploi. Mais il semble aussi que, si la politique économique actuelle était poursuivie, le rythme d'inflation, qui est déjà l'un des plus rapides de la zone OCDE, risquerait de s'accélérer encore. Dans ce cas, la tâche consistant à faire baisser le niveau du chômage pourrait devenir plus ardue et, ne serait-ce que pour cette raison, la priorité devrait être donnée, semble-t-il, à la lutte contre l'inflation.

La remise en vigueur du principe de l'indexation des salaires par la sentence nationale rendue récemment par la Commission d'arbitrage, celle-ci conservant un droit de regard discrétionnaire sur les modalités d'application, procède du souci de modérer la progression des taux de salaires, qui ont augmenté d'environ 34 % pour les hommes et 40 % pour les femmes, en 1974. Les taux garantis nationaux ne constituent toutefois que l'un des facteurs dont dépend la progression des rémunérations et l'on ne saura que par l'expérience si l'initiative de la Commission se révèle fructueuse. Comme l'inflation est alimentée surtout par les salaires et que c'est le Tribunal de justification des prix qui préconise les relèvements de prix qu'il estime raisonnables eu égard à la hausse des coûts, l'attitude de celui-ci peut venir renforcer l'influence exercée par la Commission de conciliation et d'arbitrage. Il est clair toutefois qu'il n'existe pas une grande marge de manœuvre pour freiner la progression des salaires en réduisant la rentabilité des entreprises afin de renforcer la résistance aux revendications tendant à obtenir de fortes augmentations de salaires. La nécessité de rétablir la rentabilité des entreprises a, en effet, été expressément reconnue par les autorités. La Constitution limite strictement les attributions du gouvernement fédéral en matière de contrôle des salaires et des prix et, de ce fait, le succès de la lutte contre l'inflation dépend surtout de l'acceptation par l'opinion publique de la nécessité de freiner les prix et les salaires. Or, il n'est pas certain à l'heure actuelle, qu'un consensus national puisse être prochainement réalisé sur ce point. Il n'en paraît pas moins souhaitable d'explorer à fond, avec les syndicats et les employeurs, toutes les possibilités de parvenir à réaliser ce freinage. Si une solution concertée ne pouvait être élaborée et si une modération notable des salaires ne pouvait être obtenue à bref délai, il faudrait accepter le recours aux instruments de la régulation de la demande pour mener l'essentiel de la lutte contre l'inflation, ainsi que les conséquences regrettables que cela pourrait avoir sur le niveau de l'activité et celui de l'emploi.

Dans cette optique, il convient d'examiner avec beaucoup d'attention le rôle de la politique monétaire et de la politique budgétaire. A l'heure actuelle, les principaux agrégats monétaires semblent marquer une augmentation rapide et les liquidités atteignent un niveau élevé qui reflète en partie le financement de la forte augmentation du déficit intérieur du secteur public pendant l'exercice budgétaire 1974/1975. Au cours des dix premiers mois de celui-ci, les dépenses ont augmenté, comme on l'a noté plus haut, d'environ 44 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, et les recettes de 25 %. Pour maîtriser l'inflation, il importe, semble-t-il, d'atténuer les répercussions de la politique budgétaire sur la masse monétaire. Il est possible d'y parvenir dans une certaine mesure grâce à une gestion judicieuse de la dette publique, mais il faut, très certainement, réduire le taux de progression des dépenses publiques, plutôt que compter sur l'augmentation des recettes procurée par l'alourdissement automatique de la fiscalité.

Les mesures analysées plus haut, mises en œuvre en vue d'aider le secteur des entreprises pourraient contribuer à soutenir l'emploi. Il n'en demeure pas moins que le chômage atteint actuellement des niveaux excessifs et que sa gravité risque fort de s'accroître dans le cas où l'inflation ne serait pas jugulée. A l'heure actuelle, il affecte surtout certaines catégories bien déterminées de la population active, notamment les jeunes et les travailleurs manuels non qualifiés. On ne peut donc que se féliciter de la mise en œuvre des programmes de création d'emplois et de formation professionnelle tels que le Système national d'emploi et de formation (National Employment and Training Scheme).

Les autorités australiennes considèrent que les mesures prises récemment pour limiter l'augmentation des importations de certains produits sont essentiellement de nature provisoire et que, de ce fait, elles n'impliquent aucun renversement de la politique de longue haleine tendant à améliorer la répartition des ressources par un abaissement des droits de douane. Ce freinage des importations est motivé essentiellement par le souci de lutter contre la montée du chômage dans certaines industries importantes, elle-même imputable surtout à la forte augmentation du niveau des importations dans les secteurs correspondants. Toutefois, en dépit de leur nature provisoire, ces mesures pourraient risquer de retarder le processus qui doit améliorer l'efficacité de la répartition des ressources, dont la nécessité a été signalée dans de précédentes études de l'OCDE. En outre, la compétitivité générale de l'industrie australienne a probablement été davantage défavorisée par la hausse intérieure des coûts de main-d'œuvre que par les réductions tarifaires ou la valorisation du dollar australien, alors que, à court terme, la mise en œuvre des mesures a neutralisé l'un des facteurs qui contribuent à freiner la hausse des prix, notamment dans le secteur des produits auxquels elles s'appliquent. Avec le ralentissement des importations, en partie imputable à ces mesures, et l'évolution relativement dynamique des exportations auxquels on s'attend pour 1975, les perspectives de la balance des paiements laissent entrevoir une diminution substantielle du déficit de la balance courante, cette année. La plupart des contrôles sur les entrées de capitaux privés, autres que ceux investis dans le capital de sociétés australiennes, étant levés, le financement du déficit ne devrait guère soulever de difficultés. Il conviendra même de surveiller attentivement le volume de ces entrées, compte tenu de l'accroissement des liquidités dans l'économie et de l'orientation de la politique monétaire. La décision, prise en septembre dernier, de détacher le dollar australien du dollar des États-Unis et de déterminer désormais son taux de change en fonction des échanges extérieurs pondérés a mis son cours effectif à l'abri des variations arbitraires.

PAGE BLANCHE

Annexe

CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES

Janvier 1974 — Avril 1975

1974

Janvier

- 1 Institution de la Commission d'aide aux industries, organisme officiel se substituant au Comité tarifaire (Tariff Board) et désormais chargé de conseiller le gouvernement sur toutes les formes d'aide à l'industrie.
- 8 Recommandation du « Tribunal de justification des prix » : les prix moyens des véhicules fabriqués par la General Motors Holden ne devraient augmenter que de 4.6 %. Approbation également d'une hausse analogue pour certains modèles de Leyland et de Chrysler Australia.
- 14 Légère augmentation des taux d'intérêt versés par les banques commerciales sur les dépôts fixes de un à quatre ans inférieurs à 50 000 dollars.
- 22 Nouvelles mesures destinées à encourager les investissements australiens à l'étranger, en particulier dans les pays en développement.
- 23 Le gouvernement accepte l'abaissement (de 5 à 10 % en moyenne), recommandé par la Commission d'aide aux industries, des droits de douane applicables aux biens d'équipement ménager, qui sont uniformisés au taux de 25 %.
- 26 Le Commissaire aux prix d'Australie méridionale annonce une majoration de 5 dollars du prix maximum du fuel-oil qui est porté à 36.15 dollars la tonne.

Février

- 5 Conformément aux recommandations du « Tribunal de justification des prix » les prix des voitures de tourisme et des véhicules légers de la marque Ford sont relevés en moyenne de 4.3 %.
 Annonce des conditions de l'emprunt de février du gouvernement australien dont la souscription se fera partie en argent frais et partie par conversion de titres antérieurs; les rendements restent à peu près les mêmes que ceux de l'emprunt d'octobre.
- 15 Une prime (de 12 dollars par tonne) sera accordée aux engrais phosphatés jusqu'au 31 décembre 1974.
 Nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes des relations sociales soulevés par la législation en matière d'arbitrage dans l'industrie.

Mars

- 1 Suppression du contingentement des importations de chemises et de tricots.
- 19 Les intérêts versés sur les prêts destinés à l'achat de logements peuvent faire l'objet de déductions fiscales (modulées en fonction du revenu); cette mesure, qui devait primitivement prendre effet au 1^{er} juillet 1974, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1975.
- 22 Léger relèvement du rendement des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 7.6 %, celui des bons à 26 semaines à 7.7 %.
- 28 A la suite d'une intervention du gouvernement australien, la clientèle japonaise accepte un relèvement important des prix du charbon à coke australien.

Avril

- 1 La Haute Cour confirme le droit du gouvernement de l'État de Tasmanie à imposer le tabac (cette taxe n'étant pas considérée comme un droit d'accise).
- 4 Relèvement des pensions de vieillesse et d'invalidité : le montant hebdomadaire de la pension de vieillesse d'un célibataire est majoré de 3 dollars et porté à 26 dollars (respectivement 5 et 45.50 dollars pour une personne mariée). Léger relèvement du rendement des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 7.8 %; celui des bons à 26 semaines à 8 %.
- 9 Les ouvriers de la métallurgie acceptent une recommandation de la Commission d'arbitrage et de conciliation, proposant une augmentation de 15 dollars du salaire hebdomadaire, une semaine supplémentaire de congé annuel et une prime de vacances de 17.5 %. Fin des grèves tournantes qui avaient provoqué, en huit semaines, sept arrêts nationaux de travail dans la métallurgie.
- 18 Le gouvernement de l'Australie occidentale décide de ne pas donner son adhésion au nouveau Système proposé de stabilisation des prix du blé (Wheat Stabilization Scheme).
- 23 Publication des modalités des versements destinés à soutenir le niveau des revenus dans le cadre du système d'aide à l'adaptation structurelle. Mise en place d'un contrôle des exportations de cuivre et de ses dérivés, à la suite de difficultés d'approvisionnement intérieures.
- 29 Relèvement d'environ ¼% des taux des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 8.1 %; celui des bons à 26 semaines à 8.3 %.
- 30 Le Ministre des finances annonce qu'en raison de la contraction des liquidités, le gouvernement n'émettrait en mai aucun emprunt souscrit partie en argent frais et partie par conversion.

Mai

- 2 Publication des résultats des négociations salariales nationales (décisions applicables à partir du 3 mai) :
- (i) Majoration du salaire hebdomadaire total : 2.5 dollars plus 2 %.
 - (ii) Le salaire hebdomadaire minimal augmente de 8 dollars, est porté à 68 dollars et fera l'objet d'un nouvel examen dans six mois.
 - (iii) Le salaire minimal féminin doit être instauré en trois étapes : dans un premier temps il représentera 85 % du salaire minimal masculin et atteindra la parité avec celui-ci au 30 juin 1975.

- 8 Le Tribunal de justification des prix recommande un relèvement de 1 % par gallon du prix de gros de l'essence.
- 22 Conformément à la recommandation du « Tribunal de justification des prix », les prix des véhicules de la General Motors Holden sont relevés en moyenne de 7.75 %. Le tribunal approuve également une augmentation de 4.6 % des prix des automobiles Chrysler.
- 23 Relèvement de près de 1/3 % des taux des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 8.4 %, celui des bons à 26 semaines à 8.5 %.
Approbation par le « Tribunal de justification des prix » du relèvement moyen de 7.6 % des prix de tous les véhicules Ford.
- 27 La Banque de réserve commence ses opérations sur les effets commerciaux acceptés par les banques : achats de 5 à 10 millions de dollars de titres privés.
- 30 Relèvement d'environ 1 % des taux d'intérêt des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 9.5 %, celui des bons à 26 semaines à 9.5 %.

Juin

- 6 Relèvement d'environ 1/2 % des taux d'intérêt des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 9.9 %, celui des bons à 26 semaines à 10 %.
- 7 A la conférence des Premiers Ministres des États fédérés, le Premier Ministre de la Fédération rend publiques les mesures financières restrictives et les grandes lignes du projet de budget d'austérité pour l'exercice 1974/1975, dont l'objectif est de limiter les pressions inflationnistes. Ces mesures comportent notamment :
 - le maintien au niveau actuel des dépenses des postes et de l'aviation civile;
 - la réduction des dépenses en capital et des dépenses consacrées à la défense;
 - l'abaissement, en deça du niveau recommandé, des subventions accordées aux États pour le réseau routier;
 - la suppression, à compter du 1^{er} août, des subventions destinées à réduire le prix de l'essence en dehors des capitales provinciales;
 - le plafonnement à 1 %, pendant l'exercice 1974/1975, du recrutement de fonctionnaires permanents de l'administration australienne.

Pendant l'exercice 1974/1975, 235 millions de dollars seront avancés aux États fédérés dans le cadre de l'Accord sur le logement passé entre l'État fédéral et les États. L'État fédéral accroît de 10 % la part réservée aux États dans les prêts destinés aux travaux publics. A l'issue de la Conférence, les Premiers Ministres des États fédérés, ont relevé de 0.5 % le taux de l'impôt sur les salaires pour contribuer à résorber leurs déficits budgétaires.
- 10 Approbation par le Conseil des emprunts de deux émissions d'emprunts (à 4 et 6 ans) d'organismes semi-publics assortis d'un taux de 10.25 %, ce qui disjoint le rendement des obligations à long terme du taux maximal pratiqué par les organismes semi-publics.
- 12 Relèvement d'environ 1/2 % du rendement des bons du Trésor : les taux des bons à 13 semaines et à 26 semaines sont portés à 10.5 %.
Annonce de la création d'un Comité des investissements étrangers, qui est chargé d'assurer une sélection plus rigoureuse des investissements étrangers.
- 13 Le coefficient des dépôts de réserve obligatoire est ramené de 9 à 8.25 %, ce qui procure 90.7 millions de dollars de liquidités aux banques commerciales.

- 17 La Banque de réserve modifie sa réglementation des opérations de change à terme; les négociateurs sont désormais tenus de définir la couverture au moment de la rédaction du contrat et non plus au moment où les risques de change apparaissent. Simultanément, suppression de la marge d'escompte de 4 % pour la couverture à terme des importations.
- Les principales sociétés de prêt à la construction de trois États portent à 10 % le taux d'intérêt des dépôts.
- 19 Relèvement de l'ordre de $\frac{1}{4}$ % du rendement des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est porté à 10.7 %, celui des bons à 26 semaines à 10.8 %.
- 20 Réduction de 0.75 % du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, qui est ramené à 7.5 %.
- 25 La proportion du produit des emprunts à l'étranger d'une durée dépassant deux ans qui doit être déposée auprès de la Banque de réserve dans le cadre du système de dépôts variables est ramenée de 33 $\frac{1}{3}$ à 25 %.

Juillet

- 1 Annonce de la création du Conseil d'adaptation structurelle. Cet organisme est chargé de venir en aide aux entreprises et aux secteurs d'activité qui ont besoin d'être soutenus dans leurs efforts d'adaptation à l'évolution de la situation économique et de la politique gouvernementale.
- Le Tribunal de justification des prix recommande une hausse moyenne de 8.7 % des prix de l'acier produit par la BHP.
- 9 Réduction de 0.6 % du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, qui est ramené à 6.9 %, ce qui procure aux banques 72.6 millions de dollars pour leurs prêts à terme et leurs prêts de développement agricole.
- Relèvement des taux d'intérêt des caisses d'épargne et des banques commerciales. Le taux maximal des dépôts de durée fixe auprès des banques commerciales passe de 8 à 10 % et celui des découverts inférieurs à 50 000 dollars de 9.5 à 11.5 %. Le taux maximal des dépôts effectués auprès des caisses d'épargne passe de 7 à 9 % et celui de leurs prêts inférieurs à 50 000 dollars de 9.5 à 11.5 %.
- Le Conseil des ministres approuve la création du Système national d'emploi et de formation (National Employment and Training Scheme-NEAT). En 1974/1975, 20 millions de dollars seront consacrés au financement de cours de recyclage d'une durée moyenne de 4 mois pour 15 000 personnes; en 1975/1976, 24 000 personnes devront bénéficier de ces cours. (Le NEAT est entré en vigueur le 1^{er} octobre).
- Fixation du taux des obligations à long terme de l'émission de juillet à 9.5 %, soit un point de plus que pour l'emprunt de février. Fixation du taux d'intérêt à court terme (deux ans) à 11 %, soit près de trois points de plus qu'en février. C'est la première inversion de la structure des rendements des titres australiens.
- Institution de licences d'importation pour certains articles d'habillement. Les pays d'Asie du sud-est sont invités à restreindre spontanément leurs exportations de vêtements en Australie.
- 11 La Commission d'aide aux industries présente un programme sur huit ans de restructuration de l'industrie automobile australienne, qui comporte l'abandon du plan destiné à accroître la proportion des éléments fabriqués sur place (« local content plan ») et, pour commencer, un relèvement provisoire des droits de douane. Ce plan n'a pas été approuvé par le gouvernement.

- 12 Réduction de 0.9 point du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, qui est ramené à 6 %, ce qui procure 105.8 millions de dollars aux banques commerciales.
- Présentation au Parlement d'un projet de loi prévoyant l'extension des attributions du « Tribunal de justification des prix », afin de l'habiliter à procéder à des enquêtes sur les prix pratiqués par les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 20 millions de dollars (Loi promulguée le 21 août).
- 18 Dépôt sur le bureau du Parlement du rapport de la commission sénatoriale sur les valeurs mobilières et les opérations de bourse.
- 23 Présentation d'un « mini-train » de mesures budgétaires restrictives, qui prévoit notamment :
- (i) un relèvement des tarifs des postes, du télégraphe et du téléphone (par la suite, le Sénat a décidé le report de ces hausses au budget de septembre);
 - (ii) relèvement des droits indirects sur le tabac et les alcools;
 - (iii) la création d'un impôt sur les plus-values par le budget de l'exercice 1974/1975 (voir, toutefois, au 29 janvier 1975);
 - (iv) le report de la proposition visant à supprimer le contrôle des ressources pour le versement des prestations sociales;
 - (v) la réduction du programme d'immigration pour 1974/1975, dont le plafond passe de 110 000 à 80 000 personnes;
 - (vi) l'ajournement de l'application intégrale du programme fédéral d'éducation pré-scolaire et des soins à l'enfance;
 - (vii) le relèvement de 5 dollars des pensions hebdomadaires (6 dollars pour les pensionnés mariés);
 - (viii) le Tribunal de justification des prix est invité à examiner attentivement les demandes de relèvement des prix motivées par des hausses de salaires supérieures au taux établi par la sentence arbitrale.
- 24 Diminution de 0.5 point du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, qui est ramené à 5.5 %, ce qui procure 58.8 millions de dollars aux banques commerciales.

Août

- 5 Le Tribunal de justification des prix recommande une hausse de 12 % des tarifs des transports inter-étatiques de marchandises pour Mayne Nichless Ltd (cette entreprise demandait 18 %). Le Tribunal a estimé que, sur la récente majoration de 25.40 dollars des salaires hebdomadaires accordée par cette entreprise, 16 dollars seulement pouvaient être légitimement pris en compte pour le calcul de la répercussion sur les prix.
- 7 Le président de la Commission de conciliation et d'arbitrage réunit, en conférence nationale, les représentants des pouvoirs publics australiens, des syndicats et des employeurs.
- Adoption du projet de loi sur les sociétés financières, qui confère au gouvernement des pouvoirs étendus sur les activités de certaines institutions financières non bancaires.
- Approbation par le Conseil des ministres de la création d'une Organisation du commerce extérieur australien (Australian Overseas Trading Organisation), destinée à développer les échanges avec les pays socialistes et les pays en développement.
- 8 Le taux du Système de dépôt variable est ramené de 25 à 5 % (voir le 25 juin 1974).

- 20 Le Tribunal de justification des prix recommande une hausse des prix de l'aluminium comprise entre 5.8 et 11.6 cents par kilogramme.
- 27 Garantie, pour la saison 1974/1975, d'un prix plancher de la laine équivalant à 250 cents par kilogramme de laine lavée (pour une classe de finesse de 21 microns). La Commission australienne de la laine sera habilitée à régulariser l'offre de laine destinée à la vente et autorisée à effectuer des opérations commerciales.
- 28 Annonce que ne sera pas émis en septembre, d'emprunt souscrit partie en argent frais et partie par conversion de titres antérieurs.
- 29 Abaissement de 0.5 % du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, qui est ramené à 5 %.
- Relèvement (à compter du 1^{er} septembre), du prix du minerai de fer vendu à la clientèle japonaise, ce qui représente un accroissement de 28½ % (en année pleine) des recettes totales des producteurs australiens.
- 31 Le Ministre des finances annonce que l'Australie s'est retirée de l'Accord sur les garanties sterling.

Septembre

- 11 Publication du programme de développement de l'emploi régional (RED). Initialement, 2 millions de dollars seront consacrés chaque mois à l'amélioration des possibilités d'emploi dans les zones gravement touchées par le chômage, mais il est prévu que ces crédits pourront éventuellement s'élever jusqu'à 20 millions de dollars par mois.
- Nouvelle hausse, de 9 dollars, du salaire hebdomadaire dans la métallurgie.
- 12 Amendement de la réglementation des caisses d'épargne, destiné à accroître leurs capacités de prêt dans le domaine du logement. Abaissement de 60 à 50 % de la proportion des dépôts qui doivent être obligatoirement détenus sous forme d'avoirs liquides et d'obligations du secteur public, et abaissement de 10 à 7.5 % de la proportion qui doit être détenue sous forme de bons de la Banque de réserve et du Trésor.
- 13 La Direction de la fonction publique fait connaître sa décision de ne pas accorder à 143 000 fonctionnaires australiens d'augmentation de rémunération supérieure à la majoration provisoire de 16 dollars par semaine consentie en juin.
- 17 Présentation du budget fédéral australien pour l'exercice 1974/1975, dont les principales dispositions sont les suivantes :
- augmentation de 32 % des dépenses et de 31 % des recettes. L'excédent intérieur est estimé à 23 millions de dollars et le déficit global à 570 millions de dollars. Les budgets qui progressent le plus sont ceux de l'enseignement (78 %) du logement (34 %) de la santé (30 %) et du développement urbain et régional (160 %);
 - restructuration du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont la progressivité est accentuée;
 - création d'un impôt sur les plus-values (la moitié des plus-values réalisées sera incorporée dans le revenu imposable — voir toutefois au 29 janvier 1975), et institution d'une surtaxe de 10 % sur les revenus de la propriété;
 - ouverture d'un crédit de 25 millions de dollars au titre du programme de développement de l'emploi régional;

— relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés « privées », qui passe de 45 % à 47.5 %, soit le taux appliqué aux sociétés ouvertes au public.

25 Le dollar australien est dévalué de 12 % et désormais détaché du dollar des États-Unis. Son taux de change dépendra de l'évolution du cours moyen de différentes devises, pondérées en fonction de l'importance des pays correspondants dans le commerce extérieur de l'Australie.

Diminution d'un point du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, ramené à 4 %. La Bourse de Sydney suspend les opérations portant sur les actions de la principale société immobilière et de financement immobilier, la Cambridge Credit Corporation (le 30 septembre, cette entreprise a été confiée à un administrateur judiciaire).

Octobre

2 La Banque de réserve conseille aux banques d'examiner favorablement les demandes de financement présentées par des institutions financières « qui sont sérieusement gérées et ont une solvabilité convenable ». Cette initiative a fait suite à un mouvement de retrait de dépôts affectant un certain nombre de sociétés de prêts à la construction.

4 Abaissement d'environ 1.4 % du rendement des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est ramené à 9.4 %, celui des bons à 26 semaines à 9.5 %.

10 Diminution d'un point du coefficient des dépôts de réserve obligatoire, qui est ramené à 3 %.

11 Dans le cadre de l'Accord sur le logement, 75 millions de dollars supplémentaires seront avancés aux États fédérés pendant l'exercice budgétaire 1974/1975, dont 25 millions pour les logements réalisés par la Commission du logement et 50 millions par des prêts consentis par l'intermédiaire de sociétés de prêts à la construction et certaines banques d'État.

17 Le Tribunal de justification des prix recommande, pour l'essence, le kérosène et le fuel de chauffage, des relèvements des prix de gros variant entre 1.7 et 1.95 cents par gallon.

18 Contingement provisoire (pour une période de douze mois) des importations de la plupart des articles de chaussure.

23 La Banque de réserve accorde aux principales banques commerciales des facilités spéciales de tirage. Chaque banque peut disposer de telles facilités, à concurrence de 1 % de ses dépôts, sous forme soit de prêts soit d'opérations sur effets commerciaux, pendant une durée de 180 jours (avec possibilité de reconduction pour 180 jours supplémentaires).

Novembre

3 Publication de nouveaux principes directeurs relatifs aux prises de participation et de contrôle effectuées par des intérêts étrangers dans le secteur de l'industrie extractive australienne.

10 Abaissement d'environ 0.7 % du rendement des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est ramené à 8.7 %, celui des bons à 26 semaines à 8.9 %.

Première phase du train de mesures destinées à stimuler l'activité et à améliorer la situation de la liquidité du secteur privé :

- abaissement du taux d'intérêt des bons du Trésor (cf. ci-dessus);
- suspension du système des dépôts variables (se reporter au 8 août);
- l'interdiction des emprunts à l'étranger ne s'applique plus qu'aux prêts d'une durée inférieure à six mois (au lieu de deux ans précédemment).

12 Deuxième phase du train de mesures de relance :

- nouvelle restructuration du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui entraîne une diminution de 650 millions de dollars des recettes fiscales (soit, pour l'ensemble de l'exercice 1974/1975, une réduction globale de 1 200 millions de dollars) et d'un relèvement moyen de 3 % des salaires après impôt. Ces effets, calculés en année pleine, doivent se faire essentiellement sentir au premier semestre de 1975;
- le taux d'imposition des sociétés « ouvertes au public » est ramené de 47.5 à 45 % et la proposition visant à relever à 47.5 % le taux d'imposition de sociétés « privées » est retirée;
- octroi d'avances d'un montant de 150 millions de dollars aux caisses d'épargne pour qu'elles développent leurs prêts au logement;
- assouplissement du plafond des effectifs des fonctionnaires;
- les droits frappant les importations des véhicules entièrement montés à l'étranger sont relevés de 10 % et portés à 45 %, tandis que les droits frappant les importations de véhicules à monter sur place sont relevés de 9 % et portés à 35 %. Ces droits de douane seront de nouveau abaissés lorsque les importations représenteront moins de 20 % des immatriculations au cours d'une période donnée;
- le gouvernement fera valoir devant la Commission d'arbitrage que, en liaison avec la proposition d'indexation, les allègements fiscaux ci-dessus devraient compenser les hausses de prix intervenues au cours du dernier trimestre 1974;
- création d'une commission chargée d'étudier les effets de l'inflation sur les impôts acquittés par les particuliers et les entreprises;
- le Tribunal de justification des prix est invité à accorder une attention particulière au maintien d'un niveau de rendement acceptable des capitaux investis, afin d'encourager les nouveaux investissements nécessaires au maintien de la croissance économique et de l'emploi;
- octroi de garanties de prêt aux entreprises qui opèrent une restructuration de leurs activités;
- 8 millions de dollars supplémentaires sont consacrés à des logements sociaux dans le Queensland.

14 Publication d'un plan décennal pour l'industrie automobile. Suppression progressive, en quatre ans, du programme fixant à 85 % la proportion moyenne des éléments fabriqués sur place dans ce secteur.

27 Publication d'un échange de lettres entre le Premier Ministre et le Président de la Commission d'aide aux industries. A ses recommandations sur le niveau d'aide à long terme pour une branche d'industrie, la commission devra adjoindre des recommandations spéciales à court terme tendant à éviter une aggravation des difficultés d'emploi à court terme.

Décembre

1 Publication d'un programme destiné à couvrir les frais de transport et de déménagement et les charges légales annexes liées à un transfert de domicile,

dans le cas des travailleurs contraints de déménager pour obtenir un emploi satisfaisant.

- 3 Contingentement des importations de filés acryliques destinés à la confection des vêtements, de fibres synthétiques tricotées et de tissus éponges. Le volume des importations de toutes provenances ne doit pas dépasser le niveau atteint au cours de l'exercice 1972/1973.
- 9 Diminution d'environ 0.7 point des taux d'intérêt des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est ramené à 7.98 %, celui des bons à 26 semaines à 8.18 %.
- Contingentement des importations de filés de polyamide et de polyester, des tissus de fibres artificielles et synthétiques et des sous-vêtements.
- Mesures destinées à améliorer la trésorerie et la rentabilité des entreprises privées : (i) report à avril 1975 de l'acompte trimestriel dû en février au titre de l'impôt sur les sociétés; (ii) mise en place d'un système d'amortissement accéléré des installations et équipements neufs pendant l'exercice budgétaire 1974/1975.
- 18 Dans le cadre des négociations salariales nationales, la Commission d'arbitrage décide un relèvement de 8 dollars du salaire minimal hebdomadaire, qui est porté à 76.10 dollars (à compter du 1^{er} janvier).
- 26 L'Australie signe avec le Japon le plus important contrat à long terme sur le sucre, qui prévoit la vente de 600 000 tonnes de sucre par an pendant 5 ans au prix de 405 dollars la tonne.
- 31 Le quota d'exportation de la viande de bœuf australienne aux États-Unis est ramené à 280 000 tonnes environ pour 1975.

1975

Janvier

- 7 Accroissement des subventions accordées aux employeurs dans le cadre du programme national d'aide à l'apprentissage (par exemple, les subventions prévues pour les jeunes de moins de 18 ans, en première année d'apprentissage, passent de 260-454 à 1 200 dollars).
- 10 Diminution de 0.7 points du rendement des bons du Trésor : le taux des bons à 13 semaines est ramené à 7.81 % et celui des bons à 26 semaines à 8.01 %.
- 14 Contingentement des importations de certains articles d'habillement (chemises d'homme et le linge de nuit tissé). Création à titre provisoire d'une surtaxe d'importation de 10 % sur les pneus des véhicules automobiles.
- 28 Train de mesures destiné à préserver l'emploi dans l'industrie automobile : (i) diminution, pendant trois mois, de la taxe à l'achat, qui passe de 27.5 à 15 %, pour les voitures légères, et de 15 à 5 % pour les véhicules utilitaires (le retour aux taux antérieurs se fera progressivement par la suite, d'ici le 1^{er} septembre); (ii) les autorités reviennent sur la décision, prise précédemment, de taxer l'utilisation par les employés des véhicules de leur entreprise; (iii) contingentement pendant douze mois des importations de véhicules de tourisme et de véhicules utilitaires légers.

Formation d'un nouveau Comité interministériel chargé d'examiner les dépenses gouvernementales courantes ainsi que toutes les propositions visant des dépenses futures.

- 29 Ajournement de l'imposition des plus-values, annoncée au budget de septembre 1974.

Le programme de développement de l'emploi régional (RED) (se reporter au 11 septembre 1974) est étendu à certaines zones métropolitaines gravement touchées par le chômage et de nouvelles subventions sont accordées pour les zones rurales.

Février

- 1 L'Export Payments Insurance Corporation fait place à l'Export Finance and Insurance Corporation. Cette dernière doit financer les exportations et assurer les opérations de crédit et d'investissement.
- La vente d'un million de tonnes de blé à la Chine est rendue publique.
- 2 Signature avec le Japon d'un accord sur le sucre prévoyant la livraison de 3 millions de tonnes au cours des cinq prochaines années.
- 7 Publication des modalités de l'emprunt gouvernemental de février souscrit partie en argent frais et partie par conversion de titres précédemment émis : suppression de la structure inversée des rendements (les taux d'intérêt sont de 8.5 % pour les titres à deux ans et trois mois, de 9 % pour les titres à cinq ans et de 9.5 % pour les titres à dix ans).
- 14 A l'occasion de la Conférence des premiers ministres, le gouvernement fédéral accorde 240 millions de dollars d'avances supplémentaires aux États fédérés pour financer leurs dépenses jusqu'au 30 juin (sur ce total, 40 millions de dollars seront consacrés aux allocations de chômage d'environ 10 000 personnes sans emploi).
- 18 Le gouvernement fédéral accorde 30 millions de dollars supplémentaires aux États fédérés pour la construction de logements sociaux.
- 19 La société Ampol Petroleum demande au « Tribunal de justification des prix » l'autorisation de relever de 9 cents par gallon le prix de l'essence et des autres produits pétroliers. Il s'agit là de la première demande fondée sur une anticipation des hausses de coût, et non pas sur de précédentes hausses inévitables.
- 21 Approbation, dans le cadre du Programme de développement de l'emploi régional (RED), de 28 nouveaux projets devant créer environ 500 emplois.

Mars

- 2 L'une des principales banques commerciales abaisse les taux d'intérêt de la plupart de ses prêts et de ses dépôts inférieurs à 50 000 dollars (respectivement de 0.25 à 0.5 point et jusqu'à 1 %). Par la suite, toutes les autres banques (sauf une) se sont alignées sur ces taux.
- 4 Contingentement des importations (à compter du 1^{er} mars) de toute une série d'articles d'habillement.
- 9 Réduction à concurrence de 75 % des importations de fer et d'acier laminé, afin de protéger la sidérurgie australienne (les quotas s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier et les importations de 1975 ne devront pas dépasser le quart des importations de 1972 et 1973).

- 11 Relèvement de 5 dollars des pensions hebdomadaires des personnes âgées, des invalides et des veufs; cette augmentation est également valable pour les chômeurs et les bénéficiaires d'indemnités de maladie (elle doit s'appliquer à partir du début de mai, au moment de la suppression du contrôle des ressources des bénéficiaires de pensions de vieillesse âgés de plus de 70 ans).
- 12 Le Premier Ministre annonce que les sociétés étrangères ne doivent pas nécessairement rechercher une participation australienne dans les activités de prospection pétrolière « de base ». La Commission australienne à l'énergie atomique a désormais le monopole de la prospection de l'uranium dans le Territoire du Nord et de l'exportation de ce produit.
- 19 Nouvelle sentence de la Commission d'arbitrage pour le secteur du bâtiment (elle se substitue à une trentaine de sentences valables à l'échelon des États ou à l'échelon fédéral); cette décision fixe pour l'ensemble du pays les normes en matière de salaire et de conditions de travail.

Avril

- 1 L'Australie et la Nouvelle-Zélande conviennent de proroger de douze mois l'accord provisoire sur les préférences tarifaires mutuelles.
- 9 Dépôt d'un projet de loi tendant à réinstaurer la Commission inter-étatique (Inter-State Commission) et à l'investir de fonctions judiciaires, investigatrices, arbitrales et administratives dans le domaine du commerce intérieur et extérieur (en particulier en ce qui concerne les transports inter-étatiques).
- 11 Le gouvernement australien affectera 30 millions de dollars à la reconstruction en zone rurale au cours de l'exercice budgétaire 1975/1976 (soit 2 millions de plus qu'en 1974/1975), à la suite du réexamen du Rural Reconstruction Scheme.
- 18 La BHP Company Limited fait connaître au « Tribunal de justification des prix » son intention de relever de 14 % en moyenne pondérée les prix de l'acier, pour accroître sa marge bénéficiaire. C'est la première fois que le Tribunal est saisi d'une demande de hausse des prix qui n'invoque pas uniquement les répercussions d'un accroissement des coûts.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Produit intérieur brut**
Millions de dollars, aux prix courants

Exercices allant jusqu'au 30 juin	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
UTILISATION DES RESSOURCES										
1 Consommation privée	12 145	12 920	13 951	15 249	16 484	18 139	19 988	22 224	24 833	29 088
Biens durables	1 692	1 632	1 700	1 919	2 050	2 299	2 491	2 755	3 060	3 779
Autres biens et services	10 453	11 288	12 251	13 330	14 434	15 840	17 487	19 469	21 773	25 309
2 Dépenses courantes de l'État	2 050	2 390	2 709	3 056	3 339	3 645	4 196	4 757	5 405	6 773
3 Formation brute de capital fixe	5 266	5 713	6 001	6 524	7 261	7 903	8 760	9 585	9 947	11 884
Construction résidentielle	963	975	1 056	1 182	1 367	1 577	1 633	1 837	2 171	2 702
Autres immeubles et constructions	1 925	2 155	2 226	2 445	2 724	2 920	3 360	3 651	3 772	4 258
Équipements et outillages	2 377	2 582	2 720	2 898	3 169	3 406	3 768	4 097	4 005	4 924
4 Variations de stocks	572	106	367	138	668	485	342	-128	-322	1 638
5 Exportations de biens et services	3 049	3 151	3 477	3 557	3 919	4 755	5 071	5 644	6 956	7 806
6 Importations de biens et services	3 485	3 629	3 711	4 155	4 276	4 764	5 118	5 238	5 349	7 632
7 Ajustement statistique	8	-127	-249	-338	-351	-269	-362	-284	216	876
8 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX D'ACQUISITION	19 605	20 524	22 545	24 031	27 044	29 894	32 877	36 560	41 686	50 433
ORIGINE DES RESSOURCES										
1 Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	2 186	1 904	2 351	1 839	2 339	2 175	2 018	2 303	2 984	n.a.
2 Industrie manufacturière	4 695	4 886	5 246	5 690	6 307	6 850	7 477	7 857	8 751	n.a.
3 Autres industries	2 352	2 588	2 808	3 027	3 407	4 062	4 587	5 161	5 734	n.a.
4 Services	8 414	9 008	9 875	10 999	12 256	13 793	15 497	17 552	19 995	n.a.
5 Impôts indirects moins subventions	1 958	2 138	2 265	2 476	2 735	3 014	3 298	3 687	4 222	5 367
6 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX D'ACQUISITION	19 605	20 524	22 545	24 031	27 044	29 894	32 877	36 560	41 686	50 433

Sources: Mémorandum de l'Australie à l'OCDE et Comptes nationaux de l'Australie.

Tableau B Produit intérieur brut
Millions de dollars, aux prix moyens de 1966-1967

Exercices allant jusqu'au 30 juin	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
UTILISATION DES RESSOURCES										
1 Consommation privée	12 927	13 313	13 951	14 771	15 527	16 474	17 130	17 944	18 998	20 013
Biens durables	1 704	1 642	1 700	1 909	1 992	2 192	2 300	2 427	2 610	3 007
Autres biens et services	11 223	11 671	12 251	12 862	13 535	14 282	14 830	15 517	16 388	17 006
2 Dépenses courantes de l'État	2 230	2 521	2 709	2 916	3 037	3 096	3 229	3 274	3 421	3 685
3 Formation brute de capital fixe	5 578	5 902	6 001	6 344	6 811	7 106	7 427	7 601	7 404	7 870
4 Variations de stocks	583	117	367	147	705	445	328	-107	-162	1 042
5 Exportations de biens et services	3 105	3 142	3 477	3 682	3 979	4 744	5 166	5 511	5 732	5 489
6 Importations de biens et services	3 576	3 667	3 711	4 151	4 272	4 706	4 866	4 761	4 950	6 352
7 Ajustement statistique	12	-129	-249	-325	-324	-234	-296	-216	170	608
8 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX D'ACQUISITION	20 859	21 199	22 545	23 384	25 463	26 925	28 118	29 246	30 613	32 355

Sources: Mémoire de l'Australie à l'OCDE et Comptes nationaux de l'Australie.

Tableau C Revenu et dépense des particuliers (y compris les entreprises autres que les sociétés par actions)

Millions de dollars, aux prix courants

Exercices allant jusqu'au 30 juin	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Rémunération des salariés et appointés	9 903	10 669	11 626	12 630	13 956	15 633	17 812	20 061	22 443	27 455
Salaires et traitements	9 585	10 328	11 252	12 214	13 497	15 119	17 331	19 336	21 572	26 415
Suppléments aux salaires et traitements	318	341	374	416	459	514	581	725	871	1 040
Revenu de la propriété et de l'entreprise	4 310	4 209	4 828	4 620	5 419	5 669	6 020	6 839	8 154	10 352
Revenu des entreprises privées non constituées en sociétés	3 232	3 052	3 553	3 217	3 881	3 956	4 130	4 726	5 737	7 363
Intérêts, loyers et dividendes	1 078	1 157	1 275	1 403	1 538	1 713	1 890	2 113	2 417	2 989
Transferts courants en provenance de l'État	1 109	1 189	1 285	1 343	1 465	1 664	1 852	2 166	2 695	3 313
Transferts reçus au titre des assurances	35	37	44	48	49	62	69	80	89	105
Transferts courants en provenance du reste du monde	115	122	138	159	168	186	181	226	236	214
REVENU	15 472	16 226	17 921	18 800	21 057	23 214	26 034	29 372	33 617	41 439
moins: Impôts directs à payer sur le revenu	1 533	1 696	1 933	2 083	2 417	2 861	3 123	3 815	4 084	5 852
Intérêt de la dette des consommateurs	125	127	131	142	166	184	214	234	281	374
Transferts courants à l'État	110	120	130	140	162	174	181	219	252	339
Transferts courants au reste du monde	66	74	81	86	92	114	134	172	211	214
REVENU DISPONIBLE	13 638	14 209	15 646	16 349	18 210	19 881	22 382	24 932	28 789	34 660
Dépenses de consommation	12 145	12 920	13 951	15 249	16 484	18 139	19 988	22 224	24 833	29 088
Alimentation	2 666	2 838	3 026	3 199	3 342	3 570	3 819	4 126	4 549	5 327
Vêtements	1 271	1 316	1 389	1 479	1 553	1 667	1 814	1 987	2 224	2 666
Loyers	1 359	1 483	1 647	1 830	2 042	2 314	2 680	3 053	3 469	4 038
Divers	6 849	7 283	7 889	8 741	9 547	10 588	11 675	13 058	14 591	17 057
ÉPARGNE	1 483	1 289	1 695	1 100	1 726	1 742	2 394	2 708	3 956	5 572
(En pourcentage du revenu disponible)	10.9	9.1	10.8	6.7	9.5	8.8	10.7	10.9	13.7	16.1

Sources: Mémorandum de l'Australie à l'OCDE et Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A.

Tableau D Marché de l'emploi

Années civiles : moyennes	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
<i>Effectifs en milliers</i>										
Emploi civil : total ¹	4 628.0	4 760.6	4 880.4	5 001.4	5 150.9	5 329.2	5 424.5	5 488.8	5 640.2	5 755.9
industrie manufacturière ²	1 401.4	1 415.9	1 457.7	1 468.1	1 493.0	1 531.1	1 559.8	1 414.6	1 442.3	1 445.0
Chômage ³	60.7	71.5	79.1	77.8	80.0	74.7	87.6	125.9	107.7	133.2
Offres d'emploi non satisfaites ⁴	53.5	43.7	37.5	37.1	44.3	50.9	40.8	32.4	64.0	62.0
<i>Pourcentages</i>										
Chômage	1.3	1.5	1.6	1.5	1.5	1.4	1.6	2.3	1.9	2.3
Taux d'activité : hommes	84.0	84.1	83.7	83.4	83.3	83.2	82.7	82.5	82.2	81.6
femmes	34.4	35.3	36.3	36.8	37.6	38.8	39.2	39.4	40.5	41.3
<i>Heures</i>										
Moyenne hebdomadaire des heures de travail ⁵										
toutes industries	°	43.0	43.1	43.3	43.6	43.5	43.2	42.9 ⁶	42.0 ⁶	42.3
industrie manufacturière	°	43.5	43.7	43.7	44.1	44.0	43.5	43.2	43.1	43.6

1 Les chiffres de 1972 et 1973 ne sont pas comparables avec ceux des années antérieures, le personnel d'encadrement de la formation professionnelle (environ 24 000 personnes en août 1971) n'étant pas compris dans la population active jusqu'en 1971.

2 Y compris électricité, gaz et eau. Les chiffres de 1972 et 1973 ne sont pas comparables à ceux des années antérieures : avant 1972, on a utilisé la classification des activités du recensement de 1966; à partir de 1972, on a retenu la classification normalisée australienne des activités.

3 Chiffres résultant des enquêtes sur la population active.

4 Chiffres recensés par le Service fédéral de l'Emploi.

5 Salariés du sexe masculin (autres que les dirigeants, les cadres supérieurs et assimilés et les professions libérales) occupant un emploi à plein temps dans le secteur privé (activités rurales et services domestiques non compris), au cours de la dernière période rémunérée du mois d'octobre de chaque année.

6 Les données de l'enquête d'octobre 1965 ne sont pas comparables à celles des autres années. A partir de 1972, les chiffres concernent les salariés du sexe masculin occupant un emploi à plein temps dans le secteur privé et public.

Sources: Survey of Weekly Earnings and Hours; Memorandum de l'Australie à l'OCDE.

Tableau E Prix et salaires

Exercices allant jusqu'au 30 juin	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
<i>1966-67 = 100</i>											
Indice des prix dérivé du PIB	91.6	94.0	96.8	100.0	102.8	106.2	111.0	116.9	125.0	136.1	155.8
Consommation privée	90.9	94.0	97.0	100.0	103.2	106.2	110.1	116.7	123.8	130.7	145.4
Formation brute de capital fixe	91.4	94.4	96.8	100.0	102.8	106.6	111.2	118.0	126.0	134.2	151.0
Prix à la consommation :											
Total	90.6	94.0	97.4	100.0	103.3	106.0	109.4	114.6	122.4	129.8	146.6
Secteurs de l'alimentation	89.0	93.9	98.4	100.0	104.7	105.8	108.1	112.4	116.8	125.7	149.5
Autres secteurs	91.4	94.0	96.9	100.0	102.7	106.1	110.0	115.6	124.9	131.6	145.4
Commerce extérieur :											
Prix à l'exportation	103	100	102	100	95	97 ^a	98	97	100	120	146
Prix à l'importation	96	97	99	100	99	99	101	105	104	107	119
Termes de l'échange	107	103	103	100	96	98	97	92	92	112	123
<i>Dollars</i>											
Taux de salaire horaire ¹											
Toutes activités ²	0.94	0.99	1.02	1.09	1.14	1.22	1.28	1.39	1.54	1.69	1.99
dont : Industrie manufacturière	0.93	0.98	1.00	1.06	1.12	1.19	1.25	1.34	1.50	1.64	1.91
Gains horaires ³											
Toutes industries ⁴	1.29	^b	1.42	1.50	1.59	1.70	1.84	2.08	2.24	2.72	} n.d.
Industrie extractive	1.53	^b	1.77	1.86	1.97	2.13	2.32	2.68	2.88	3.28	
Industrie manufacturière	1.27	^b	1.40	1.48	1.57	1.66	1.79	2.04	2.21	2.58	
Bâtiment et construction	1.37	^b	1.52	1.59	1.72	1.80	2.02	2.26	2.42	2.66	

1 Taux moyen pondéré de la rémunération minimale des adultes du sexe masculin prévue par les sentences arbitrales, fixations de salaires, etc. Moyenne des données de 12 mois.

2 Non compris les activités rurales, les transports maritimes et l'acconage.

3 Adultes du sexe masculin occupant un emploi à plein temps (autre que d'encadrement) dans le secteur privé; chiffres du mois d'octobre.

4 Non compris les activités agricoles et les services domestiques.

5 Les données de l'enquête d'octobre 1965 ne sont pas comparables à celles des autres années.

6 Série provisoire, comprenant d'autres produits ayant pour base les prix de juin 1969.

Sources: Quarterly Summary of Australian Statistics; Survey of Weekly Earnings and Hours; Wage Rates and Earnings; Mémoire de l'Australie à l'OCDE.

Tableau F Formation de liquidités
Variations en millions de dollars

Exercices allant jusqu'au 30 juin	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Dette publique (net)	301	331	521	485	172	305	86	156	705	430
Opérations de la Banque de réserve										
Or et devises ¹	-308	-18	-170	-91	210	47	784	1 535	440	-584
Avances au crédit agricole	128	-69	184	-142	260	-140	-39	-44	-53	-7
Dépôts de réserve obligatoires (—)	-(22)	-(184)	-(+2)	-(17)	-(+110)	-(+111)	-(59)	-(62)	-(+227)	-(+248)
Emprunts à terme (—)	-(+2)	-(+3)	-(8)	-(+11)	-(22)	-(10)	-(+5)	-(+27)	-(31)	-(17)
Emprunts, pour la mise en valeur des exploitations agricoles (—)	—	-(+50)	-(17)	-(+13)	-(21)	-(15)	-(+22)	-(+6)	-(18)	-(15)
Divers ²	-14	10	17	134	-16	71	-211	-224	713	373
Total (= Avoirs ³ liquides et en fonds d'État du secteur privé)	127	385	575	379	559	197	652	1 452	1 627	-4
moins: Avoirs liquides et en fonds d'État du secteur privé non-bancaire	60	158	389	279	269	249	424	831	103	256
Avoirs liquides et en fonds d'État du secteur bancaire (Banque de réserve exclue)	67	227	186	100	290	-52	228	621	1 524	-260
Dépôts de réserve obligatoires	-22	-184	2	-17	110	111	-59	-62	227	248
Prêts et avances										
Banques commerciales	345	228	365	474	361	519	415	559	2 027	2 304
Caisses d'épargne	221	213	235	243	246	227	277	287	476	835
Autres avoirs et engagements du secteur bancaire ⁴	170	148	-1	99	61	-65	3	121	4	-269
Billets et pièces en circulation	-1	-30	99	82	101	122	150	131	235	304
Total (= Masse monétaire)	781	602	886	982	1 169	863	1 014	1 657	4 493	3 162

1 Au cours du marché.

2 Y compris un poste d'ajustement.

3 Évalués sur la base de la moyenne des chiffres hebdomadaires, sauf les fonds d'État détenus par le secteur privé non-bancaire, évalués sur la base du cours du dernier jour.

4 Y compris les dépôts auprès de la Banque de réserve (+), ainsi que les dépôts de l'État et les dépôts entre banques auprès des banques commerciales (—).

Source: Mémorandum de l'Australie à l'OCDE.

Tableau G Recettes et dépenses des administrations publiques
Millions de dollars

Exercices allant jusqu'au 30 juin	État ¹					Administration centrale				
	1970	1971	1972	1973	1974	1970	1971	1972	1973	1974
Recettes courantes	8 426	9 335	10 672	11 604	14 554	6 556	7 398	8 231	8 783	11 203
Impôts directs sur le revenu	4 042	4 603	5 284	5 698	7 503	4 042	4 603	5 284	5 698	7 503
des ménages	2 855	3 175	3 765	4 084	5 485	2 855	3 175	3 765	4 085	5 485
des sociétés	1 187	1 428	1 519	1 614	2 018	1 187	1 428	1 519	1 614	2 018
Impôts indirects	3 288	3 589	4 079	4 549	5 648	2 211	2 454	2 518	2 629	3 248
Revenus de la propriété et de l'entreprise	922	962	1 090	1 105	1 064	256	293	368	388	358
Redevances obligatoires, amendes, etc.	174	181	219	252	339	47	48	61	67	94
Dépenses courantes	6 518	7 355	8 435	9 694	11 773	5 145	5 868	6 511	7 514	9 077
Biens et services	3 645	4 196	4 757	5 405	6 773	1 785	1 979	2 152	2 348	2 861
Subventions	274	291	392	327	281	242	262	359	295	248
Intérêt de la dette publique	756	831	914	1 018	1 116	28	13	-14	15	4
Transferts courants à l'économie intérieure	1 664	1 852	2 166	2 695	3 314	2 911	3 430	3 809	4 607	5 675
Transferts courants au reste du monde	179	185	206	249	289	179	184	205	249	289
Épargne	1 908	1 980	2 237	1 910	2 781	1 411	1 530	1 720	1 269	2 126
Transferts en capital	165	175	165	164	174	-267	-511	-591	-688	-887
Accumulation brute de moyens financiers	2 073	2 155	2 402	2 074	2 955	1 144	1 019	1 129	581	1 239
Dépenses d'investissement	1 270	1 411	1 561	1 734	1 978	151	186	176	181	225
Capacité ou besoin de financement	803	744	841	340	977	993	833	953	400	1 014

1 État et collectivités locales.

Sources: Mémoire de l'Australie à l'OCDE; ABS, « Commonwealth Authorities ».

Tableau H Balance des paiements
Millions de dollars australiens

Exercices allant jusqu'au 30 juin	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Exportations, fob	2 574	2 626	2 926	2 942	3 217	3 969	4 217	4 726	5 991	6 727
Importations, fob	2 739	2 822	2 837	3 159	3 203	3 553	3 790	3 792	3 808	5 750
Balance commerciale	-165	-196	89	-218	14	416	427	934	2 183	977
Invisibles, net	-621	-694	-750	-925	-1 018	-1 134	-1 276	-1 309	-1 483	-1 686
BALANCE COURANTE	-787	-891	-660	-1 143	-1 004	-718	-849	-375	699	-709
<i>Mouvements de capitaux</i>										
Opérations de l'État	-48	13	-28	86	70	-185	-63	-60	-64	-8
Opérations des offices de commercialisation	-61	34	-75	33	28	-48	-42	-45	34	-95
Autres mouvements du secteur privé	583	666	484	963	948	916	1 530	1 367	341	259
Poste d'ajustement ¹	16	234	156	140	106	72	22	556	68	-16 ⁶
ENTRÉES APPARENTES DE CAPITAUX	490	947	537	1 222	1 152	755	1 447	1 818	379	140
Autres avoirs étrangers ²	4	-16	18	-8 ⁴	-26	-6	71	31 ⁴	-10 ⁴	150
Autres mouvements monétaires ³	2	2	-26	3	20	12	10	8	10	28
Attributions de DTS	—	—	—	—	—	75	64	63	—	—
VARIATIONS DES RÉSERVES	-292	44	-132	73⁴	143	118	742	1 544⁴	1 079^{4 5}	-391
(a) Or	10	-7	6	25	1	10	-14	6	-13	-10
(b) Avoirs et devises	-325	10	-165	-23	187	16	718	1 512	—	—
(c) FMI : tranche-or	22	40	26	71	-45	13	-30	-37	-6	6
(d) Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	79	68	63	-9	-50

1 Ce poste comprend les erreurs et omissions et l'ajustement dû à ce que les chiffres des réserves officielles sont évalués sur la base des cours officiels (au lieu des cours du marché).

2 Y compris les variations des avoirs nets en devises des banques commerciales australiennes ajustés en tenant compte des règlements en cours avec la Banque de Réserve, ainsi que les variations des avoirs en devises détenus (ailleurs que sur la place de Londres) par l'État fédéral.

3 Comprend :

a) Tirages et remboursements effectués par la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande en vertu d'un arrangement spécial conclu avec la Banque de réserve d'Australie pour financer les exportations australiennes en Nouvelle-Zélande. Le poste comprend en outre quelques montants de faible importance représentant des acquisitions d'actions de la Banque des Règlements internationaux.

b) Variations des soldes des comptes des instituts monétaires étrangers auprès de la Banque de réserve d'Australie et variations des engagements monétaires de l'Australie (billets et pièces en circulation en Papouasie et Nouvelle-Guinée).

4 Non compris les effets des variations des parités officielles entre le dollar australien et les autres monnaies.

5 Non compris les effets sur les avoirs officiels de réserve du montant équivalent à 26 millions de dollars reçu en mars 1973 dans le cadre des accords de compensation au sein de la zone sterling.

6 Y compris les opérations du secteur monétaire.

Source: Australian Bureau of Statistics.

Tableau I Commerce extérieur — Ventilation par produits et par régions
Pourcentages

Exercices allant jusqu'au 30 juin	Importations			Exportations		
	1972	1973	1974	1972	1973	1974
Sections de la CTCI						
Produits alimentaires et animaux vivants	4.0	4.0	3.9	35.3	31.1	31.6
Boissons et tabacs	1.3	1.3	1.1	0.3	0.2	0.2
Matières brutes non comestibles, carburants non compris	5.5	6.5	6.8	17.3	34.1	32.2
Combustibles minéraux, lubrifiants et produits annexes	4.8	4.3	6.2	6.2	5.5	6.3
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	0.4	0.3	0.5	0.7	0.5	0.7
Produits chimiques	10.2	10.3	9.5	5.0	4.4	5.1
Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	21.3	21.7	23.1	11.6	11.2	12.4
Machines et matériel de transport	37.0	36.1	34.4	7.7	8.0	6.5
Articles manufacturés divers	10.8	11.5	11.9	2.1	1.6	1.5
Articles et transactions non classés par catégories ¹	4.7	4.0	2.6	3.8	3.4	3.5
Total (marchandises et non-marchandises)	100.0	100.0		100.0	100.0	100.0
Pays de l'OCDE						
Amérique du Nord	25.3	24.2	25.3	15.4	15.0	13.3
Japon	15.7	17.9	17.8	27.8	31.1	31.0
CEE	34.9	32.3	27.9	18.9	20.3	16.3
Autres	5.2	5.5	8.0	1.9	1.9	8.4
Pays n'appartenant pas à l'OCDE						
Zone sino-soviétique ²	1.6	1.8	1.9	3.5	4.2	6.0
Autres pays développés	3.5	3.3	0.6	7.0	6.8	1.3
Pays en voie de développement	13.8	14.9	18.5	25.4	20.7	23.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1 Y compris les non-marchandises.

2 Y compris la Chine continentale, la Corée du Nord et le Vietnam du Nord.

Sources: Mémorandum de l'Australie à l'OCDE et statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
POPULATION	Accroissement moyen annuel net	Mi-1973	13 132	7 521	9 742	22 125	5 027	4 643 ²	52 177	61 967	8 972	212	3 051	54 888 ³	108 350 ⁴	350	13 438	2 932	3 961	8 564	34 730	8 138	6 431	37 930	56 026	210 404	20 960	
		1963 à 1973	1.87	0.48	0.48	1.55	0.71	0.26	0.88	0.77	0.57	1.37	0.68	0.70	1.22	0.77	1.17	1.46	0.77	-0.46	1.06	0.68	1.09	2.49	0.43	1.07	0.95	
EMPLOI	Emploi civil total	1973	5 640	3 039	3 818	8 759	2 385	2 153	20 953	26 202	(3 320)	(88)	1 042	18 310	52 330	154	4 564	1 137	1 654	(3 109)	12 844	3 879	3 097	13 810	24 553	84 409	8 009 ^{5,10}	
		Agriculture	7.2	16.1	3.9	6.5	9.5	17.1	12.2	7.5	(34.1)	(15.9)	25.1	17.4	52.330	9.0	6.8	12.1	11.4	(28.8)	26.5	7.1	(7.3)	63.4	3.0	4.1	-49.5	
		Industrie ⁶	35.5	40.1	43.3	31.3	33.8	35.7	39.3	49.5	43.0	(25.7)	(37.5)	30.7	44.0	37.2	48.6	36.2	34.7	33.9	(33.8)	38.0	36.8	(46.2)	15.1	42.3	31.7	50.5
	Autres activités	57.3	43.8	52.8	62.2	56.7	47.1	48.5	43.0	(40.2)	(46.6)	44.2	38.6	49.4	42.4	57.1	53.2	54.7	(37.4)	35.5	56.1	(46.5)	21.5	54.7	64.2	64.2		
PRODUCTION	PIB ⁷ par habitant	1973	4 900	3 550	4 650	5 410	5 460	3 720	4 900	5 610	1 790	4 870	2 130 ¹³	2 510	3 760	5 200	4 410 ¹³	4 080 ^{9a}	4 780	1 250	1 750	6 140	6 190	540	3 100	6 170	792 ¹³	
		PIB par secteur : Agriculture	7.1 ^{9,10,11}	5.8	3.9	5.2 ¹¹	8.2 ¹¹	12.0	6.3	2.9	20.4 ¹¹	..	..	18.0 ^{11,13}	8.8	5.9	4.4 ^{11,13}	5.3 ^{11,13}	18.8 ¹³	5.6	16.3 ¹¹	12.7 ¹¹	3.8	..	26.1	3.0 ¹¹	4.4
		Industrie	41.4 ^{9,10,11}	50.1	40.1	36.2 ¹¹	39.9 ¹¹	44.2	52.1	32.4 ¹¹	..	..	..	41.2	48.3	57.5 ^{11,13}	44.9 ^{11,13}	28.0 ¹³	33.4	43.2 ¹¹	35.5 ¹¹	36.6	..	28.8	42.4 ¹¹	33.9	46.6 ^{11,13}
	Autres secteurs	51.5 ^{9,10,11}	44.1	56.1	58.6 ¹¹	51.9 ¹¹	43.8	93.7	45.0	47.2 ¹¹	..	..	50.0	45.9	38.1 ^{11,13}	49.8 ^{11,13}	53.2 ¹³	61.0	40.6 ¹¹	51.8 ¹¹	59.6	..	45.1	54.6 ¹¹	61.7	36.8 ^{11,13}	
	Croissance annuelle du PIB ^{7,14} en volume	1968 à 1973	5.1	6.4	5.5	5.2	4.7	6.8	6.0	5.1	8.9	6.3	4.6	4.3	9.5	5.2	5.3	3.1 ^{9a}	4.5	6.4	7.0	3.2	4.6	6.2	2.8	3.6	..	
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																												
	Consommation privée par habitant	1973	2 850	1 870	2 810	3 080	3 050	1 910	2 913	3 000	1 200	2 990	1 370	1 620	1 910	2 780	2 430	2 410 ^{9a}	2 530	900	1 170	3 240	3 640	320	1 960	3 840	425 ¹³	
	Dépenses d'enseignement publiques	1970	4.3	4.7	5.4 ¹⁵	8.6	7.0	6.3	4.7	4.0	2.2	4.3	4.8 ¹⁵	4.3	4.1	4.4	7.3 ¹⁵	4.4 ¹⁵	5.9	2.0	2.4	7.8	4.2	2.9	5.5 ¹⁵	5.4 ¹⁵	4.3 ¹⁶	
	Logements achevés, pour 1 000 habitants	1972	11.1	6.4	5.4 ¹⁷	10.6	10.0	10.8	10.5	10.7	14.0 ¹⁰	9.0	4.7	16.8 ¹⁷	5.3 ¹²	11.4	9.3	11.1	3.4	9.6	12.8	11.5	2.8	6.1	11.3	6.4		
	Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	1971	314	177	212	321	231	163	260	239	30	222	140	209	100	296	211	324	206	72	81	290	233	4 ¹²	219	443	42	
	Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1972	227	226	236	349 ¹⁰	282	256	237	293	31 ¹⁰	220	173	202	225	220 ¹⁰	243 ¹⁰	250	241	63	145	333	239	4	305	474	113	
	Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1972	340	226	240	499	377	295	199	268	160	370	114	206	315	361	299	458	320	99	164	576	535	19	314	628	44	
	Médecins, pour 1 000 habitants	1971	1.25	1.87	1.60	1.50	1.41 ¹²	1.11	1.38	1.71 ¹²	1.67	1.44	1.09 ¹⁵	1.83	1.15	1.07	1.31	1.16	1.45	0.98	1.39	1.36 ¹³	1.67	0.45	1.29	1.57 ¹³	1.06	
INVESTISSEMENT FIXE BRUT ¹⁴ Total	Moyenne 1968-72	En % du PIB ⁷	25.8 ⁹	29.0	20.8	21.4 ¹⁸	23.6	24.1	26.3	25.9	25.7 ¹⁹	28.7	24.2	19.8	38.7	23.6	25.3	..	..	19.0	24.2	23.1	27.8 ²⁰	16.9 ²¹	19.6	17.0 ²²	..
			Équipement et outillage	10.9	12.5	8.8	7.9	12.1	8.9	12.0	12.4	8.2	8.6	12.2	8.4	32.1 ²³	..	10.5	8.8	12.8	8.6	9.5	5.8	9.5	7.0 ²³	..
			Construction de logements	5.2	16.5 ²⁴	4.7	4.4	4.6	5.8	6.5	5.2	8.0	5.3	4.3	5.9	6.6	..	5.7	2.7	3.7	5.0	7.1	3.3	3.5	3.5	..
			Autres constructions	9.7	.. ²⁴	7.3	9.1	6.9	9.4	7.8	8.3 ²⁵	9.5	14.8	7.7	5.5	9.1	7.5	7.7	9.5	11.2	7.8	6.6	6.5	..
ÉPARGNE BRUTE	Moyenne 1968-72	En % du PIB ⁷	25.9	29.3	24.9	22.3	19.1	29.8	26.8	27.5	23.8	..	20.8	22.9	39.3	31.3	26.9	24.9 ^{9a}	27.8	22.0	23.1	22.8	28.9 ²⁰	21.5 ²¹	19.2	17.5	..	
SECTEUR PUBLIC ²⁶	Recettes courantes totales	1973	En % du PIB ⁷	28.2 ¹³	36.6	35.8 ¹³	36.2	44.8	39.0	38.0 ¹³	41.0	26.6 ¹³	33.2 ¹⁶	33.3	22.4	39.1 ¹³	49.9	..	49.4	23.0	23.4 ¹³	50.1 ¹³	27.1 ¹³	27.5 ¹³	37.9 ¹³	30.2	..	
SALAIRES/PRIX	Gains horaires ²⁷ Accroissement annuel 1967 à 1972	%	7.6 ^{28,29}	9.3 ³⁰	10.2	8.2 ²⁸	12.4 ³¹	11.8	11.3 ³²	9.3 ²⁸	8.3 ²⁸	18.3 ³³	13.5 ²⁸	11.2 ³⁴	15.6 ³⁵	..	10.4 ³⁶	10.3 ²⁸	10.0 ³¹	10.2 ³⁷	12.6 ³⁸	9.9 ³⁹	6.5 ⁴⁰	12.8 ³⁸	9.6 ⁴¹	6.0 ⁴²	16.1 ^{37,38}	
			Prix à la consommation	4.2	4.3	4.0	3.9	6.2	5.5	5.6	3.8	2.6	13.3	7.6	3.9	3.9	5.8	3.9	6.2	6.1	8.6	5.8	5.0	4.3	10.5	6.6	4.6	11.3
			Indice des prix dérivé du PIB ⁷	5.8	4.4	4.6	4.0	6.4	6.5	5.5	5.2	2.9	17.2	9.3	17.2	5.0	4.8	5.9	6.6	6.9 ^{9a}	..	4.3	6.0	5.2	6.0	10.5	6.6	4.4
COMMERCE EXTÉRIEUR	Imports totales ⁴³	1972	6 180	6 290	14 570	23 130	6 080	3 680	32 070	51 150	2 530	300	2 240	23 600	24 910	1 050	20 100	1 980	5 810	2 630	7 250	9 590	9 710	1 400 ¹⁰	33 620	74 830	3 820	
		En % du PIB ⁷	13.2	30.9	40.9	21.8	28.6	27.4	16.4	19.9	19.9	20.7	39.5	40.6	20.1	8.5	77.8	43.4	23.1	38.3	32.2	16.2	23.2	32.6	10.9	21.8	6.3	23.2
		Exports totales ⁴³	7 500	6 220	15 430	23 750	6 240	3 700	33 760	55 730	1 470	290	1 930	24 040	31 800	1 100	21 320	2 320	6 060	2 220	7 190	10 110	9 720	900 ¹⁰	33 350	62 690	3 480	
	En % du PIB ⁷	16.0	30.5	43.4	22.4	29.4	27.5	17.2	12.0	38.2	35.0	20.4	10.8	81.5	46.1	27.1	39.9	27.1	16.1	24.4	24.4	32.7	7.0	21.6	5.3	21.2		
BALANCE DES PAIEMENTS	Balance des opérations courantes. Moyenne 1968-72	En % du PNB	-2.1 ⁹	-0.4	2.5 ⁴⁵	0.0	-2.1	-1.2	-0.2	0.8	-3.6	-4.2	-3.3	2.1	1.7	..	0.3	1.4	-1.0	3.3	0.5	-0.1	1.3	-0.5	0.8	-0.2	..	
			Réserves officielles ⁴⁴ , fin 1973 : en pourcentage des importations de marchandises en 1973	88.3	42.4	23.3 ⁴⁵	24.7	17.2	14.8	22.8	60.8	30.1	28.1	36.7	23.1	32.0	..	26.9	119.8	25.3	99.1	70.3	23.9	69.5	102.8	16.7	20.8	32.9
			Variation	Avril 1974 - Avril 1975	Millions de DTS	-886	861	864 ⁴⁵	-709	-202	-203	993	-93	-35 ⁴⁷	152	414	1 010	..	976	-115	79	-435 ⁴⁶	-340 ⁴⁷	41	406	-896	124	1 172	-57
APPORT NET DE RESSOURCES AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ⁴⁸	1973	En % du PNB	0.55	0.52	1.10	0.93	0.70	.. ⁴⁹	1.10	0.52	.. ⁵⁰	.. ⁴⁹	.. ⁴⁹	0.46	1.42	.. ⁴⁹	1.03	0.35	0.49	2.25	.. ⁵⁰	0.73	0.72	.. ⁵⁰	0.76	0.58	.. ⁵⁰	
RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS A L'EXPORTATION ⁵¹																												
	Croissance des marchés ⁵²	1972 à 1973	10	14	13	10	12	15	13.5	14	12	12	13	14	..	13	10	13	12	13.5	13	14	14	14.5	20	..		
	Augmentation ou diminution de la part occupée sur les marchés extérieurs ⁵³	1961-62 à 1971-72 (moyenne)	9	9	9	8.5	8	7.5	8.5	8.8	9	8	7.5	9	9	..	9	..	8	7	8.5	8	9	8.5	8	..		
		1972 à 1973	-12	-3	2.5 ⁴⁵	-1	-5.5	-10	-2	5.5	5	0	-6.5	-8.5	-8	..	5	..	1.5	7	0	2	-5	5	-1	4		
		1961-62 à 1971-72 (moyenne)	4.5	2	1.5 ⁴⁵	-2	-0.5	-0.8	1	1	1.5	2.5	0.5	3	8	..	1.5	..	2	4	5	-0.5	0	2.5	-3.5	-2.8		

1 Source nationale.
2 Ce chiffre ne comprend pas le mouvement total net de population entre la Finlande et les autres pays nordiques.
3 Population résidente totale.
4 A partir de 1972, y compris la préfecture d'Okinawa.
5 Secteur privé et socialisé.
6 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
7 PIB aux valeurs d'acquisition.
8 Aux prix et aux taux de change courants.
9 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
9a Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
10 1971.
11 PIB au coût des facteurs.
12 1970.
13 1972.
14 Aux prix de 1970.
15 1969.
16 1968.
17 Logements mis en chantier.
18 Non compris les coûts aff

**OECD SALES AGENTS
DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE**

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, BUENOS-AIRES.
☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205.
☎ 69.7601
658 Pittwater Road, BROOKVALE NSW 2100.
☎ 938 2267

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1.
☎ 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1.
☎ 512-05-60

BRAZIL - BRESIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaipá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10.
☎ 256-2746/262-1609

Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE
JANEIRO GB. ☎ 232-07. 32

CANADA

Information Canada
171 Slater, OTTAWA, KIA 0S9.
☎ (613) 992-9738

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel
Nørregade 6, 1165 KOBENHAVN K.
☎ (01) 12 69 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principaux correspondants :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de
l'Université. ☎ 26.18.08

38000 GRENOBLE : B. Arthaud. ☎ 87.25.11

31000 TOULOUSE : Privat. ☎ 21.09.26

GERMANY - ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21
☎ 040-35-62-500

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHENES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales of Publications Office,
1A Garden Road,
☎ H-252281-4

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131,
REYKJAVIK. ☎ 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 47388
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 24083

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 01-41161

ISRAEL

Emanuel Brown :
35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082
also at :

9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM.
☎ 234807

48 Nablath Benjamin Street, TEL AVIV.
☎ 53276

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni :
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083

Sous-dépôtaires :

Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.
☎ 674628

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO.
☎ 865446

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO.
☎ 519274

La diffusion delle edizioni OCDE è inoltre assicu-
rata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building,
2-3-4 Akasaka,
Minato-ku
TOKYO 107. ☎ 586-2016
Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.
☎ 272-7211

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico
Edison Building, Bliss Street,
P.O.Box 5641, BEIRUT. ☎ 354429 - 344425

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG. ☎ 070-65.68.08

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

The Publications Officer
Government Printing Office
Mulgrave Street (Private Bag)
WELLINGTON. ☎ 46.807
and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344). ☎ 32.919
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721). ☎ 50.331
HAMILTON (P.O.B. 857). ☎ 80.103
DUNEDIN (P.O.B. 1104). ☎ 78.294

NORWAY - NORVEGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam,
LAHORE 3. ☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House,
903 Quezon Blvd. Ext., QUEZON CITY,
P.O. Box 1860 - MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Libreria Mundi Prensa
Castelló 37, MADRID-1. ☎ 275.46.55
Libreria Bastinos
Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN - SUEDE

Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, 11152 STOCKHOLM 16.
☎ 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENEVE 11.
☎ 022-31.89.50

TAIWAN

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi,
Bevoglio, ISTANBUL, ☎ 44.94.70
et 14 E Ziya Gokalp Caddesi
ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569, LONDON
SE1 9 NH, ☎ 01-928-6977, Ext. 410
or
49 High Holborn
LONDON WC1V 6HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH - BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,
BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave, N.W.
WASHINGTON, D.C. 20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52,
Edificio Galipán, Apdo. 60 337, CARACAS 106.
☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD. ☎ 621-992

6.75

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
Dépôt légal n° 2.854 - 1975
N° 35.046**



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

Études détaillées du développement économique

dans chaque pays de l'OCDE

Par pays F 7 \$ 1.75 £ 0.70

Abonnement pour la série F 90 \$ 22.50 £ 9

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.

En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.